Département d'évaluation
de la recherche

ANNEXE 4 – Sélection des produits et activités de la recherche

(On remplira ce document, destiné à l'évaluation du critère 1, pour l'ensemble de l'unité et pour chaque équipe.)

CAMPAGNE D'EVALUATION 2018-2019
VAGUE E

Nom de l'unité / de l'équipe / du thème : **CENTRE DE RECHERCHE JURIDIQUE**
Acronyme : **CRJ**

Directeur.rice / Responsable d'équipe /de thème pour le contrat en cours :
*** Mireille MARTEAU-LAMARCHE, Professeur de droit privé (sept. 2011- février 2014)**
*** Olivier DESAULNAY, Professeur de droit public (février 2014 - février 2017)**
*** Cathy POMART, MCF HDR en droit privé et sciences criminelles (depuis février 2017)**

Directeur.rice / Responsable d'équipe /de thème pour le contrat à venir :
Cathy POMART, MCF HDR en droit privé et sciences criminelles

On dressera la liste des produits de la recherche et des activités de recherche ***en respectant les indications de nombre et de présentation données dans le dossier d'autoévaluation et après avoir consulté le(s) Guide(s) des produits et activités de recherche correspondant au(x) sous-domaine(s) disciplinaire(s) concerné(s).*** *Ces Guides en cours de publication sont (ou seront bientôt) disponibles sur le site du Hcéres.*

Lorsqu'une unité n'est pas concernée par un type de produit de la recherche, parce qu'elle n'en compte aucun dans ses réalisations ou qu'ils ne relèvent pas de son domaine de compétences, elle précise que cette rubrique est « sans objet » pour elle.

Dans le cas des unités pluri-équipes ou pluri-thèmes, lorsque des produits sont communs à plusieurs équipes / thèmes de l'unité, ils sont regroupés à part dans la rubrique concernée.

Dans le cas de publications cosignées par plusieurs personnes, la liste de tous les auteurs sera établie, excepté lorsque le nombre de co-auteur.e.s sera supérieur à la quinzaine (dans ce cas, tous les noms des membres de l'unité ou de l'équipe doivent apparaitre à leur position dans la liste, avec des pointillés pour remplacer les noms des auteurs extérieurs). Les noms des membres de l'unité de recherche, de l'équipe interne ou du thème ***seront soulignés dans la liste des co-auteur.e.s****.*

Pour les personnels recrutés au cours des cinq dernières années, les produits et les activités réalisés dans leur unité de recherche d'origine seront mentionnés dans une liste séparée.

On rédigera cette annexe en complétant les rubriques ci-dessous, suivant le plan indiqué. Les parties du texte en italique seront supprimées dans le document rédigé.

N.-B : l'unité doit néanmoins tenir à disposition du comité d'experts la liste complète de ses productions.

I - PRODUCTION DE CONNAISSANCES ET ACTIVITÉS CONCOURANT AU RAYONNEMENT ET A L'ATTRACTIVITE SCIENTIFIQUE

1- Journaux / Revues

Les 20% des productions les plus significatives sont surlignées dans le présent document.

a) Articles scientifiques = Chroniques / articles de doctrine de fond 159 articles

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 42 articles

Clotilde AUBRY DE MAROMONT

1 « Les obligations subsidiaires », RTD civ. 2018, n°2, *à paraître*

Eléonore CADOU

2 « La liberté contractuelle au secours des agents de distribution de la presse », Revue Constitutions, 2016-3, p. 480

Jonas KNETSCH

3 « Droit de propriété » et « Liberté contractuelle », *in Le grand oral. Les droits et libertés fondamentaux*, R. Bernard-Ménoret (sous la dir.), Paris : Ellipses, coll. Objectif : Devenir Avocat, 2016, pp. 353-381 (également publié en japonais *in* : [Dokkyo Law Review] 2017 [n° 104], pp. 99-120 [trad. T. Narushima])

Céline KUHN

4 « Société civile unipersonnelle », JCP N 2015, n°44, p. 30 (avec J. Prieur et S. Schiller)

Romain LOIR

5 - « Réforme du crédit immobilier : quel champ d'application ? », Defrénois, 15 novembre 2016, n°21, p.1127

6 - « Les nouvelles définitions du professionnel, du consommateur et…du non-professionnel », JCP E, 7 juillet 2016, n°27-28

7 - « Le nouvel Acte Uniforme sur le droit commercial général », *in Droit OHADA et droit des affaires malagasy*, MCI, 2013, p. 43

Mathieu MAISONNEUVE

8 « Des stades et des contrats administratifs », *Mélanges en l'honneur du professeur Laurent Richer. A propos des contrats des personnes publiques*, LGDJ, 2013, pp. 693-700

Alexandre MANGIAVILLANO

9 - « Les facultés contributives », *en cours de soumission*

10 - « L'obligation fiscale. Remarques sur la créance d'impôt », *en cours de soumission*

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

11 - « Propos introductifs », in *Désordre normatif et qualité de la norme*, Rapport Mission Droit et Justice GIP, sous la dir. du Pr. M. Marteau-Lamarche, 2014, pp. 12-20

12 - « Les causes des désordres normatifs en droit fiscal », in *Désordre normatif et qualité de la norme*, Rapport Mission Droit et Justice GIP, sous la dir. du Pr. M. Marteau-Lamarche, 2014, pp. 85-96

Romain OLLARD

13 « La dissociation de l'objet de l'abus de confiance », étude écrite en collaboration avec M. S. Détraz, Dr. pén. 2014, Etudes 20 (1ère partie) et 22 (2ème partie)

Pascal PUIG

14 - « Les droits et obligations spéciaux dans l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux (Association Henri Capitant) », *Mélanges en l'honneur de Geneviève Pignarre*, à paraître, 2018

15 - « Le prix dans les contrats de prestations de service », *in Le droit spécial des contrats à l'épreuve du nouveau droit commun*, colloque Aix-en-Provence du 16 décembre 2016, PUF, 2017

16 - « L'autorité des rapports relatifs aux ordonnances (à propos du Rapport au Président de la République relatif à l'Ordonnance 2016-131 du 10 févr. 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations) », RTD civ. 2017-1, p. 84-91
17 - « L'excès de proportionnalité (à propos de la réforme de la Cour de cassation et de quelques décisions récentes) », RTD civ. 2016, pp. 65-75
18 - « Le contrat d'entreprise », *in Les contrats spéciaux et la réforme du droit des obligations*, ouvrage collectif ss. la dir. de L. Andreu et M. Mignot, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2017, p. 115-147
19 - « Les clauses d'attribution des risques », *in L'art de la clause*, Colloque Conseil Supérieur du Notariat, M. Mekki et O. Herrnberger (dir.), le 9 octobre 2014, publié JCP N 2015, 1161
20 - « Transmission des droits et actions : la conquête de l'ubiquité », in RDC 2014, p. 813 et s.
21 - « Négociation et avant-contrats », *in dossier La réforme du droit des contrats*, Journal spécial des sociétés, avril 2014, p. 16-21

Jean-Baptiste SEUBE

22 - « Les clauses de divisibilité dans les ensembles de contrats interdépendants après la réforme du 10 février 2016 », *in Mélanges en l'honneur de Philippe Neau-Leduc*, 2018
23 - « De plein droit dans la réforme », *in Mélanges en l'honneur du Professeur Jérôme Huet*, LGDJ, 2017, p. 351
24 - « L'incorporation de la loi au contrat », RJDA 4/2016, p. 251 et s.
25 - « La réforme du droit des contrats vaut bien une ordonnance », *in dossier La réforme du droit des contrats,* Journal spécial des sociétés, avril 2014, p. 8
26 - « Crise économique et contrat », *in Revue Juridique de l'Université du Saint-Esprit de Kaslik*, 2013
27 - « Le droit civil mauricien à la croisée des chemins : attendre ? agir ? adapter ? », New Bar Chronicle, Maurice avril 2018
28 - « La réforme du droit des contrats est entrée en vigueur le 1er octobre 2016 », Zoom Bulletin d'actualité des greffiers, oct. 2016, p. 1
29 - « Projet mauricien de réforme du droit des sûretés – Réflexions sur la mention manuscrite et la protection de la caution », New Bar Chronicle, Maurice, oct. 2016, p. 32
30 - « L'appropriation de la CVIM par les juristes malgaches », Bulletin d'information du ministère de la Justice malgache, septembre 2015 et Revue MCI, Tananarive, octobre 2015
31 - « Regards comparatistes sur les articles 39 et 40 du Consumer Protection Bill 2013, Les clauses abusives en droit mauricien », Mauritius Business Law Review 2015

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

32 - « Les nouvelles formes d'exercice libéral », dir. A.F. Zattara-Gros (avec B. Dondero, N. Dupouy, H. Lécuyer, J.-M. Moulin, I. Ollivier, C. Tabourot-Hyest), Act. prat. ing. soc., oct. 2018, *en préparation*
33 - « Exploitation de l'énergie des mers et adaptation aux changements climatiques dans la zone sud-ouest de l'océan Indien », *in Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? : l'expérience de l'île de La Réunion*, dir. A.-S. Tabau, Confluence des droits, 2018, vol. 4, 297 p., pp. 97-115, *à paraître*
34 - « L'agrément », dir. A.F. Zattara-Gros (avec C. Barillon, B. Dondero, N. Dupouy, H. Lécuyer, I. Ollivier, S. Schiller, C. Tabourot-Hyest), Act. prat. ing. soc., nov-déc. 2017, n° 156, pp. 4-30
35 - « Pour l'inapplication aux personnes morales du droit de se prévaloir de la prohibition des conflits d'intérêt (avec R. Mortier) », JCP N, 29 sept. 2017, n° 39, 1268, pp. 37-42
36 - « La nécessaire restriction du domaine du nouvel article 1145 sur la capacité des personnes morales », JCP N, 29 sept. 2017, n° 39, 1269, pp. 42-44
37 - « La rémunération des dirigeants sociaux : aspects de droit des sociétés (avec B. Dondero et J.-M. Moulin), Act. prat. ing. soc., nov-déc. 2016, n° 150, pp. 3-28
38 - « Le droit des sociétés à l'aune de l'ordonnance n°2015-1288 du 15 octobre 2015 réformant l'administration légale », Gaz. Pal., 24 mai 2016, pp. 52- 57
39 - « Quelques précautions à prendre avant une cession de droits sociaux », BRDA, 31 janv. 2016, pp. 16-19
40 - « La cession de parts sociales dans les sociétés civiles », Journal des sociétés, sept. 2015, n° 133, pp. 55-59
41 - « Morceaux choisis de l'ordonnance n°2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés (2ème partie) », Gaz. Pal., 1er-2 déc. 2014, pp. 4-13
42 - « Morceaux choisis de l'ordonnance n°2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés (1ère partie) », Gaz. Pal., 21-23 sept. 2014, pp. 7 à 17

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 31 articles

Didier BLANC

1 « Au Panthéon des principes, la laïcité reconnaissante », in A.-F. Zattara-Gros et C. Kuhn (dir.), *Patrimoines et religions*, *Petites Affiches*, n° spécial, 31 mars 2017, n° 65, pp. 9-18

Eléonore CADOU

2 « Le droit de la filiation à l'épreuve de l'homoparenté », *in* "Bioéthique et genre" *dir.* A.-F. Zattara-Gros, LGDJ 2013, p. 183 s.

Safia CAZET

3 « La photographie d'une œuvre d'art, un élément immatériel du domaine public mobilier au service de sa valorisation », LPA 11 avril 2013, n° 73, p. 11

Olivier DESAULNAY et Romain OLLARD

4 - « Le renseignement français n'est plus hors-la-loi », *Droit pénal* 2015, Etude 9, p.17

5 - « La réforme de la législation anti-terroriste ou le règne de l'exception pérenne », *Droit pénal* 2015, Etude 1, pp. 7-11

Olivier DUPÉRÉ

6 « L'activation de l'objectif d'adaptation au changement climatique au sein du régime juridique des plans de prévention des risques naturels prévisibles : la voie primordiale du droit souple en matière de risques littoraux », *in* Anne-Sophie TABAU, *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ?*, collection « Confluence des droits », Archives ouvertes de l'UMR DICE, 2018, pp. 191-218

Jonas KNETSCH

7 - « Faut-il décontractualiser la réparation du dommage corporel ? », *Rev. contrats* 2016, pp. 801-807

8 - « Le traitement préférentiel du dommage corporel », *JCP G* 2016 (supplément au n° 30-35 – Dossier sur l'avant-projet de loi portant réforme de la responsabilité civile), pp. 9-14

9 - « Les limites de la réparation du préjudice d'anxiété », *D.* 2015, p. 968

10 - « La désintégration du préjudice moral », *D.* 2015, pp. 443-449

Céline KUHN

11 « Le transsexualisme et le Droit : la consécration d'une métamorphose », *in Bioéthique et Genre*, sous la direction d'A.-F. Zattara-Gros, 2013, LGDJ, pp. 201-212

Clément MARGAINE

12 - « Le volet pénal de la future loi de programmation de la Justice : entre recherche de sens et d'efficacité », Chronique (annuelle) de droit de la peine et de droit pénitentiaire, Revue pénitentiaire et de droit pénal (RPDP), CUJAS, 2018, n° 1 (janv/mars), à paraître

13 - « Le régime d'application des peines des djihadistes », Revue pénitentiaire et de droit pénal (RPDP), CUJAS, 2018, n° 1 (janv/mars), à paraître

14 - « Peines perpétuelles et réinsertion des détenus dans la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme », La revue des Droits de l'Homme n° 11, 2017, publication en ligne : https://revdh.revues.org/2955 : https://revdh.revues.org/2955

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

15 « Fiscalité et genre. Le droit fiscal français est-il sexiste ? », *Ouvrage collectif Bioéthique et genre,* ZATTARA-GROS A.-F. (dir.), LGDJ, 2013, pp. 289-300

Romain OLLARD

16 - « Quand l'hôpital se moque de la charité. A propos des décisions d'irrecevabilité des requêtes individuelles rendues par la Cour européenne des droits de l'Homme », Gaz. Pal. mai 2016, n° 18

17 - « Quel statut pour le suspect au cours de l'enquête pénale ? A propos de la loi du 27 mai 2014 », JCP éd. G. 2014, 212

18 - « De la fusion des dols pénal et civil ou de l'absorption du dol civil par la responsabilité pénale », RDC 2013, 3, p. 56
19 - « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé », RSC 2016, p. 37
20 - « Vers un droit de la peine dérogatoire », Lexbase, éd. privée générale, n° 668
21 - « Vers un droit pénal du risque ? », Lexbase, éd. privée générale, n° 626
22 - « Le projet de loi relatif à la prévention de la récidive et à l'individualisation des peines ou l'art de faire de faire du vin nouveau dans de vieilles outres », Lexbase, éd. privée générale, n° 546
23 - « Que reste-t-il du secret de l'instruction ? », Lexbase, éd. privée générale, n° 568
24 - « Les mystères de la dématérialisation des infractions contre le patrimoine : quand l'abus de confiance porte, non sur la clientèle elle-même, mais sur les informations qui y sont relatives », note sous Cass. crim., 22 mars 2017, RDC 2017, p. 496

Cathy POMART

25 - « Recherche désespéremment « bonne norme » en droit de la famille... le contre-exemple de la loi relative au mariage pour tous », *in Rapport GIP droit et justice « Désordre normatif et qualité de la norme », 2013,* pp. 184-196
26 - « Le droit pénal à l'épreuve de l'évaluation législative », *in Rapport GIP droit et justice « Désordre normatif et qualité de la norme », 2013*, pp. 76-83
27 - « Bioéthique, genre et droit pénal, un trio en quête de partition », *in Bioéthique et genre, ouvrage coll. ZATTARA-GROS A.-F. (dir.), LGDJ, 2013,* pp. 139-150

Hélène PONGERARD-PAYET

28 « Répétition de l'indu et responsabilité des États membres : convergences et défis à l'aune de la primauté », *RDUE* 2017, n° 3, Étude « La primauté du droit de l'Union européenne, socle des droits des justiciables » coordonnée par J. Dupont-Lassalle, pp. 65-88

Elise RALSER

29 « Le droit de la maternité, un droit malmené. Détournements de législation », in *Maternité et parentalité à La Réunion et dans l'océan Indien : Regards croisés Droit - Médecine*, colloque organisé par la Faculté de droit et d'économie de l'université de La Réunion, les 21, 22 et 23 novembre 2012, *Revue Juridique de l'Océan Indien*, n°18-2014, pp. 207-222

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

30 - « Le nouveau droit applicable au mineur associé : vers un droit civil des sociétés ? », *in Mélanges en l'honneur du Professeur Henri Hovasse*, Lexisnexis, 2016, 584 p., pp. 201-220
31 - « Le mineur en société après l'ordonnance du 15 octobre 2015 : danger patrimonial ou sécurité patrimoniale », Defrénois, 30 sept. 2016, pp. 938-944.

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 30 articles

Didier BLANC

1 - « L'action extérieure des collectivités d'outre-mer : vers une diplomatie ultramarine ? » (avec F. T. Rakotondrahaso) in H. Pongérard-Payet, *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, Paris, L'Harmattan, à paraître (16 p.)
2 - « La coopération régionale dans l'océan Indien au prisme de l'Union européenne : entre décentralisation et déconcentration - La Réunion – Mayotte », in H. Pongérard-Payet, *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer*, Paris, L'Harmattan, à paraître (11 p.)
3 - « L'insertion des collectivités d'outre-mer dans leur environnement régional : le dépassement de l'égalité réelle par l'altérité acquise », *RJOI*, (à paraître), (16 p.)
4 - « La loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et à la coopération des outre-mer dans leur environnement régional : instrument d'une diplomatie ultramarine ? », *AJDA*, 2018, n°4, pp. 208-214
5 - « La coopération territoriale européenne dans l'océan Indien. Une contribution à l'indianocéanie ? Si loin, si proches », *Revue de l'Union européenne*, 2017, n°607, pp. 204-211
6 - Collectivités territoriales, Chronique de jurisprudence administrative, *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI), 2016, n°23, pp. 51-54*

7 - « La lutte de l'Union européenne contre la piraterie maritime dans l'océan Indien », *Revue de l'Union européenne*, 2016, n°603, pp. 610-617

Jacques COLOM

8 - « Approche comparative droit indien et droit français : le juge constitutionnel et l'euthanasie passive », pp. 27 à 39, in Jacques Colom (éd-dir), *L'Inde et le codéveloppement dans l'océan Indien, PUAM, 2016, 166 p.*

9 - « L'écriture dirigée par le Colonial Office de la constitution mauricienne de 1968 », *pp 23 à 42,* in Jacques Colom (éd-dir), *Le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'Océan indien,* PUAM, 2013, 186 p.

Olivier DUPÉRÉ

10 « L'outre-mer et les techniques juridiques de la gestion intégrée de la mer et du littoral. De nouvelles perspectives pour la loi Littoral ? », *in* Jean-Luc PISSALOUX et Anne RAINAUD, *Les trente ans de la loi Littoral*, Paris, L'Harmattan, collection « Grale », 2017, 418 pp., pp. 159-234

Jonas KNETSCH

11 - « La réception du droit français de la responsabilité à Maurice », *RID comp.* 2017, pp. 67-87

12 - « La diversité des droits nationaux dans l'océan Indien, barrière commerciale ou garant d'un droit flexible ? », in : S. Rohlfing-Dijoux (sous la dir.), *Developing Intra-regional Exchanges through the Abolition of Commercial and Tariff Barriers*, Bruxelles : Peter Lang, 2017, pp. 205-216

Jonas KNETSCH et Elise RALSER

13 « Synthèse des travaux », in : É. RALSER/J. KNETSCH (sous la dir.), *La nationalité française dans l'océan Indien*, Paris : Société de Législation Comparée, 2017, pp. 267-278

Mathieu MAISONNEUVE

14 « Le "droit au retour" des fonctionnaires ultramarins », *AJDA*, 2018, p. 564

Romain OLLARD

15 - « Entre distinction et confusion des qualités d'auteur et de complice. Analyse de droit comparé franco-mauricien », IJLS, site Internet, ISBN 978-99949-949-0-8, mars 2017

16 - « L'insuffisance des mécanismes de responsabilité pénale des personnes morales. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review, à paraître*

17 - « L'(in)effectivité du droit pénal de la consommation », Acte du colloque « Droit de la consommation en droit franco-mauricien », Publications de l'IJLS-Coopération franco-mauricienne, *à paraître*

18 - « Réflexions sur la réforme du Code pénal mauricien », *The New Bar Chronicle*, Issue n° 5, octobre 2016, p. 10

19 - « De l'opportunité de la pénalisation de la transmission du virus de l'immunodéficience humaine par voie sexuelle. Analyse de droit comparé franco-mauricien », *Mauritius criminal law review*, 2016, p. 58

Cathy POMART

20 « Réflexions libres autour de la répression de l'instigation : L'éclairage du droit pénal français à l'aube d'une réforme du Code pénal mauricien » *in Revue juridique de l'océan Indien 2015 N°21*, pp. 187-199 *; Mauritius Criminal Law Review 2014-2015, april 2016*

Hélène PONGÉRARD-PAYET

21 - « Avant-propos. Aspects institutionnels, juridiques et financiers de la coopération européenne ultramarine », *in* H. Pongérard-Payet (dir.), *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mers. Vers un renforcement du soutien européen ?*, préface de L. Grard, Paris, L'Harmattan, Collection GRALE, à paraître 2018, 12 p.

22 - « Les fonds structurels et d'investissement européens à Mayotte », *in* J. Dupont-Lassalle, F. Hermet et É. Ralser (dir.), *Cinq ans de départementalisation à Mayotte. Enjeux juridiques et économiques*, Paris, L'Harmattan, 20 p., à paraître courant 2018

23 - « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien dans la politique européenne de cohésion 2014-2020 », *in* Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland (dir.), *Dire l'océan Indien*, volume 1, Saint-André, Université de La Réunion - Epica Éditions, 2017, pp. 189-216

24 - « Le soutien du Feder aux Outre-mer sur la période 2014-2020 », *Rev. UE*, mars 2017, n° 606, Dossier Outre-mer coordonné par D. Perrot, pp. 132-139

25 - « La rupéisation de Mayotte », *in* F. Hermet (dir.), *Mayotte, État des lieux, enjeux et perspectives : Regards croisés sur le dernier-né des départements français*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 159-186
26 - « La politique de cohésion de l'Union européenne en faveur des régions ultrapériphériques », *Europe*, janvier 2013, Étude n° 1, pp. 5-12

Faneva RAKOTONDRAHASO

27 - « L'action extérieure des collectivités territoriales françaises d'outre-mer : vers une diplomatie ultramarine ? » in H. PONGERARD-PAYET (dir.), L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-Mers, L'Harmattan, 2018 (en co-écriture avec D. BLANC), *2018, à paraître*
28 - « Les interactions entre statut constitutionnel et statut européen de l'Outre-mer français : autour des articles 72-3, 72-4, 73, 74 de la Constitution », in H. GAUDIN (dir), La Constitution européenne de la France, Dalloz, coll. Thèmes & commentaires, 2017, pp. 305-316

Elise RALSER

29 « Le désordre normatif et le droit local mahorais », in Désordre normatif et qualité de la norme, Rapport Mission Droit et justice GIP, sous la dir. du Pr. M. Marteau-Lamarche, 2014

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

30 « Le règlement des litiges à travers la question de l'arbitrage et du procès équitable dans la zone sud-ouest de l'océan Indien », *in Developing intra-regional exchange through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality ?* dir. S. Rohlfing-Dijoux, éd. Peter Lang SA, Coll. Cultures juridiques et politiques, Bruxelles, 2017, 444 p., partie VII pp. 379-394

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 56 articles

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 - « La transposition tardive en droit interne de la directive 2014/104/UE : la délicate adaptation de règles processuelles », *Revue du droit de l'Union européenne, à paraître*
2 - « La sécurité sanitaire des aliments obstacle au développement des échanges commerciaux au sein de la COI ? pp. 219 à 230, in Stéphanie Rohlfing-Dijoux (éd-dir) *« Developing Intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tarrif barriers myth or reality »,* éd Peter Lang, 2017, 441 p.
3 - « Les Parlements nationaux dans l'Union européenne : vers un processus fédéralisant autour des articles 88-1, 88-4, 88-6 de la Constitution », *in* Hélène Gaudin (dir), *La Constitution européenne de la France,* actes publiés aux éditions Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2017
4 - « Le développement des références juridictionnelles dans les visas du conseil constitutionnel : vers une fonction de cour suprême ? », *Revue française de droit constitutionnel,* juin 2016
5 - « Les causes des précédents historiques de mise en œuvre de l'état d'urgence », *Journal du droit administratif* (Journal électronique sous la direction du Professeur M. Touzeil-Divina), mars 2016

Didier BLANC

6 - « L'arrêt *Costa* appréhendé par la doctrine contemporaine », *RDUE*, 2017, n°1, pp. 121-137
7 - « L'Union européenne devant le Parlement français : XIVème législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 », *Europe*, 2017, n°11, pp. 6-18
8 - « Le contrôle parlementaire des propositions de directives en France sous la XIVème législature (2012-2017) », *Revue de l'Union européenne*, 2017, n° 611, pp. 462-472
9 - « L'Union européenne devant le Parlement français : XIVème législature (2012-2017) - Sessions parlementaires 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 », *Europe*, 2017, n°6, pp. 6-17
10 - « L'exclusion du Conseil européen de la fonction législative : la lettre et l'esprit », *RTDE*, 2017, n°1, pp. 9-22
11 - « Les naissances du droit public. Une généalogie en forme de trilogie », *RDP*, 2017, n° 6, pp. 1561-1580
12 - « L'influence du droit de l'Union européenne dans le cadre de la reconnaissance juridique des personnes en situation de handicap », RDLF 2016, chron. n°21, 18 p. (www.revuedlf.com)
13 - « Ombres et lumières portées sur la procédure du recours « en manquement sur manquement » : la Commission entre Tribunal et Cour de justice », *RTDE*, 2015, n°2, pp. 285-299
14 - Le rôle des assemblées parlementaires en France au titre de l'article 88-4 de la Constitution. Essai d'identification entre au-delà et en deçà, *RAE*, 2015, n° 3, pp. 497-510

15 - « Qualité et libre circulation des produits de santé en droit de l'Union européenne », *RDSS*, 2014, n°6, pp. 1031-1038

Safia CAZET

16 - « Le caractère attaquable de la décision d'ouverture de la procédure formelle d'examen de l'aide : quels critères ? » *Europe* n° 11, Novembre 2015, étude 8

17 - « L'application du principe constitutionnel de la légalité des délits et des peines aux sanctions administratives », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, n° 2, 2014, p. 399-419

Olivier DESAULNAY

18 « La responsabilité de l'Etat du fait d'une loi inconstitutionnelle : l'inévitable pas de deux du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel » *in Long cours*, Mélange en l'honneur du Professeur Pierre Bon, Dalloz, 2014, p.793-816

Patricia DUCRET

19 « Les manuels d'enseignement du droit romain au XIXe siècle », *in ouvrage en hommage au Professeur Barbey*, éditions mare et Martin, décembre 2017

Julie DUPONT-LASSALLE

20 - « L'initiative citoyenne européenne un an après l'entrée en vigueur du règlement n° 211/2011 : un tableau en clair obscur », Europe, octobre 2013, p. 4-13

21 - « La pratique du Médiateur européen : un succès d'estime ? », Revue des affaires européennes, automne 2013, 2-2013, p. 277-290

22 - « Beaucoup de bruit pour rien ? La précarité du "droit à l'oubli numérique" consacré par la Cour de justice de l'Union européenne dans l'affaire Google Spain », Revue trimestrielle des droits de l'homme, n° 104, octobre 2015, p. 988-1019

23 - « La primauté au provisoire, une protection réelle du justiciable », Revue du droit de l'Union européenne, n° 1, 2017, p. 189-197

Jonas KNETSCH

24 - « Les limites de la réparation du préjudice extrapatrimonial en Europe », in : C. QUEZEL-AMBRUNAZ/PH. BRUN/L. CLERC-RENAUD (sous la dir.), *Des spécificités de l'indemnisation du dommage corporel*, Bruxelles : Larcier, 2017, pp. 175-198

25 - « L'européanisation du droit de la responsabilité – Mythe ou réalité ? », *D.* 2017, pp. 18-23

26 - « Le risque « antennes-relais » en droit allemand », in : M. HAUTEREAU-BOUTONNET/J.-C. SAINT-PAU (sous la dir.), *L'influence du principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, 2016, pp. 449-489

27 - « Pour une réforme du droit de la responsabilité nucléaire », in : H. ARBOUSSET/C. LACROIX/B. STEINMETZ (sous la dir.), *Risques, accidents et catastrophes – Liber amicorum en l'honneur de Madame le Professeur Marie-France Steinlé-Feuerbach*, Paris : L'Harmattan, 2015, pp. 145-171

28 - « La solidarité nationale – Genèse et signification d'une notion juridique », in : *Rev. fr. aff. soc.* 2014, pp. 32-43

29 - « Les droits étrangers face à la dégradation de la norme – Les exemples de l'Allemagne et de la Suisse », in : M. MARTEAU-LAMARCHE (sous la dir.), *Le désordre normatif et la qualité de la norme*, Paris : Mission de recherche Droit et justice 2013, pp. 179-191

Jonas KNETSCH et Romain OLLARD

30 - « Le principe de précaution en droit chinois : analyse des responsabilités civile et pénale », *in Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1187, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice

31 - « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale », *in Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, p. 1285, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice

Mathieu MAISONNEUVE

32 - « Le Tribunal arbitral du sport et les droits fondamentaux des athlètes », *Law and sport – contemporary perspective*, colloque organisé à Doha les 19 et 20 février 2017 par la Faculté de droit de l'Université du Qatar, en partenariat avec le Comité national olympique qatari, publié *in RDLF*, 2017, chron. n°09 (www.revuedlf.com) et *Cah. dr. sport*, 2017, n° 47, p. 45

33 - « Le Conseil d'Etat et le mérite sportif », *AJDA*, 2017, tribune, p. 1521

34 - « L'AAI privée, une bizarrerie du droit du sport ? », *AJDA*, 2016, tribune, p. 745

35 - « "Montées-descentes" : des hauts et des bas pour la FFF et la LFP », *Cahiers de droit du sport*, n° 43, 2016, p. 9

36 - « Le service public du sport professionnel », *AJDA*, 2016, p. 1221

37 - « L'autonomie des ordres juridiques sportifs transnationaux. Le sport au cœur des rapports de systèmes », *in* B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives*, LGDJ, 2016, p. 1227

38 - « La décentralisation des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive. A propos des articles 28 et 29 de la loi NOTRe », *JCP A*, 2015, n° 38-39, 2269

39 - « Le système de "montée/descente" sportive en voie de relégation », *D.*, 2015, p. 1850

Alexandre MANGIAVILLANO

40 - Avec N. Jaquinot, « Panorama de droit constitutionnel (janv – déc 2015) », *Recueil Dalloz*, 2016, n° 25, pp. 1461-1469.

Clément MARGAINE

41 - « Peines perpétuelles et réinsertion des détenus dans la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme », La revue des Droits de l'Homme n° 11, 2017, publication en ligne : https://revdh.revues.org/2955 : https://revdh.revues.org/2955

Hélène PONGERARD-PAYET

42 « La liberté de circulation des citoyens européens sédentaires à l'aune de la Charte post-Lisbonne », *Rev. UE,* décembre 2014, n° 583, pp. 596-611

Olivier PROVINI

43 - « Enseignement supérieur en Afrique : le temps des mutations. Introduction au dossier thématique », (avec I. Chitou et C. Mayrargue), *Afrique contemporaine*, dossier coordonné par I. Chitou, C. Mayrargue et O. Provini, accord du comité de rédaction, *à paraître en 2018*

44 - « Penser l'action publique en contextes africains : les enjeux d'une décentration », (avec D. Darbon), *Gouvernement et action publique*, introduction au dossier « Penser l'action publique en contexte africain » coordonné par O. Provini, accord du comité de rédaction, *à paraître en 2018*

45 - « Discuter la catégorie d'Etat « fragile » par l'analyse des politiques publiques : le cas des réformes de l'enseignement supérieur au Burundi », *Critique internationale*, 2017, vol. 4, n° 77, pp. 103-120

Elise RALSER

46 « La qualité de la norme en droit international privé. Le droit international privé comme remède au désordre normatif », in *Désordre normatif et qualité de la norme*, Rapport Mission Droit et Justice GIP, sous la dir. du Pr. M. Marteau-Lamarche, 2014

Anne-Sophie TABAU

47 - « Introduction générale : Un droit en mouvement pour l'adaptation aux changements climatiques », *in* AS Tabau (Dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, Confluence des droits, Coll. électronique en archive ouverte de l'UMR DICE, Vol. 4, 2018, pp. 11-31

48 - « La transparence de la finance climat : de la circulation du principe à la circulation de ses modalités d'application », *in* S. Maljean-Dubois (dir.), *Circulation de normes et réseaux d'acteurs dans la gouvernance internationale de l'environnement,* Confluence des droits, coll. électronique en archive ouverte de l'UMR DICE, 2017, pp. 163-183. https://dice.univ-amu.fr/sites/dice.univ-amu.fr/files/public/tabau.pdf

49 - « Féminismes et droit international de l'environnement », *in* E. Tourme-Jouannet, L. Burgorgue-Larsen, H. Muir-Watt et H. Ruiz-Fabri (dirs), *Féminisme et droit international. Etudes francophones du réseau Olympe*, Paris, Société de législation comparée, 2016, pp. 443-466

50 - « Evaluation de l'Accord de Paris à l'aune d'une norme globale de transparence », *Revue juridique de l'environnement*, n°1, 2016, pp. 58-72
51 - avec Cournil C., « Nouvelles perspectives pour la justice climatiques, Cour du District de La Haye, 24 juin 2015, Fondation Urgenda contre Pays-Bas », *Revue juridique de l'environnement*, n°4, 2015, pp. 672-693
52 - avec Lemoine M., « La Conférence climat de Lima : aller de l'avant en tirant les enseignements du passé », *Revue juridique de l'environnement*, n°2, 2015, pp. 310-328

Mehmet TINC

53 - « Les GECT outils de coopération ultramarine ou Tartuffe des outre-mer ? » *in l'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer Aspects institutionnels, juridiques et financiers, L'Harmattan*, publication prévue courant 2018
54 - « La consécration du droit au juge », Revue du Droit de l'Union européenne, 1/2017, pp. 101-119
55 - « L'élection du Président de la République au suffrage universel direct : vers un présidentialisme à la française ? » , Revue de la Recherche Juridique. Droit prospectif, 2015-2, no. XL – 157, pp. 791-802
56 - « L'Europe du Repli ou Rondo alla Turca ? Une autre analyse de l'arrêt Demirkan », Revue du Droit de l'Union européenne, 3/2014, pp. 441-473

a') Articles scientifiques en anglais ou en langue étrangère 11 articles

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 1 article

Jonas KNETSCH

1 « Der Vertragsschluss im neuen französischen Schuldrecht », in : F. BIEN / J.-S. BORGHETTI (sous la dir.), Die Reform des französischen Vertragsrechts, Heidelberg : Mohr Siebeck, 2017, pp. 61-81

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 1 article

Jonas KNETSCH et Romain OLLARD

1 « The Impact of the Precautionary Principle on Civil and Criminal Liability – A French Perspective on South African Law », *The South African Journal of Environmental Law and Policy* 2016, vol. 22, pp. 103-127

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 9 articles

Jonas KNETSCH

1 - « Measuring Legal Certainty? A Critical Feedback about the Development of an Index of Legal Certainty », in M. FENWICK/M. SIEMS/S. WRBKA (sous la dir.), *The Shifting Meaning of Legal Certainty in Comparative and Transnational Law*, Londres : Hart, 2017, pp. 177-185
2 - « An East/West Divide? – European Tort Law in Western Europe », in P. GILIKER (sous la dir.), *Research handbook on EU tort law*, Londres : Edward Elgar, 2017, pp. 342-358
3 - « Mass Accidents : A Challenge for Tort Law – Comparative Analysis of Alternative Compensation Schemes in Japanese and French Law », *Journal of Japanese Law / Zeitschrift für japanisches Recht* 2016, vol. 41, pp. 205-219

4 - (trad. T. NAKAHARA) « [La réforme du droit français de la responsabilité civile. Regards comparatifs sur l'avant-projet de loi du 29 avril 2016] », [*Tōhoku Law Review*] 2016 (vol. 80), pp. 555-580
5 - (trad. K. BABA) « [La responsabilité civile nucléaire en Europe : Union ou confusion ?] », [*Hōritsu Jihō*] 2016 (vol. 88), n° 10, pp. 58-63 (version augmentée parue in : [*Nomos – Research Bulletin of Kansai University Institute of Legal Studies*] 2017 [n° 39], pp. 15-28)

Olivier PROVINI

6 « Negotiating the Marketization of Higher Education in East Africa : A Comparative Analysis Between Tanzania and Kenya », *Higher Education*, accepté avec modifications mineures, *à paraître en 2018*

Anne-Sophie TABAU

7 « The role of experts within the control of the climate change regime implementation », *in* J-R. Yeh (ed.), *Climate change, Liability and Beyond*, National Taiwan University Press, 2017, pp. 415-441

Mehmet TINC

8 - « Avrupa Birliği Türkiye Ortaklık Hukuku'nda İçtihat Değişimi », *Izmir Barosu Dergisi*, sept. 2014, n°3, pp. 1-40

9 - « Ankara Anlaşması ve Schengen Anlaşması : Türk vatandaşlarının vizesiz dolaşım hakkı », *Türkiye Adalet Akademsi Dergisi*, n°19, 5e année, oct. 2014, pp. 207-241

b) Articles de synthèse / revues bibliographiques : Fascicules Jurisclasseurs, Dalloz, Lamy

66 fascicules

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 33 fascicules

Clotilde AUBRY DE MAROMONT

1 - « Association – Constitution », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
2 - « Association – Dissolution », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
3 - « Déclaration d'insaisissabilité », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
4 - « EIRL », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
5 - « EURL », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
6 - « Fiducie », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso 2017-2018
7 - « Nantissement », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
8 - « Réduction de capital », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018
9 - « SARL », guide Defrénois de la rédaction des actes notariés, Lextenso, 2017-2018

Romain LOIR

10 - « Le contrat de référencement », JurisClasseur Commercial, 2014
11 - « Situation des créanciers. Compensation », JurisClasseur Procédures collectives, Fasc. 2372, 2013 et JurisClasseur Commercial, Fasc. 2372, 2013

Jean-Baptiste SEUBE

12 - « La délégation », Dictionnaire permanent recouvrement des créances, Editions législatives (éd. janv 2018)
13 - « Obligations à prestation indivisible », in J.-Cl. civil, art. 1320, ouvrage collectif sous la direction de Ph. Simler (éd. septembre 2017)
14 - « Caducité », in J.-Cl. civil, art. 1186 et 1187, ouvrage collectif sous la direction de Ph. Simler (éd. février 2017)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

15 - « Société – Cession d'actions » (avec Me N. Dupouy), Guide Defrénois de la rédaction des actes, 27 déc. 2017 (création)
16 - « Société – Cession de parts sociales » (avec Me N. Dupouy), Guide Defrénois de la rédaction des actes, 27 déc. 2017 (création)
17 - « Société civile – Cession de parts » (avec Me N. Dupouy), Guide Defrénois de la rédaction des actes, 27 déc. 2017 (création)
18 - « Procédures collectives, Ouverture des procédures collectives », Jcl. Not. Form., fasc. 10, 2016, 8 p. (création)
19 - « Procédures collectives, Déroulement des procédures collectives », Jcl. Not. Form, fasc. 12, 2016, 11 p. (création).
20 - « Procédures collectives, Issue des procédures collectives », Jcl. Not. Form, fasc. 14, 2016, 8 p. (création)
21 - « Procédures collectives, Pratique notariale », Jcl. Not. Form, fasc. 20, 2016, 12 p. (création)
22 - « Introduction au droit des entreprises en difficultés », Jcl. Roulois, fasc. 2310, 2016 (act)
23 - « Information et alerte », Jcl. Roulois, fasc. 2315, 2016 (act)
24 - « Procédures amiables », Jcl. Roulois, fasc. 2320, 2016 (act)
25 - « Procédures collectives », Jcl. Roulois, fasc. 2330, 2016 (act)
26 - « Pratique notariale des entreprises en difficultés », Jcl. Roulois, fasc. 2340, 2016 (act)

27 - « Responsabilités et sanctions », Jcl. Roulois, fasc. 2350, 2016 (act)
28 - « Introduction au droit des entreprises en difficultés », Jcl. Roulois, fasc. 2310, 2015, 3 p. (création)
29 - « Information et alerte », Jcl. Roulois, fasc. 2315, 2015, 12 p. (création)
30 - « Procédures amiables », Jcl. Roulois, fasc. 2320, 2015, 20 p. (création)
31 - « Procédures collectives », Jcl. Roulois, fasc. 2330, 2015, 32 p. (création)
32 - « Pratique notariale des entreprises en difficultés », Jcl. Roulois, fasc. 2340, 2015, 18 p. (création)
33 - « Responsabilités et sanctions », Jcl. Roulois, fasc. 2350, 2015, 13 p. (création)

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 21 fascicules

Clément MARGAINE

1 Rédaction d'une dizaine de fiches du *Classeur de droit pénitentiaire*, édité par l'Ecole Nationale d'Administration pénitentiaire : *V^is « Sursis avec mise à l'épreuve », « Contrainte pénale », « Travail d'intérêt général », « Suivi socio-judiciaire », « Interdiction de séjour », etc.*

Romain OLLARD

2 - « Tortures et actes de barbarie », Fascicule Juris-Classeur, 1ère éd., 2017
3 - « Les destructions, dégradations, détériorations non dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2ème éd., 2017
4 - « Les destructions, dégradations, détériorations dangereuses pour les personnes », Fascicule Juris-Classeur, écrit en collaboration avec Mme le Professeur E. Garçon, 2ème éd., 2017

Cathy POMART

Etudes *Lamy Droit des personnes et de la famille,* sous la direction scientifique de F. DEKEUWER-DEFOSSEZ, Actualisation de différentes études :

5 -ETUDE U 264 « L'état civil » – dernière Actualisation juillet 2017
6 -ETUDE U 365 « La prestation compensatoire » – dernière Actualisation avril 2017
7 -ETUDE U 386 « Les familles recomposées » – dernière Actualisation avril 2015
8 -ETUDE U 389 « Les familles monoparentales » – dernière Actualisation avril 2015
9 -ETUDE U 307 « Les qualités et conditions requises pour contracter un mariage » – dernière Actualisation sept. 2016
10 -ETUDE U 310 « Les conditions relatives à la célébration du mariage » – dernière Actualisation sept. 2016
11 -ETUDE U 313 « Les nullités du mariage » – dernière Actualisation sept. 2016
12 -ETUDE U 349 « Règles communes à toutes les procédures de divorce » – Refonte en février 2012

Etudes *Lamy Droit des régimes matrimoniaux, successions et libéralités,* sous la direction scientifique de B. BEIGNIER, R. CABRILLAC et H. LECUYER, Actualisation de différentes études :

13 -ETUDE U 170 « Evolution des relations patrimoniales entre personnes non mariées » – dernière actualisation avril 2018
14 -ETUDE U 173 « Relations patrimoniales dans le concubinage » – dernière actualisation avril 2018
15 -ETUDE U 176 « Relations patrimoniales dans le pacte civil de solidarité » – dernière actualisation avril 2018

Elise RALSER

16 « Domicile et résidence dans les rapports internationaux », *in J.-Cl International*, fascicule 543-1 (déc 2016)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

17 - « EIRL » (avec Me N. Dupouy), Guide Defrénois de la rédaction des actes, à paraître (création)
18 - « Droit de propriété » (Art. 1 Protocole 1 CEDH), Dalloz, Rép. dr. europ., 2018, à paraître (act.)
19 - « Les formes du testament », in Lamy, Droit des régimes matrimoniaux, successions et libéralités, Coll. Lamy Droit civil, Etude 335, mai 2016 (act.)
20 - « Le contenu du testament », in Lamy, Droit des régimes matrimoniaux, successions et libéralités », Coll. Lamy Droit civil, Etude 340, mai 2016 (act.)
21 - « Droit de propriété (Art. 1 Protocole 1 CEDH) », Dalloz, Rép. dr. europ., 2016, 20 p. (act.)

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 3 fascicules

Didier BLANC

1 La bibliothèque européenne, « L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle ?, *RDUE*, 2018/1, *à paraître*

Céline KUHN (et Christophe POPINEAU)

2 « Mayotte et pratiques notariales », Jurisclasseur Notarial Fasc. N°10 (à paraître 2018)

Faneva RAKOTONDRAHASO

3 « Mayotte », Juris-Classeur administratif, fasc. 130-30, LexisNexis, 2018

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 9 fascicules

Jonas KNETSCH

1 « Assurance contre les actes de terrorisme », *J.-Cl. Resp. civ. assur.*, Fasc. 588 (janvier 2015), 26 p.

Mathieu MAISONNEUVE

2 - « Sport et collectivités territoriales » (refonte), *JurisClasseur Collectivités territoriales*, fascicule n° 680, à paraître

3 - « Le Tribunal arbitral du sport et les droits fondamentaux des athlètes », *Law and sport – contemporary perspective*, colloque organisé à Doha les 19 et 20 février 2017 par la Faculté de droit de l'Université du Qatar, en partenariat avec le Comité national olympique qatari, publié *in RDLF*, 2017, chron. n° 09 (www.revuedlf.com) et *Cah. dr. sport*, 2017, n° 47, p. 45

4 - (dir.), « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty, M. Pelier et J. D. Crespo Perez, *Rev. arb.*, 2017, n° 3, pp. 1011-1057

5 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2016, n° 3, pp. 901-952

6 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2015, n° 3, pp. 905-950

7 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2014, n° 3, pp. 667-698

8 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2013, n° 3, pp. 789-808

Hélène PONGÉRARD-PAYET

9 « Fonds de solidarité de l'Union européenne », *Jurisclasseur Europe Traité*, Fasc. 2170, mise à jour décembre 2017, 18 p., *à paraître*

b') Articles de synthèse / revues bibliographiques en anglais ou en langue étrangère

1 article de synthèse

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 1 article de synthèse

Olivier PROVINI

Recension de l'ouvrage de F. Eboko, *Repenser l'action publique en Afrique. Du sida à l'analyse de la globalisation des politiques publiques*, Paris, Karthala, 2015 dans *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, n° 1, pp. 184-186

c) Autres articles

Commentaires de jurisprudence, de texte législatif ou règlementaire **613 commentaires**

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires **256 commentaires**

Clotilde AUBRY DE MAROMONT

1 - « Du caractère essentiel de l'obligation de délivrance du bailleur », note sous Cass. 3e, civ. 18 janvier 2018, n°16-26011, JCP E, n° 13, 29 mars 2018, à paraître

2 - « La confusion des qualités de propriétaire et de preneur ne présume pas la confusion des obligations nées avant l'extinction du bail », note sous Cass. Civ. 3e, 30 novembre 2017, n° 16-23498, JCP E, n° 10, 8 mars 2018, 1123, p. 51-53

3 - « La garantie solidaire, la mal comprise », note sous Cass. Com. 8 juin 2017 n° 15-28438, JCP E, n° 41, 12 octobre 2017, 1539, p. 19-21

4 - « L'ouverture de la subrogation légale de droit commun au Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages », note sous Cass. Civ. 2e, 8 décembre 2016, n° 15-27748, RLDC 2017, n° 152, p. 19-23

Olivier DESAULNAY

Revue Juridique de l'Océan Indien, chronique droit administratif, Numéro 23, p.44 et s., 2016 :

5 - Rubrique « Contrats et commande publique » : Tribunal administratif de La Réunion, ord., 10 novembre 2015, *Société nickel Chrome*, req. n° 1500517 ; Tribunal administratif de Saint-Denis, ord., 3 juillet 2015, *Société Sogélec*, req. n° 1500574 ; Tribunal administratif de Saint-Denis, Ord., 4 juin 2015, *Société PRO2AIR*, req. n° 1500146 et Conseil d'État, 20 janvier 2016, *CIVIS*, req. n° 394133

6 - *Rubrique « Responsabilité administrative »* : Tribunal administratif de La Réunion, 8 octobre 2015, *SA Allianz et Commune de Saint-Denis*, req. n° 1301127

Jonas KNETSCH

7 - Note de jurisprudence sous CJUE, 5 décembre 2013, C-508/12, Rev. crit. DIP 2014, pp. 648-660

8 - « Clause de renonciation à recours et obligation essentielle du contrat de dépôt : quel avenir pour la jurisprudence Chronopost ? », Note sous Com., 26 avril 2017, n° 15-23.239, Rev. contrats 2017, pp. 431-435.

9 - « La responsabilité de la société certificatrice dans l'affaire des prothèses mammaires PIP : les précisions attendues de la CJUE », Note sous CJUE, 16 février 2017, aff. C-219/15, Rev. contrats 2017, pp. 241-243

10 - « La responsabilité professionnelle de l'avocat n'est pas subsidiaire… la Cour de cassation persiste et signe ! », Note sous Civ. 1, 22 septembre 2016, n° 15-20.565, Rev. contrats 2017, pp. 44-46

11 - « L'indemnité d'occupation et le principe de réparation intégrale », Note sous Civ. 3, 23 juin 2016, n° 15-11.440, *Rev. contrats* 2016, pp. 657-659

12 - « La responsabilité du locataire en cas de propagation d'incendie exige-t-elle la preuve d'une faute ? », Note sous Civ. 3, 28 janvier 2016, *Rev. contrats* 2016, pp. 447-450

13 - « La réparation du préjudice financier d'une banque à la suite de l'annulation d'un contrat de prêt : gain manqué ou perte de chance ? », Note sous Civ. 3, 18 février 2016, n° 15-12.719, Rev. contrats 2016, pp. 451-453

14 - « La responsabilité du fait des produits défectueux ne vise pas les dommages causés au produit lui-même », Note sous Civ. 1, 14 octobre 2015, n° 14-13.847, Rev. contrats 2016, pp. 228-230

15 - « Existe-t-il des obligations d'information délictuelles ? », Note sous Civ. 3, 29 octobre 2015, n° 14-17.469, Rev. contrats 2016, pp. 225-227

Romain LOIR

- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 11 janvier 2018, 1002
  - 16 « Clause de non-garantie des vices cachés », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 29 juin 2017, n°7
  - 17 « Clause de déchéance du terme », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 22 juin 2017, n°9
  - 18 « Clause résolutoire de plein droit », obs. sous Cass. Com., 22 septembre 2017, n°10
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 29 juin 2017, 1358
  - 19 « Les parties : en quelle qualité ? », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 29 mars 2017, n°5
  - 20 « Cause et clause de réclamation », obs. sous Cass. Civ 2ème, 2 février 2017, n°8
  - 21 « Clause créant un déséquilibre significatif », obs. sous Cass. Com., 25 janvier 2017, n°10
  - 22 « Pratiques restrictives et compétence », obs. sous Cass. Com., 29 mars 2017, n°23

- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 5 Janvier 2017, 1007 :
  23 « Qualité des parties et application du Code de la consommation », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 1er juin 2016, 15 juin 2016 et 22 septembre 2016, n°3
  24 « Clause abusive », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 3 nov. 2016, n°7
  25 « Clause d'exclusion des risques », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 27 octobre 2016, n°9
  26 « Clause aménageant la garantie légale des vices », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 27 octobre 2016, n°10
27 - « Les cours d'appel et l'article L 442-6 du Code de commerce », note sous Cass. Com., 29 mars 2017 (deux arrêts), JCP E, n°17, 27 avril 2017, 1238
28 - « Définition du consommateur : tout n'est pas parfaitement clair ! », note sous Cass. Civ. 1ère, 12 octobre 2016, JCP E, 15 décembre 2016, 1671
29 - « Définition du consommateur : la Cour de cassation impose le nouveau critère », note sous Cass. Civ. 1ère, 22 sept. 2016, JCP E, 27 octobre 2016, 1574
30 - « La prescription biennale vient au secours des emprunteurs condamnés », nous Avis de la Cour de cassation du 4 juillet 2016, JCP E, 6 oct. 2016, 1525, avec G. Poissonnier
31 - « La Cour de cassation applique la nouvelle définition du professionnel », note sous Cass. Civ. 1ère, 1er juin 2016, JCP E, 21 juillet 2016, n°29, p. 34
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 16 juin 2016, 1363
  32 « Clause relative au droit applicable », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 3 février 2016, n°2
  33 « Clause de durée », obs. sous Cass. Com., 16 février 2016, n°9
  34 « Clause d'habitation bourgeoise », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 25 février 2016, n°14
  35 « Effets du contrat à l'égard des tiers », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 6 avril 2016, n°18
  36 « Clause résolutoire », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 18 février 2016, n°24
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 14 janvier 2016, 1021
  37 « Clause de condition », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 22 oct. 2016, n°2
  38 « Clause compromissoire et rupture brutale de la relation commerciale établie », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 21 oct. 2015, n°9
  39 « Clauses de non-concurrence et de non-réaffiliation », obs. sous L 341-2 du Code de commerce, n°10
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 18 juin 2015, 1296
  40 « Clause d'exclusivité et droit de la concurrence », obs. sous Cass. Com., 6 janvier 2015, n°3
  41 « Déséquilibre significatif », obs. sous Cass. Com., 3 mars 2015, JCP E, 18 juin 2015, 1296, n°7
  42 « Préavis », obs. sous Cass. Com., 10 février 2015, JCP E, 18 juin 2015, 1296, n°8
  43 « Clause attributive de juridiction et déséquilibre significatif », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 25 mars 2015, n°10
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 8 janvier 2015, 1001
  44 « Formalisation du contrat », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 15 octobre 2014, n°2
  45 « Clause de tacite reconduction », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 2 juillet 2014, n°5
  46 « Interprétation du contrat et pouvoir du juge des référés », obs. sous Cass. com., 23 septembre 2014, n°6
  47 « Clause abusive : action en suppression, nouveau contrat, relevé d'office », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 1er octobre 2014, n°8
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 26 juin 2014, 1351
  48 « CGV : comment prouver que le contractant en a eu connaissance ? », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 11 mars 2014
  49 « Clause de condition : imposer un délai à l'emprunteur pour déposer sa demande de prêt ? », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 12 février 2014
  50 « L'objet de la préférence », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 9 avril 2014
  51 « Clause de prix », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 22 janvier 2014
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 13 février 2014
  52 « Clause de prix : droit d'accès au référencement », obs. sous Cass. Com., 25 juin 2013, n°1
  53 « Clause de délivrance ou d'entretien dans les baux de locaux situés dans les galeries commerciales », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 3 juillet 2003, n°5
  54 « Déséquilibre significatif », obs. sous CA Paris, 4 juillet et 11 septembre 2013, n°6
  55 « Clauses de résiliation », obs. sous Cass. Civ. 3ème, 9 octobre 2013 et Cass. Com., 22 octobre 2013, n°8
  56 « Signature », obs. sous Cass. Com., 17 septembre 2013, n°13
- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 1er août 2013, p. 37 :
  57 « Enchères en ligne ou courtage ? », obs. sous Cass. Com., 12 mars 2013, p.38
  58 « Capacité à contracter d'une commune », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 16 janvier 2013, p.37

59 « Clause de tacite reconduction », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 10 avril 2013, p.40
60 « Soumission volontaire au droit de la consommation », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 6 février 2013, p.40
61 « Clauses abusives », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 20 mars 2013, p.41
62 « Clause d'indemnité de retard et de résiliation », obs. sous Cass. Civ. 3ème, p.42

- Chronique de droit des obligations, RJOI, n°17, 2013

63 Obs. sous CA Saint-Denis de La Réunion, 8 juin 2012, p.162
64 Obs. sous CA Saint-Denis de La Réunion, 20 juillet 2012, p.163
65 Obs. sous CA Saint-Denis de La Réunion, 5 octobre 2012, p.163
66 Obs. sous CA Saint-Denis de La Réunion, 8 juin 2012, p.166
67 Obs. sous CA Saint-Denis de La Réunion, 13 juillet 2012, p.168

- Chronique Technique contractuelle (dir. JB Seube), JCP E, 3 janvier 2013, p. 49

68 « Clause de résiliation », obs. sous Cass. Com. 10 juillet 2012, p.49
69 « Clause de résiliation », obs. sous Cass. Com. 03 mai 2012, p.49
70 « Clause d'adhésion obligatoire à une association », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 12 juillet 2012, p. 49

Jean-Baptiste SEUBE

71 - Cass. civ. 3ème, 21 décembre 2017, « Les pouvoirs du juge des référés en cas d'occupation sans droit ni titre du bien d'autrui », Solutions notaires, Francis Lefebvre, fév. 2018
72 - Cass. civ. 3ème, 20 septembre 2017, « L'évolution de la jurisprudence pour tenir compte de la réforme du droit des contrats », Solutions Notaires, Francis Lefebvre oct. 2017
73 - Cass. Avis, 4 juillet 2017, « L'indexation de l'indemnité d'occupation », JCP G 2017, 889
74 - Cass. civ. 1ère, 19 février 2014 « Les restitutions en cas de résolution ou de rédhibition de la vente », JCP éd. E, 2014, 1125
75 - Cass. com., 25 juin 2013, « Annulation de la vente d'un fichier clients non déclaré à la CNIL », JCP éd. E, 2013, 1422
76 - Cass. ch. mixte, 17 mai 2013, « Haro sur les clauses de divisibilité », JCP éd. G, 2013, 674

Chronique à la Revue des contrats : « contrats de jouissance »

77 - Cass. civ. 3ème, 30 novembre 2017, « Extinction du bail par confusion et survie des dettes du dernier locataire », RDC 2018, p. 56
78 - Cass. civ. 3ème, 23 novembre 2017, « Le domaine et le moment de l'accession différée dans le bail », RDC 2018, p. 54
79 - Cass. com., 12 juillet 2017, « L'interdépendance des contrats : baroud d'honneur avant la réforme ? », RDC 2017, p. 365
80 - Cass. civ. 3ème, 27 avril 2017, « L'effet de plein droit de la clause résolutoire du bail », RDC 2017, p. 455
81 - Cass. civ. 3ème, 26 janvier 2017, « Le bail d'habitation échapperait-il au droit de la consommation ? », RDC 2017, p. 274
82 - Cass. civ. 3ème, 12 janvier 2017, « Clause de solidarité dans le bail : entre déséquilibre et discrimination », RDC 2017, p. 276
83 - Cass. civ. 3ème, 15 décembre 2016, « Quel avenir pour la jurisprudence sur l'usage abusif d'une prérogative contractuelle après la réforme du 10 février 2016 ? », RDC 2017, p. 69
84 - Cass. civ. 3ème, 17 novembre 2016, « Restitution du dépôt de garantie et application de la loi dans le temps », RDC 2017, p. 67
85 - Cass. civ. 3ème, 8 septembre 2016, « Bail emphytéotique : qualification et régime », RDC 2017, p. 65
86 - Cass. civ. 3ème, 13 juillet 2016, « Avenant à un crédit-bail immobilier et point de départ de la prescription », RDC 2017, p. 64
87 - Cass. civ. 3ème, 17 mars 2016, « La durée de la sous-location peut-elle valoir renonciation au statut des baux commerciaux », RDC 2016, p. 198
88 - Cass. civ. 3ème, 25 février 2016, « La clause d'habitation bourgeoise : l'esprit plus que la lettre », RDC 2016, p. 126
89 - Cass. civ. 3ème, 17 décembre 2015, « L'article 1722 du Code civil n'est pas d'ordre public », RDC 2016, p. 251
90 - Cass. civ. 3ème, 17 décembre 2015, « Le déséquilibre significatif doit-il s'appliquer aux conventions locatives soumises à un statut légal ?», RDC 2016, p. 253
91 - Cass. civ. 3ème, 19 novembre 2015, « Le risque au cœur de l'exception d'inexécution », RDC 2016, p. 48
92 - Cass. civ. 3ème, 7 juillet 2015, « La distinction entre les baux dérogatoires et les conventions d'occupation précaire », RDC 2016, p. 249

93 - Décret n°2015-587 relatif aux contrats-types de location, « le contrat de bail sur le lit de Procuste », RDC 2015, p. 874
94 - Cass. civ. 3ème, 14 avril 2015, « Remise des clés et paiement des loyers », RDC 2015, p. 873
95 - Cass. civ. 3ème, 25 mars 2015, « Renouvellement du bail et renonciation du bailleur à se prévaloir d'une disposition légale nouvelle », RDC 2015, p.515
96 - Art. 1186 du Projet de réforme du droit des obligations, « Caducité », RDC 2015, p. 769
97 - Cass. civ. 3ème, 11 mars 2015, « Droit de préemption subsidiaire du locataire en cas de vente de l'immeuble entier », RDC 2015, p. 512
98 - Cass. civ. 3ème, 18 février 2015, « Remise des clés par un seul des locataires », RDC 2015, p. 511
99 - Cass. civ. 3ème, 19 novembre 2014, « Au gaz ou électrique, qui du locataire ou du propriétaire choisit le mode de chauffage ? », RDC 2015, p. 270
100 - Cass. com., 4 novembre 2014, « Indivisibilité des contrats incluant une location financière : l'anéantissement du contrat principal est un préalable nécessaire à la caducité des autres contrats », RDC 2015, p. 268
101 - Cass. civ. 3ème, 24 septembre 2014, « La cession du bail à construction », RDC 2015, p. 59
102 - Cass. com., 16 septembre 2014, « Pour l'abandon de l'interdépendance contractuelle », RDC 2015, p. 58
103 - Cass. civ. 3ème, 9 juillet 2014, « L'obligation de jouissance paisible du locataire », RDC 2015, p. 56
104 - Cass. civ. 3ème, 4 juin 2014, 2 arrêts, « Le logement décent », RDC 2014, p. 648
105 - Cass. civ. 3ème, 6 mai 2014, « L'ordre d'exécution des prestations dans le bail », RDC 2014, p. 647.
106 - Cass. civ. 3ème, 9 avril 2014, « Pacte de préférence sur un appartement et vente de l'immeuble », RDC 2014, p. 645
107 - Cass. civ. 3ème, 19 février 2014, « L'indemnité d'éviction et le départ du locataire », RDC 2014, p. 395
108 - Cass. civ. 3ème, 22 janvier 2014, « La maladie du preneur et la force majeure », p. 398
109 - Cass. civ. 3ème, 22 janvier 2014, « La renonciation au loyer convenu », p. 397
110 - Cass. civ. 3ème, 17 décembre 2013, « Le jeu de l'article 555 dans le bail », RDC 2014, p. 225
111 - Cass. civ. 3ème, 30 octobre 2013 « Colocataires et congé délivré par l'un d'eux », RDC 2014, p. 223
112 - Cass. civ. 3ème, 30 octobre 2013, « La dette de loyer n'est pas indivisible », RDC 2014, p. 223
113 - Cass. com., 24 septembre 2013, « Clauses conciliables et inconcilables avec l'interdépendance contractuelle », RDC 2014, p. 64
114 - Cass. civ. 3ème, 11 septembre 2013, « Seul le dernier exploitant est tenu de la remise en état d'un site pollué », RDC 2014, p. 63
115 - Cass. civ. 3ème, 3 juillet 2013, « L'étendue de l'obligation de délivrance du bailleur dans un centre commercial », RDC 2014, p. 61
116 - Cass. civ. 3ème, 19 juin 2013, « Appréciation de la violence morale dans la conclusion d'un bail », RDC 2013, p. 1416
117 - Cass. com., 11 juin 2013, « Domaine et point de départ de l'action biennale de l'article L. 145-60 du Code de commerce », RDC 2013, p. 1418
118 - Cass. civ. 3ème, 5 juin 2013, « Bail dérogatoire et maintien dans les lieux du locataire », RDC 2013, p. 1420
119 - Cass. civ. 3ème, 27 mars 2013, « Qui du juge ou des parties choisit entre la réparation en nature ou en argent ? », RDC 2013, p.974
120 - Cass. civ. 3ème, 6 mars 2013, « Encore l'article 606 dans le bail ! », RDC 2013, p. 977
121 - Cass. com., 19 décembre 2012, « Clause aménageant l'obligation de délivrance du bailleur », RDC 2013, p. 633
122 - Cass. com., 19 décembre 2012, « L'obligation d'entretien des parties communes dans une galerie commerciale », RDC 2013, p. 631
123 - Cass. com., 4 décembre 2012, « L'extinction du bail par confusion, *bis repetitas placent* », RDC 2013, p. 629
124 - Cass. civ. 3ème, 31 octobre 2012, « Une nouvelle forme de jouissance des biens : le droit de jouissance spéciale », RDC 2013, p. 627
125 - Cass. civ. 3ème, 19 septembre 2012, « Délai de préavis de la loi de 1989 », RDC 2013, p. 172
126 - Cass. civ. 3ème, 5 septembre 2012, « Paiement de l'indemnité d'éviction et droit au maintien dans les lieux », RDC 2013, p. 175

Chronique au Répertoire Defrénois : « Obligations, régime de l'obligation » :
127 - Cass. civ. 3ème, 15 juin 2017, « Des contrats indivisibles ne donnent pas naissance à des obligations de restitution indivisibles », Rép. Defrénois 2017, p. 25 s.

128 - Cass. civ. 3ème, 8 juin 2017, « Entre obligations cimulatives et obligations indivisibles : les obligations à prestation collective », *ibid.*
129 - Cass. com., 8 juin 2017, « Clause de substitution dans les cessions de titres : engagement solidaire ou cautionnement ? », *ibid.*
130 - Cass. civ. 3ème, 20 avril 2017, « L'acceptation des CGV », Rép. Defrénois 2017, p. 31 s.
131 - Cass. civ. 3ème, 16 mars 2017 et 9 mars 2017, « De l'importance du commencement d'exécution », *ibid.*
132 - Cass. ch. mixte, 24 février 2017, « Nature de la nullité du mandat immobilier ne répondant pas aux exigences de la loi Hoguet », *ibid.*
133 - Cass. com., 25 janvier 2017, « Comment savoir si un clause crée un déséquilibre significatif », *ibid.*
134 - Cass. civ. 3ème, 24 novembre 2016, « Erreur sur la constructibilité », Rép. Defrénois 2017, p. 240 s.
135 - Cass. civ. 24 novembre 2016, « Modification du contrat et délai de rétractation », *ibid.*
136 - Cass. civ. 1ère, 3 novembre 2016, « Clause de tacite reconduction du mandat confié à un agent immobilier », *ibid.*
137 - Cass. civ. 3ème, 27 octobre 2016, « Restitutions et responsabilité civile du notaire », *ibid.*
138 - Cass. civ. 3ème, 27 octobre 2016, « Nullité de la vente de la chose d'autrui ou éviction partielle », *ibid.*
139 - Cass. civ. 3ème, 7 avril 2016, « Droit de rétractation de l'article L. 271-1 CCH et incidence sur l'acte authentique », Rép. Defrénois 2016, p. 618 s.
140 - Cass. civ. 3ème, 7 avril 2016, « Devoir légal d'information et information déterminante », *ibid.*
141 - Cass. civ. 1ère, 6 avril 2016, « Négociation immobilière et droit à commission de l'agent immobilier », *ibid.*
142 - Cass. com., 30 mars 2016, « Dol incident et dol principal », *ibid.*
143 - Cass. civ. 3ème, 4 février 2016, « Clauses abusives, contrats d'adhésion et acte authentique », *ibid.*
144 - Cass. civ. 1ère, 12 novembre 2015, « Nature de la nullité en cas de défaut de pouvoir du mandataire », Rép. Defrénois 2016, p. 69 s.
145 - Cass. civ. 3ème, 22 octobre 2015, « Condition et élément essentiel du contrat », *ibid.*
146 - Cass. com., 13 octobre 2015, « Clause de non-conciliation et cautionnement », *ibid.*
147 - Cass. civ. 1ère, 30 septembre 2015, « Terme du prêt à usage et liberté du culte », *ibid.*
148 - Cass. civ. 1ère, 10 septembre 2015, « La résolution de la vente entraîne celle du prêt », *ibid.*
149 - Cass. com., 10 février 2015, « Délai de préavis », Rép. Defrénois 2015, p. 611 et s.
150 - Cass. com., 10 février 2015, « Obligation de délivrance dans la vente », *ibid.*
151 - Cass. civ. 1ère, 4 février 2014, « Indivisibilité entre une SCM et une convention d'exercice », *ibid.*
152 - Cass. civ. 1ère, 4 février 2015, « Clause de non-réinstallation », *ibid.*
153 - Cass. com., 4 novembre 2014, « Indivisibilité contractuelle », *ibid.*
154 - Cass. civ. 3ème, 9 juillet 2014, « Qualification du contrat : bail commercial ou d'habitation », Rép. Defrénois 2014, p. 1019 s.
155 - Cass. civ. 3ème, 9 juillet 2014, « Régularisation du congé délivré par un autre que le bailleur », *ibid.*
156 - Cass. civ. 1ère, 2 juillet 2014, « Clause de tacite reconduction et droit de la consommation », *ibid.*
157 - Cass. civ. 1ère, 25 juin 2014, « Caducité de l'offre en cas de décès de l'offrant », *ibid.*
158 - Cass. civ. 3ème, 12 juin 2014, « Erreur sur la constructibilité du terrain : date d'appréciation », *ibid.*
159 - Cass. civ. 3ème, 19 décembre 2013, « L'objet du contrat de vente », Rép. Defrénois 2014, p. 175 s.
160 - Cass. civ. 3ème, 20 novembre 2013, « L'objet du mandat de vente », *ibid.*
161 - Cass. civ. 3ème, 20 novembre 2013, « L'acquéreur et l'article 1178 du Code civil », *ibid.*
162 - Cass. civ. 3ème, 30 octobre 2013, « Cotitularité des preneurs », *ibid.*
163 - Cass. civ. 3ème, 30 octobre 2013, « Indivisibilité de la dette de loyer », *ibid.*
164 - Cass. civ. 1ère, 25 septembre 2013, « La capacité à recevoir », *ibid.*
165 - Cass. civ. 1ère, 10 avril 2013, « Déséquilibre significatif et clause abusive », Rép. Defrénois 2013, p. 779 s.
166 - Cass. civ. 3ème, 27 février 2013, « Recours en cas de servitude non révélée dans l'acte », *ibid.*
167 - Cass. com., 29 janvier 2013, « *Intuitus personnae* », *ibid.*
168 - Cass. civ. 3ème, 16 janvier 2013, « Clause de dépollution et délivrance conforme », *ibid.*
169 - Cass. civ. 1ère, 16 janvier 2013, « Nature de la nullité encourue en cas de dépassement par le maire de la délibération du Conseil Municipal », *ibid.*
170 - Cass. civ. 1ère, 13 décembre 2012, « Déséquilibre significatif et clause abusive », *ibid.*

Chronique au JCP E : « technique contractuelle » :
171 - Cass. com., 25 octobre 2017, « Durées du cautionnement et durée de la dette principale », JCP E 2018, 1002
172 - Cass. soc., 21 septembre 2017, « Offre et promesse de contrat de travail », *ibid.*
173 - Cass. com., 12 juillet 2017, « Peut-on encore stipuler des clauses de divisibilité ? », *ibid.*

174 - Cass. civ. 3ème, 20 avril 2017, « Quel est l'effet de l'acceptation des CGV ? », JCP E 2017, 1358
175 - Cass. civ. 3ème, 23 mars 2017, « Variations sur les mises en demeure », *ibid.*
176 - Cass. com., 8 février 2017, « Engagement perpétuel ou à durée indéterminée ? », *ibid.*
177 - Cass. com., 31 janvier 2017, « Clause de durée du cautionnement », *ibid.*
178 - Cass. civ. 3ème, 12 janvier 2017, « La clause de solidarité », *ibid*.
179 - Cass. civ. 3ème, 1er janvier 2016, « Variations sur les mises en demeure », *ibid.*
180 - Cass. com., 3 novembre 2016, « Clause de tacite reconduction et respect de l'ordre public », JCP E 2017, 1006
181 - Cass. civ. 3ème, 20 octobre 2016, « Clause d'*electio juris* en droit interne », *ibid.*
182 - Cass. civ. 3ème, 8 septembre 2016, « Clause résolutoire et clause de condition », *ibid.*
183 - Cass. com., 8 septembre 2016, « Clause de durée, quelle utilisation pour les droits réels de jouissance spéciale », *ibid.*
184 - Cass. civ. 2ème, 14 avril 2016, « Entrée des conditions générales dans le champ contractuel », JCP E, 2016, 1363
185 - Cass. com., 5 avril 2016, « Clauses et équilibre du contrat », *ibid.*
186 - Ord. 10 février 2016, « Dis moi quel contrat tu es et je te dirai quel est ton droit », *ibid.*
187 - Cass. civ. 3ème, 4 février 2016, « Clause et équilibre du contrat », *ibid.*
188 - Cass. com., 13 octobre 2015, « Clause de conciliation et cautionnement », JCP E, 2016, 1021
189 - Cass. civ. 1ère, 10 septembre 2015, « Clause d'indivisibilité », *ibid.*
190 - Cass. civ. 1ère, 9 juillet 2015, « Clause de durée », *ibid.*
191 - Cass. civ. 3ème, 25 mars 2015, « Clause de renouvellement et renonciation », JCP E, 2015, 1296
192 - Cass. com., 10 mars 2015, « Clause de réserve de propriété et immeubles par destination », *ibid.*
193 - Cass. com., 10 février 2015, « Clause de réception », *ibid.*
194 - Cass. civ. 1ère, 4 février 2015, « Clause d'indivisibilité », *ibid.*
195 - Cass. soc., 15 octobre 2014, « Clause de discrétion ou de non-concurrence », JCP E 2015, 1001
196 - Cass. civ. 3ème, 24 septembre 2014, « Clause de cession du bail à construction », *ibid.*
197 - Cass. civ. 3ème, 9 juillet 2014, « Clause résolutoire », *ibid.*
198 - Cass. civ. 2ème, 3 juillet 2014, « Interprétation d'une clause et groupes de contrats », *ibid.*
199 - AN, 16 avril 2014, « Débats parlementaires sur la réforme du contrat », JCP E 2014, 1351
200 - Cass. civ. 3ème, 26 mars 2014, « Cession d'immeuble et sort du dépôt de garantie », *ibid.*
201 - Cass. com., 20 mars 2014, « Clause de force majeure », *ibid.*
202 - Cass. com., 18 mars 2014, « Clause de durée et pouvoir du juge commissaire », *ibid.*
203 - Cass. civ. 3ème, 22 janvier 2014, « Clause de force majeure », *ibid.*
204 - Cass. com., 15 octobre 2013, « Stipulation de délais : prescription ou forclusion ? », JCP E 2014, 1074
205 - Cass. com., 15 octobre 2013, « Clause de réserve de propriété », *ibid.*
206 - Cass. civ. 1ère, 2 octobre 2013, « Clause de non-concurrence : stipuler ou non une contrepartie ? », *ibid.*
207 - Cass. ch. mixte, 17 mai 2013, « La fin des clauses de divisibilité », JCP E, 2013, 1454
208 - Cass. com., 9 avril 2013, « Le sort des cautions en cas de prorogation », *ibid.*
209 - Cass. civ. 3ème, 6 mars 2013, « Clauses de travaux dans le bail », *ibid.*
210 - Cass. com., 19 février 2013, « Clause relative au droit applicable », *ibid.*
211 - Cass. civ. 1ère, 31 octobre 2012, « Responsabilité du conseil lors de la signature de l'acte », JCP E 2013, 1003
212 - Cass. civ. 3ème, 24 octobre 2012, « Clause de force majeure et déséquilibre significatif », *ibid.*
213 - Cass. com., 9 octobre 2012, « Circulation de la clause de garantie de passif », *ibid.*

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

Chronique de droit des sociétés (dir. B. Dondero, puis J.-M. Moulin, puis D. Gallois-Cochet et M. Laroche), Gaz. Pal. :

214 - Note Cass. civ. 3ème, 16 novembre 2017, n°16-23685, *à paraître*
215 - Note sous Cass. 3e civ., 4 mai 2016, n°14-28243, Gaz. Pal., 6 sept. 2016, pp. 70-71
216 - Note sous Cass. com., 24 nov. 2015, n°13-25115, Gaz. Pal., 2 fév. 2016, pp. 70-72
217 - Note sous Cass. com., 17 nov. 2015, n°14-12372, Gaz. Pal., 2 fév. 2016, pp. 68-70
218 - Note sous Cass. com., 30 juin 2015, n°14-17649, Gaz. Pal., 27-29 sept. 2015, pp. 19-20
219 - Note sous Cass. com., 30 juin 2015, n°14-13421, n° 14-13422 et 14-23928, Gaz. Pal., 27-29 sept. 2015, pp. 16-19
220 - Note sous Cass. com., 5 mai 2015, n°14-10913, Gaz. Pal., 27-29 sept. 2015, pp. 20-21

221 - Note sous T. com. Paris, 16 ch, 19 juin 2015, n°2014071688, Gaz. Pal., 26-28 juill. 2015, pp. 28-31
222 - Note sous Cass. com., 3 fév. 2015, n°13-12483, Gaz. Pal., 8-12 mai 2015, pp. 20-23
223 - Note sous Cass. com., 23 sept. 2014, n°13-17347, Gaz. Pal., 1er-2 déc. 2014, pp. 20-21
224 - Note sous Cass. com., 16 sept. 2014, n°13-17807, Gaz. Pal., 1er-2 déc. 2014, pp. 15-16
225 - Note sous Cass. com., 16 sept. 2014, n°13-20083, Gaz. Pal., 1er-2 déc. 2014, pp. 14-15
226 - Note sous Cass. 3ème civ., 9 avr. 2014, n°13-11640, Gaz. Pal., 6-8 juill. 2014, pp. 19-20
227 - Note sous Cass. com., 18 fév. 2014, n°12-29075, Gaz. Pal., 6-8 juill. 2014, pp. 16-18
228 - Note sous Cass. com., 11 mars 2014, n°13-1366, Gaz. Pal., 4-6 mai 2014, pp. 22-25
229 - Note sous Cass. com., 21 janv. 2014, n°12-29221, Gaz. Pal., 4-6 mai 2014, pp. 28-30
230 - Note sous Cass. com., 21 janv. 2014, n°13-10151, Gaz. Pal., 4-6 mai 2014, pp. 20-22
231 - Note sous Cass. com., 8 oct. 2013, n°12-24825, Gaz. Pal., 17-19 nov. 2013, pp. 35-36
232 - Note sous Cass. com., 10 sept. 2013, n°12-23888, Gaz. Pal., 17-19 nov. 2013, pp. 31-33
233 - Note sous Cass. com., 9 juill. 2013, n°12-21238, Gaz. Pal., 17 sept. 2013, pp. 22-23
234 - Note sous Cass. com., 9 juill. 2013, n°12-22627, Gaz. Pal., 17 sept. 2013, pp. 21-22
235 - Note sous Cass. com., 11 juin 2013, n°12-18853, Gaz. Pal., 17 sept. 2013, pp. 19-20
236 - Note sous Cass. com., 11 juin 2013, n°12-22296, Gaz. Pal., 17 sept. 2013, pp. 17-19
237 - Note sous Cass. com., 3 avr. 2013, n°12-15492, Gaz. Pal., 29 juin 2013, pp. 38-39
238 - Note sous Cass. com., 19 mars 2013, n°12-15283, Gaz. Pal., 29 juin 2013, pp. 31-32
239 - Note sous Cass. com., 26 fév. 2013, n°11-27521, Gaz. Pal., 29 juin 2013, pp. 36-38
240- Note sous Cass. com., 12 fév. 2013, n°12-13726, Gaz. Pal., 29 juin 2013, pp. 34-36
241 - Note sous Cass. com., 15 janv. 2013, n°11-28244, Gaz. Pal., 6 avr. 2013, pp. 29-30
242 - Note sous Cass. com., 15 janv. 2013, n°11-28173, Gaz. Pal., 6 avr. 2013, pp. 28-29
243 - Note sous Cass. com., 15 janv. 2013, n°11-27648, Gaz. Pal., 6 avr. 2013, pp. 30-31
244 - Note sous Cass. com., 15 janv. 2013, n°12-11666, Gaz. Pal., 6 avr. 2013, pp. 27-28

Chronique de droit des sociétés (avec S. Schiller), Lettre de la FNDP, depuis 2016, tous les 2 mois :
245 - « La petite réforme du 4 mai 2017 relative aux sociétés par actions et SARL », Lettre de la FNDP, n°5, juin 2017, pp. 7-8
246 - « Halte à l'organisation de la direction des SAS hors les statuts ! », Note sous Cass. com., 25 janvier 2017, n° 14-28.792, Lettre de la FNDP, n° 4, mars 2017, p. 8
247 - « L'articulation du nouveau droit des contrats et du droit des sociétés : Réflexions autour de la capacité et de la représentation », Lettre de la FNDP, n° 2, nov. 2016, pp. 7-8

Notes d'arrêt :
248 - La durée de la gérance s'arrête là où commence l'éternité, Note sous Cass. 1re civ., 12 nov. 2015, n° 14-23340, Gaz. Pal., 2 fév. 2016, pp. 64-65
249 - La responsabilité du liquidateur au sens du droit des sociétés : quelle faute pour quel préjudice ?, Note sous Cass. com., 20 oct. 2015, Gaz. Pal., 29 nov-1er déc. 2015, pp. 11-14
250 - « Les nullités sont odieuses » : Quand le droit européen sauve la sûreté pour autrui…, Note sous Cass. com., 12 mai 2015, n° 13-28504 et 14-11028, Gaz. Pal., 27-29 sept. 2015, pp. 9-12
251 - L'associé est un homme libre ! A propos du droit de s'affranchir des statuts d'une SARL, Note sous Cass . com., 12 mai 2015, n° 14-13744, Gaz. Pal., 26-28 juill. 2015, pp. 11-16
252 - Sous-capitalisation d'une société en liquidation judiciaire : à la recherche du responsable de l'insuffisance d'actif, Note sous Cass. com. 10 mars 2015, Gaz. Pal., 8-12 mai 2015, pp. 14-17
253 - La rémunération du président d'une SAS peut être soumise à la procédure des conventions réglementées : œuf corse !, Note sous Cass. com., 4 nov. 2014, n° 13-24889, Gaz. Pal. 25-27 janv. 2015, pp. 13-16
254 - L'ombre de l'exclusion, Note sous Cass. com., 6 mai 2014, Gaz. Pal., 6-8 juill. 2014, pp. 10-13.
Clarifier, simplifier l'article 1843-4 du Code civil dans sa globalité : supplique au législateur, Note Cass. Com., 11 mars 2014, n° 11-26915, Gaz. Pal., 4-6 mai 2014, pp. 8-13.
255 - Sort du sous-cautionnement conclu par la société absorbée antérieurement à la fusion, un arrêt côté « I » de la Cour de cassation !, Note sous Cass. com., 7 janv. 2014, Gaz. Pal., 2-4 fév. 2014, pp. 15-18
256 - Vade-mecum à l'usage des rédacteurs de clause de non-concurrence insérée dans un acte de cession de droits sociaux - À l'occasion de Cass. com., 12 fév. 2013, n° 12-13726, Gaz. Pal., 15-17 sept. 2013, pp. 11-14

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes **125 commentaires**

Eléonore CADOU

1 - Chronique de jurisprudence en droit de la famille, *Rev. Jur. Océan Indien* n° 21, 2015 : CA Saint Denis de La Réunion, 15 janvier 2014 *;* CA Saint Denis de La Réunion, 2 juillet 2014 ; CA Saint Denis de La Réunion, 5 aout 2014

2 - Obs. sous TGI Saint Denis de La Réunion, 12 avril 2013, *Rev. jur. Océan Indien* n° 21, 2015

Jonas KNETSCH

3 - « Hépatite C post-transfusionnelle et action récursoire de l'ONIAM – La loi interprétative déclarée conforme à la CEDH », Note sous Civ. 1, 17 février 2016, n° 15-12.805, *JCP G* 2016, n° 396, pp. 676-679

4 - « Recours subrogatoire du FGTI et opposabilité des exceptions », Obs. sous Civ. 2, 14 janvier 2016, n° 15-13.040, *JCP G* 2016, n° 109, p. 204

5 - « Précisions sur l'étendue des actions récursoires de l'ONIAM », Note sous Civ. 1, 18 décembre 2014, 2 arrêts, *JCP G* 2015, n° 217, pp. 359-362

Romain OLLARD

6 - « Abus de confiance et inexécution contractuelle : la Cour de cassation a-t-elle franchi le Rubicon ? », note sous Cass. crim. 6 avril 2016, RDC 2017, p. 102

7 - « Le dol pénal étend son empire : l'escroquerie peut porter sur un immeuble », note sous Cass. crim. 28 septembre 2016, RDC 2017, p. 106

8 - « Feue la jurisprudence Cousinet ! La légitime défense s'étend aux infractions involontaires », note sous Cass. crim. 17 janvier 2017, Lexbase, éd. privée générale, n° 688

9 - « La désertion du délit de chantage », note sous Cass. crim. 13 janvier 2016, RDC 2016, p. 490

10 - « La désertion du délit d'abus de faiblesse », note sous Cass. crim. 19 février 2014, RDC 2016, p. 92

11 - « Regards sur la consécration de l'abus de l'état de nécessité ou de dépendance à la lumière des solutions du droit pénal (à propos du futur article 1442 du Code civil) », Revue des contrats 2016, p. 94

12 - « Concours de qualifications en matière pénale : la Cour de cassation consacre une conception large de l'unité de fait fondée sur une action indissociable par unité de but », note sous Cass. crim. 26 octobre 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 679

13 - « Responsabilité des personnes morales… Et la lumière vint de la procédure pénale », note sous Cass. crim. 12 avril 2016, Lexbase, éd. privée générale, n° 661

14 - « La réforme pénale du 3 juin 2016. Aspects de droit pénal », Lexbase, éd. privée générale, n°665

15 - « Quand le principe de l'interprétation stricte de la loi pénale interdit de sanctionner la diffusion sur internet de l'image d'une femme nue contre sa volonté », note sous Cass. crim., 16 mars 2016, Lexbase hebdo, éd. privée générale, n° 650

16 - « Le juste pointillisme de la Cour de cassation en matière de géolocalisation décidée en urgence », note sous Cass. crim. 17 novembre 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 638

17 - « Du préjudice dans l'escroquerie ou l'art de sauver les apparences », note sous Cass. crim. 28 janvier 2015, RDC 2015, p. 923

18 - « La vraisemblance de participation à l'infraction, condition nécessaire et suffisante de la mise en examen », note sous Cass. crim. 14 avril 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 615

19 - « Nullité de la garde à vue et défaut de notification du lieu de commission de l'infraction : l'histoire d'une politique jurisprudentielle casuistique », note sous Cass. crim. 27 mai 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 621

20 - « Abus de faiblesse et testament : la chambre criminelle de la Cour de cassation persiste et signe », note sous Cass. crim. 16 décembre 2014, RDC 2015, 2, p. 328

21 - « L'homme qui valait 50 milliards et la répression pénale », note ss. Cass. crim. 19 mars 2014, RDC 2015, p. 92

22 - « Quand le principe de loyauté de la preuve déploie ses effets en procédure pénale », note sous Ass. plénière 6 mars 2015, Lexbase, éd. privée générale, n° 607, 2 avril 2015

23 - « Décret d'application de la loi renforçant la lutte contre le terrorisme : le ministre de l'intérieur au centre du nouveau dispositif administratif », Lexbase, éd. privée générale, n° 601

24 - « Quand la CJUE aggrave les incertitudes entourant les conditions des pratiques commerciales trompeuses », note sous CJUE, 19 déc. 2013, RDC 2014, 3, p. 452

25 - « La tromperie n'est pas la bonne à tout faire du droit pénal », note sous Cass. crim. 20 novembre 2012 et 4 juin 2013, RDC 2014, 1, p. 89
26 - « Abus de confiance, propriété et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 16 octobre 2013, RDC 2014, 2, p. 262
27 - « Les mystères de la causalité indirecte ou la répression variable de la faute pénale d'imprudence », note sous Cass. crim. 21 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 558
28 - « De la nature formelle de l'infraction de harcèlement moral », note sous Cass. crim. 14 janvier 2014, Lexbase, éd. privée générale, n° 562
29 - « Prescription des infractions clandestines : autre mécanisme, mêmes effets », note sous Ass. plén., 7 novembre 2014, Lexbase, éd. privée générale, 27 novembre 2014
30 - « Commentaire de la loi du 27 mai 2014 transposant la directive européenne relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales : quand les droits de la défense pénètrent tous les stades de la procédure pénale », Lexbase, éd. privée générale, n° 574
31 - « Abus de confiance, force de travail et inexécution contractuelle », note sous Cass. crim. 19 juin 2013, RDC 2013, n° 4, 1479
32 - « Quand la Cour de cassation consacre à demi-mot la force de travail comme un objet possible d'abus de confiance », note sous Cass. crim., 19 juin 2013, Lexbase, éd. privée générale, n° 540, 19 septembre 2013

Cathy POMART

33 - « Elargissement de l'obligation vaccinale pour les jeunes enfants : les paradoxes de la nouvelle législation », *LPA à paraître juillet 2018*
34 - « La question du consentement du mineur aux actes sexuels : attentes et dangers à l'aube de la réforme législative », *LPA à paraître juillet 2018*
35 - « La prescription des actions en matière de filiation à l'épreuve du contrôle de proportionnalité (commentaire sous 1ère civ. 9 nov. 2016) », *LPA 2017, n°151,* pp. 18-22
36 - « Scepticisme autour de la renaissance de la formalité de l'autorisation de sortie du territoire pour les mineurs », *LPA 2017, n°151,* pp. 8-11
37 - « Clair-obscur sur le régime des actions en matière de filiation. Quand la prescription doit composer avec le contrôle de proportionnalité ! », *LPA 2016, n°244,* pp. 9-14
38 - « Le syndrome de l'aliénation parentale (SAP) ou la vraie fausse bonne idée d'une consécration judiciaire » (commentaire sous 1ère Civ. 26 juin 2013), *LPA 2014, n°157*, pp. 7-18

Elise RALSER

39 - « La loi applicable au consentement à mariage », note sous Cour de cassation (civ. 1re), 25 mai 2016, *Rev. crit. DIP*, 2016-4, pp. 668-674
40 - « Mariage : effet de la polygamie sur l'attribution d'une pension de réversion », note sous Cour de cassation (civ. 2e), 9 octobre 2014 et 12 février 2015 (2 arrêts), *Rev. crit. DIP*, 2015-3, pp. 621-631
41 - « Condition de validité du remariage », note sous Cour de cassation (civ. 1re), pourvoi n°13-19.520, *Rev. crit. DIP*, 2015-1, pp. 134-143

Jean-Baptiste SEUBE

Chronique à droit et patrimoine : « droit des biens »
42 - Cass. civ. 3ème, 13 juillet 2017, « *Juge de proximité et question pétitoire* », Dr et patrimoine, janvier 2018, pp. 58 s.
43 - Cass. civ. 3ème, 6 juillet 2017, « *Prescription à titre gratuit de l'usage de l'eau* », ibid.
44 - Cass. civ. 3ème, 6 juillet 2017, « *Droit d'exhaussement sur un mur mitoyen* », ibid.
45 - Cass. civ. 3ème, 6 juillet 2017, « *Règlement de copropriété et état descriptif de division* », ibid.
46 - Cass. civ. 3ème, 6 juillet 2017, « *La fin de l'usufruit* », ibid.
47 - Cass. civ. 1ère, 5 juillet 2017, « *Définition du trésor* », ibid.
48 - Loi n°2017-257 du 28 février 2017, « *L'usucapion outre-mer* », Dr. et patrimoine, juin 2017, p. 52 s.
49 - Cass. civ. 2ème, 23 février 2017, « *Les enjeux procéduraux de l'usucapion* », ibid.
50 - Cass. civ. 3ème, 9 février 2017, « *Tracé du chemin le moins dommageable en cas d'enclave* », ibid.
51 - Cass. civ. 3ème, 9 février 2017, « *Chemin d'exploitation et ouverture au public* », ibid.
52 - Cass. civ. 3ème, 9 février 2017, « *Les conditions de l'usucapion* », ibid.
53 - Cass. civ. 3ème, 28 janvier 2017, « *L'opposabilité du bail rural conclu par un indivisaire seul* », ibid.
54 - Cass. civ. 3ème, 15 décembre 2016, « *Droit de jouissance exclusif sur une partie commune et empiètement* », ibid.

55 - Cass. civ. 3ème, 15 décembre 2016, « *Démembrement de propriété et préemption de la SAFER* », ibid.
56 - Cass. civ. 3ème, 10 novembre 2016, « *La sanction de l'empiètement* », ibid.
57 - Cass. civ. 3ème, 8 septembre 2016, « *Extinction des servitudes par confusion* », Dr. et patrimoine novembre 2016, p. 88 et s.
58 - Cass. civ. 3ème, 8 septembre 2016, « *Droit réel de jouissance spéciale et perpétuité* », ibid.
59 - L. 8 aout 2016, « *Les obligations réelles environnementales* », ibid.
60 - Cass. civ. 3ème, 13 juillet 2016, « *Usure de la chose et perception des fruits* », ibid.
61 - Cass. civ. 1ère, 7 juillet 2016, « *Droits concurrents pour être indivis* », ibid.
62 - Cass. civ. 3ème, 29 juin 2016, « *Du statut des chemins* », ibid.
63 - Cass. civ. 1ère, 22 juin 2016, « *Du statut des dividendes* », ibid.
64 - Cass. civ. 1ère, 13 avril 2016, « *Clause portant atteinte au droit de demander le partage* », ibid.
65 - Cass. civ. 3ème, 25 février 2016, « *La servitude en procédure* », Dr. et patrimoine, juin 2016, p. 92 s.
66 - Cass. civ. 3ème, 14 janvier 2016, « *Enclave et certificat d'urbanisme* », ibid.
67 - Cass. civ. 3ème, 14 janvier 2016, « *Enclave et usage normal du fonds* », ibid.
68 - Cass. civ. 3ème, 14 janvier 2016, « *Les chemins d'exploitation conformes à la Constitution* », ibid.
69 - Cass. civ. 3ème, 10 décembre 2015, « *Equivocité de la possession* », ibid.
70 - Cass. civ. 1ère, 9 décembre 2015, « *Les animaux ne sont pas des biens comme les autres* », ibid.
71 - Cass. civ. 1ère, 2 décembre 2015, « *Le juge et l'article 815-6 du Code civil* », ibid.
72 - Cass. civ. 3ème, 5 novembre 2015, « *Délaissement et abandon de propriété* », ibid.
73 - Cass. civ. 1ère, 10 septembre 2015, « *Indivision et acte conservatoire* », Dr. et patrimoine, décembre 2015, p. 82 et s.
74 - Cass. civ. 3ème, 24 juin 2015, « *Inapplication du droit des servitudes aux chemins d'exploitation* », ibid.
75 - Cass. civ. 3ème, 10 juin 2015, « *Les effets du bornage* », ibid.
76 - Cass. civ. 3ème, 13 mai 2015, « *Quelle est la force de la présomption de la propriété du dessous ?* », ibid.
77 - Cass. civ. 3ème, 13 mai 2015, « *La notion de tiers au sens de l'article 555 du Code civil* », ibid.
78 - Cass. com., 10 mars 2015, « *Immobilisation par destination et revendication* », Droit et patrimoine juin 2015, p. 86 et s.
79 - L. 17 février 2015, « *Les animaux, être sensibles* », ibid.
80 - L. 17 février 2015, « *Fin des actions possessoires* », ibid.
81 - Cass. civ. 3ème, 11 février 2015, « *Notion de juste titre* », ibid.
82 - Cass. civ. 3ème, 28 janvier 2015, « *Durée du droit réel de jouissance spéciale* », ibid.
83 - Cass. civ. 3ème, 14 janvier 2015, « *Usucapion et qualité de la possession* », ibid.
84 - Cass. civ. 3ème, 10 décembre 2014, « *Troubles anormaux du voisinage et force majeure* », ibid.
85 - Cass. com., 9 décembre 2014, « *Le contrat d'entreprise translatif de propriété* », ibid.
86 - Cass. civ. 2ème, 25 septembre 2014, « *Tierce opposition et servitude* », Droit et patrimoine janvier 2015, p. 66 et s.
87 - Séance AN du 17 septembre 2014, « *La nouvelle définition de l'animal* », ibid.
88 - Cass. civ. 2ème, 11 septembre 2014, « *Les troubles anormaux du voisinage et l'article 1382* », ibid.
89 - Cass. civ. 1re, 9 juillet 2014, « *L'indemnisation des dépenses nécessaires* », ibid.
90 - Cass. civ. 3ème, 9 juillet 2014, « *La mise en demeure de payer visant la clause résolutoire est un acte conservatoire* », ibid.
91 - Cass. civ. 3ème, 18 juin 2014, « *Qualification d'ouvrages publics et loi dans le temps* », ibid.
92 - Cass.com., 11 juin 2014, « *La nature des alevins et des daurades* », ibid.
93 - Cass. civ. 3ème, 26 mars 2014, « *Le moment auquel les fruits appartiennent à l'acquéreur de la chose* », Dr. et patrimoine juin 2014, p. 90 et s.
94 - Cass. civ. 1ère, 19 mars 2014, « *Acquisition commune : privilégier le financement ou le titre* », ibid.
95 - Cass. civ. 3ème, 12 mars 2014, « *Travaux d'entretien et d'établissement d'une servitude* », ibid.
96 - Cass. civ. 1ère, 5 mars 2014, « *Point de départ de l'action en nullité de la vente de parts indivises non notifiée aux autres indivisaires* », ibid.
97 - Cass. civ. 3ème, 5 mars 2014, « *La conformité des articles 671 et 672 à la Constitution* » ibid.
98 - Cass. civ. 5 mars 2014, « *L'acquisition de la propriété par prescription abrégée* », ibid.
99 - Cass. civ. 3ème, 19 février 2014, « *L'empiètement et la mitoyenneté* », ibid.
100 - Cass. civ. 3ème, 5 février 2014, « *Servitude et responsabilité* », ibid.
101 - Cass. civ. 1ère, 15 janvier 2014, « *L'application dans le temps de l'article 815-5-1 du Code civil* », ibid.
102 - Cass. civ. 3ème, 15 janvier 2014, « *La preuve de la propriété à Mayotte* », ibid.
103 - Cass. civ. 3ème, 17 décembre 2013, « *L'article 555 du Code civil dans le bail* », ibid.
104 - Projet de loi du 27 novembre 2013, « *La fin annoncée des actions possessoires* », ibid.

105 - Projet de loi du 27 novembre 2013, « *La reconstitution des titres de propriété outre-mer* », ibid.
106 - Proposition de loi du 7 octobre 2013, « *Quel statut pour les animaux ?* », ibid.
107 - Cass. civ. 3ème, 15 septembre 2013, « *Extinction des servitudes par l'inutilité ?* », Droit et patrimoine, décembre 2013, p. 66 et s.
108 - Cass. civ. 3ème, 15 septembre 2013, « *Protection des servitudes par l'action possessoire* », ibid.
109 - Cons. const., 13 septembre 2013, « *Constitutionnalité des articles L. 15-4 et s. du Code de l'expropriation* », ibid.
110 - Cass. civ. 2ème, 11 juillet 2013, « *Domaine de la prescription abrégée* », ibid.
111 - Cass. civ. 3ème, 10 juillet 2013, « *Les effets du bornage* », ibid.
112 - Cass. com., 29 juin 2013, « *Les fichiers non déclarés à la CNIL sont hors commerce* », ibid.
113 - Cass. civ. 3ème, 5 juin 2013, « *Extension de l'article 673 du Code civil* », ibid.
114 - Cass. civ. 3ème, 5 juin 2013, « *Entretien de la servitude* », ibid.
115 - Cass. civ. 3ème, 23 mai 2013, « *Les effets du bornage* », ibid.
116 - Cass. civ. 3ème, 27 mars 2013, « *L'article 2013 n'est pas d'ordre public* », Droit et patrimoine, juin 2013, p. 76 et s.
117 - Cass. civ. 3ème, 27 mars 2013, « *Extinction des servitude et remembrement* », ibid.
118 - Cass. civ. 3ème, 20 mars, « *Effets de l'ordonnance d'expropriation sur le fonds de commerce* », ibid.
119 - Cass. civ. 3ème, 27 février 2013, « *Servitude non révélée dans la vente* », ibid.
120 - Cass. civ. 3ème, 20 février 2013, « *Servitude administrative de passage et voie de fait* », ibid.
121 - Cass. civ. 3ème, 20 février 2013, « *Jeu de la possession solo animo* », ibid.
122 - Cass. civ. 3ème, 23 janvier 2013, « *Portée de la règle du non cumul du possessoire et du pétitoire* », ibid.
123 - Cass. civ. 3ème, 19 décembre 2012, « *L'absence de réaction rapide disqualifie la voie de fait* », ibid.

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

Chronique de droit des sociétés (avec S. Schiller), Lettre de la FNDP, depuis 2016, tous les 2 mois.
124 - *Déclaration notariée d'insaisissabilité et liquidation judiciaire : la Cour de cassation poursuit son œuvre créatrice, A propos de Cass. com., 13 novembre 2017, n° 16-10206*, Lettre de la FNDP, n° 6, sept. 2017, à paraître.
125 - *En matière de déclaration d'insaisissabilité, nul n'a droit à une jurisprudence constante !,* Note sous Cass. com., 15 novembre 2016, n° 14-26.287, Lettre de la FNDP, n° 3, janv. 2017, p. 5.

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien **7 commentaires**

Safia CAZET

1 Note sous TA Saint Denis de La Réunion, 2 décembre 2013, Société Eiffage TP, n° 1301216, 1301217 et CE, 5 mars 2014, Société Eiffage TP, n° 374048, *RJOI* 2014, numéro spécial jurisprudence, p. 97

Olivier DESAULNAY

2 *Revue Juridique de l'Océan Indien*, chronique droit administratif, Numéro 23, p.44 et s., 2016, rubriques « Contrats et commande publique » et « Responsabilité administrative »

Olivier DUPÉRÉ

3 « Le procès-verbal falsifié d'une séance de conseil municipal. Entre inexistence et faux en écriture publique aggravé » – Note sous T.A. La Réunion, 9 juillet 2015, Bassire (n° 1400130), *Revue juridique de l'Océan Indien*, n° 23 (2016), pp. 54-64

Romain LOIR

4 - Note sous CA Saint-Denis de la Réunion, 27 novembre 2012, RJOI, 1er décembre 2014, p.9
5 - Chronique de procédure civile, RJOI, 1er décembre 2014, p.91 et suiv.
6 - Chronique de procédure civile, RJOI, n°17, 2013, p. 222 et suiv.
7 - Chronique de droit des obligations, RJOI, n°17, 2013, p. 162 et suiv.

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux **225 commentaires**

Safia CAZET

Revue Europe 2018 :

1 - CJUE, (3ème ch.), 23 novembre 2017, aff. C-596/15 P et C-597/15 P, Bionorica SE et Diapharm GmbH 1 Co. KG contre Commission : Europe Janvier 2018, comm. 8
2 - CJUE, (1ère ch.), 23 novembre 2017, aff. C-246/16, Enzo Di Maura : Europe 2018, comm. 24
3 - CJUE, (4ème ch.), 16 novembre 2017, aff. C-658/15, Robeco Hollands Bezit NV e. a. : Europe Janvier 2018, comm. 13
4 - Trib. UE, (9ème ch.), 14 décembre 2017, aff. T-609/16, PB c/Commission européenne : europe Février 2018, comm. 50
5 - CJUE, (1ère ch.), 9 novembre 2017, aff. C-423/16 P, HX c/Conseil: Europe 2018, comm. 53.
6 - CJUE, (1ère ch.), 20 décembre 2017, aff. C-529/16, Hamamatsu Photonics Deutschland :Europe Février 2018, comm. 60
7 - CJUE, (6ème ch.), 20 décembre 2017, aff. C-344/16, José Luis Nunez Torreiro : Europe Février 2018, comm. 70
8 - CJUE, (4ème ch.), 7 décembre 2017, aff. C—329/16, Syndicat national de l'industrie des technologies médicales et Philipps France : Europe Février 2018, comm. 81
9 - CJUE, (5ème ch.), 7 décembre 2017, aff. C-598/15, Banco Santander SA: Europe Février 2018, comm. 86
10 - CJUE, (8ème ch.), 6 décembre 2017, aff. C-408/16, Compania Naţională de Administrare a Infrastructurii Rutiere : Europe Février 2018, comm. 69

Revue Europe 2017 :

11 - CJUE, 5ème ch., 23 novembre 2016, aff. C-673/13 P, Comm. c/ Stichting Greenpeace Nederland et PAN Europe; CJUE, 5ème ch., 23 novembre 2016, aff. C-441/14, Bayer CropScience et Sichting De Bijenstiching, Europe Janvier 2017, comm. 2
12 - CJUE, 4ème ch., 10 novembre 2016, aff. C-432/15, Bastova, Europe Janvier 2017, comm. 20
13 - CJUE, 3ème ch., 9 novembre 2016, aff. C-42/15, Home Credit Slovakia, Europe Janvier 2017, comm. 29
14 - CJUE, 5ème ch., 9 novembre 2016, aff. C-149/15, Wathelet, Eurpe Janvier 2017, comm. 30
15 - CJUE, 6ème ch., 24 novembre 2016, aff. C-662/15, Lohmnn et Rauscher International, Europe Janvier 2017, comm. 31
16 - CJUE ord. 10 novembre 2016, aff. C-446/15, Signum Ala Sped, Europe Janvier 2017, comm. 42
17 - CJUE, 4è ch., 21 décembre 2016, aff. C-503/14, Comm. UE c/ Portugal, Europe février 2017, comm. 59
18 - CJUE, 6è ch, 15 décembre 2016, aff. C-700/15, LEK, Europe Février 2017, comm. 68,
19 - CJUE, 5é ch, 8 décembre 2016, aff. C-208/15, Stock'94: Europe Février 2017, comm. 77,
20 - CJUE, 3è ch., 14 décembre 2016, aff. C-378/15, Mercedes Benz Italia, Europe Février 2017, comm. 78,
21 - CJUE, (3ème ch.), 8 décembre 2016, aff. C-127/15, Verein für Konsumenteninformation: Europe février 2017, comm. 83
22 - CJUE, 3ème ch., 25 janvier 2007, aff. C-679/15, Ultra-Brag, Europe Mars 2017, comm. 108,
23 - CJUE, 3ème ch., 25 janvier 2017, aff. C-375/15, BAWAG, Europe mars 2017, comm. 117,
24 - CJUE, 25 janvier 2017, aff. C-367/15, Stowarzyszenie "Oławska Telewizja Kablowa" contre Stowarzyszenie Filmowców Polskich, Europe Mars 2017, comm. 126
25 - Trib. UE (8ème ch.), 1er février 2017, aff. T-309/10 RENV-REC, Christopher Klein c/ Commission, Europe avril 2017, comm. 139
26 - CJUE, (9ème ch.), 9 février 2017, aff. C-21/16, Euro Tyre BV, Europe Avril 2017, comm. 153
27 - CJUE, (1ère ch.), 9 février 2017, aff. C-283/15, X c/ Staatssecretaris van Financiën, Europe Avril 2017, comm. 146
28 - CJUE (6ème ch.), 9 mars 2017, aff. C-573/15, État belge contre Oxycure Belgium SA, Europe mai 2017, comm. 214
30 - CJUE, (5ème ch.), 9 mars 2017, aff. C-173/15, GE Healthcare GmbH contre Hauptzollamt Düsseldorf, Europe mai 2017, comm. 177
31 - CJUE, (5ème ch.), 8 mars 2017, aff. C-448/17, Belgische Staat contre Wereldhave Belgium Comm. VA, Wereldhave International NV, Wereldhave NV, Europe mai 2017, comm. 196
32 - CJUE, (2ème ch.), 2 mars 2017, aff. C-496/15, Alphonse Eschenbrenner contre Bundesagentur für Arbeit, Europe mai 2017, comm. 179
33 - CJUE, 6 avril 2017, aff. C-638/15, Eko-Tabak, Europe juin 2017, comm. 247

34 - CJUE, 6 avril 2017, aff. C-668/15, Jyske Finans A/S contre Ligebehandlingsnævnet, Europe juin 2017, comm. 220
35 - CJUE, (5ème ch.), 5 avril 2017, aff. C-298/15, « Borta » UAB,Europe Juin 2017, comm. 229
36 - CJUE, (1ère ch.), 17 mai 2017, aff. C-68/15, X c/ Ministerraad, CJUE, (1ère ch.), 17 mai 2017, aff. C-365/15, AEP et autres c/des finances et des comptes publics : Europe Juillet 2017, comm. 263
37 - CJUE, (4ème ch.), 4 mai 2017, aff. C-274/15, Commission européenne contre Grand-Duché de Luxembourg : Europe 2017, comm. 276
38 - CJUE, (8ème ch.), 18 mai 2017, aff. C-154/16, Latvijas dzelzceļš: Europe Juillet 2017, comm. 260
39 - CJUE, (1ère ch.), 4 mai 2017, aff. C-699/15, Commissioners for Her Majesty's Revenue & Customs contre Brockenhurst College: Europe juillet 2017, comm. 277
40 - CJUE, (8ème ch.), 4 mai 2017, aff. C-33/16, A Oy : Europe Juillet, comm. 275
41 - CJUE (4ème ch.), 14 juin 2017, aff. C-38/16, Compass Contract Services Limited contre Commissioners for Her Majesty's Revenue & Customs: Europe aout-septembre 2017, comm. 315
42 - CJUE, (5ème ch.), 29 juin 2017, aff. C-126/15, Commission européenne contre République portugaise: Europe aout-septembre 2017, comm. 316
43 - CJUE, (8ème ch.), 8 juin 2017, aff. C-296/16 P, Dextro Energy c/Commission: Europe aout-septembre 2017, comm. 325
44 - CJUE, (8ème ch.), 28 juin 2017, aff. C-629/15 P et C-630/15 P, Novartis Europharm Ltd contre Commission européenne, Teva Pharm BV et Hospira UK Ltd: Europe aout-septembre 2017, comm. 318
45 - CJUE, (5ème ch.), 8 juin 2017, aff. C-580/15, Van der Weegen e.a.: Europe aout-septembre 2017, comm. 308
46 - CJUE, (5ème ch.), 1er juin 2017, aff. C-571/15, Wallenborn Transports SA: Europe aout-septembre 2017, comm. 304
47 - CJUE, 9ème ch., 26 juillet 2017, Aff. C- 386/16, Toridas: Europe octobre 2017, comm. 369
48 - CJUE, 10ème ch, 20 juillet 2017, Aff. C-c-357/16, Gelvora: Europe octobre 2017, comm. 378
49 - Trib. UE, 19 juillet 2017, aff. T-752/14, Combaro: Europe octobre 2017, comm. 357
50 - CJUE, 1ère ch. 13 juillet 2017, Aff. C-151/16 Vakarų Baltijos laivų statykla: Europe octobre 2017, comm. 368
51 - CJUE, 7è ch., 7 juillet 2017, aff. C-254/16, Glencore Agriculture Hungary: Europe octobre 2017, comm. 367
52 - CJUE, (3ème ch.), 21 septembre 2017, aff. C-125/16, Malta Dental Technologists Association, Europe novembre 2017, comm. 407
53 - CJUE, (3ème ch.), 14 septembre 2017, aff. C-132/16, Iberdrola Inmobiliaria Real Estate Investments : Europe novembre 2017, comm. 425
54 - CJUE, (10ème ch.), 21 septembre 2017, aff. C-441/16, SMS group GmbH : Europe novembre 2017, comm. 426
55 - CJUE, (gde ch.), 19 septembre 2017, aff. C-552/15, Commission européenne contre Irlande : Europe novembre 2017, comm. 411
56 - Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-97/09, République fédérale d'Allemagne contre Commission européenne ; Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-21/10, République fédérale d'Allemagne contre Commission européenne ; Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-104/10, République fédérale d'Allemagne contre Commission européenne ; Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-109/10, Grand-Duché de Luxembourg contre Commission européenne ; Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-114/10, République fédérale d'Allemagne contre Commission européenne ; Trib. UE (5ème ch.), 13 septembre 2017, aff. T-116/10, République fédérale d'Allemagne contre Commission européenne, Europe novembre 2017, comm. 433
57 - CJUE, (6ème ch.), 26 octobre 2017, aff. C-407/16, Aqua Pro : Europe décembre 2017, comm. 459
58 - CJUE, (5ème ch.), 12 octobre 2017, aff. C-661/15, X BV : Europe décembre 2017, comm. 460
59 - CJUE, (6ème ch.), 12 octobre 2017, aff. C-404/16, Lombard Ingatlan Lízing Zrt: Europe décembre 2017, comm. 473
60 - CJUE, 3e ch., 12 octobre 2017, aff. C-262/16, Shields & Sons Partnership, Europe 2017, comm. 492
61 - CJUE, 4 octobre 2017, aff. T-164/16, Commissioners for Her Majesty's Revenue & Customs contre Mercedes-Benz Financial Services UK Ltd, Europe décembre 2017, comm. 491
62 - CJUE, 1ère ch., 4 octobre 2017, aff. C-273/16, Federal Express Europe Inc, Europe décembre 2017, comm. 490

Revue Europe 2016, commentaires mensuels :
63 - CJUE, 4e ch., 17 novembre 2015, aff. C-115/14, RegioPost, Europe janvier 2016, comm. 12

64 - CJUE, 4e ch., 26 novembre 2015, aff. C-326/14, Vereine für Konsumenteninformation, Europe janvier 2016, comm. 23
65 - Trib. UE, 11 novembre 2015, aff. T-544/13, Dyson Ltd c/ Commission, Europe janvier 2016, comm. 25
66 - Trib. UE, 16 décembre 2015, aff. T-521/14, Suède c/ Commission, Europe février 2016, comm. 45.
67 - Trib. UE, 16 décembre 2015, aff. T-138/14, Randa Chart c/ Service européen pour l'action extérieure, Europe février 2016, comm. 46
68 - CJUE, 1re ch., 10 décembre 2015, aff. C-427/14, SIA Veloserviss, Europe février 2016, comm. 53
69 - CJUE, 14 janvier 2016, aff. C-234/14, Ostas Celtnieks, Europe mars 2016, comm. 101
70 - CJUE, 28 janvier 2016, ff. C-64/15, BP Europa, Europe mars 2016, comm. 109
71 - CJUE, 21 janvier 2016, aff. C-430/14, Stretinskis, Europe mars 2016, comm. 92
72 - CJUE, 18 février 2016, aff. C-325/15, Z. S., Z. M, Europe avril 2016, comm. 129
73 - Trib UE, 4 février 206, aff. T-676/13, Italian International Film contre Agence exécutive "Education, audiovisuel et culture" EACEA, Europe avril 2016, comm. 128
74 - Trib. UE, ch. pourvois, 26 févr. 2016, aff. T-241/14 P, Bodson et a. c/ Banque européenne d'investissement (BEI) ; Trib. UE, ch. pourvois, 26 févr. 2016, aff. T-240/14 P, Bodson et a. c/ Banque européenne d'investissement (BEI), Europe avril 2016, comm. 123
75 - CJUE, 17 mars 2016, aff. C-161/15, Abdelhafid Bensada Benallal contre Belgique, Europe mai 2016, comm. 153
76 - CJUE, 17 mars 2016, aff. C-613/15, Ibercaja Banca, Europe mai 2016, comm. 173
77 - Trib UE, 26 mai 2016, T-110/15, International Management Group contre Commission, Europe juillet 2016, comm. 224
78 - CJUE, 31 mai 2016, aff. C-117/15, Reha Training, Europe Juillet 2016, comm. 249
79 - CJUE, 7e ch., 7 avril 2016, 13 arrêts, aff. jtes C-210/14 à C-214/14, Tomassi et a., aff. C-433/14, Rosa, aff. C-434/14, Mignone, aff. C-435/14, Barletta, aff. C-436/14, Cazzorla, aff. C-437/14, Seminario, aff. C-462/14, Carlucci, aff. C-467/14, Baldo, aff. C-474/14, Pontillo, aff. C-534/14, Gaiti et a., aff. C-65/15, Santoro, aff. C-504/15, Conti, aff. C-8/16, Tonachella, Europe juin 2016, comm 206
80 - CJUE, 7 avril 2016, c-294/14, ADM Hamburg, Europe juin 2016, comm. 196
81 - CJUE, 14 avril 2016, aff. C-381/14 et C-385/14, Sales Sinues, Europe juin 2016, comm. 210
82 - CJUE, 7 avril 2016, aff. C-5/15 et C-460/14, Büyüktipi, Europe juin 2016, comm. 200
83 - CJUE, 2 juin 2016, aff. C-81/15, Kapnoviomichania Karelia, Europe aout-septembre 2016, comm. 298
84 - CJUE, 8 juin 2016, aff. C-479/14, Hunnebeck, Europe aout-septembre 2016, comm. 281
85 - Trib UE, 8 juin 2016, aff. T-583/15, Monster Energy Company contre EUIPO, Europe aout septembre 2016, comm. 319
86 - CJUE, 9 juin 2016, aff. C-481/14, Hansson, Europe aout-septembre 2016, comm. 305
87 - CJUE, 21 juillet 2016, aff. C-4/15, Argos Supply trading, Europe octobre 2016, comm. 351
88 - Trib. UE, ch. pourvoi, 6 juill. 2016, aff. T-560/15 P, LM c/ Commission, Europe octobre 2016 comm. 337
89 - CJUE, 13 juillet 2016, aff. C-18/15, Brisal et KBC Finance Ireland, Europe Octobre 2016, comm. 344
90 - CJUE, 7 juillet 2016, aff. C-494/15, Tommy Hilfiger Licensing et a., Europe octobre 2016, comm. 350
91 - Trib. UE, ch. des pourvois, 5 juillet 2016, aff. T-26/15 P, Commission c/ Hristov ; Trib. UE, ch. des pourvois, 5 juillet 2016, aff. T-27/15 P, Agence européenne des médicaments c/ Hristov, Europe octobre 2016, comm. 333
92 - CJUE, 7 septembre 2016, aff. C-549/14, Finn Frogne, Europe novembre 2016, comm. 405
93 - CJUE, 8 septembre 2016, aff. C-409/14, Shenker, Europe novembre 2016, comm. 407
94 - CJUE, 15 septembre 2016, aff. C-516/14, Barlis ; aff. C-518/14 Senatex, Europe novembre 2016, comm. 416
95 - CJUE, 15 septembre 2016, aff. C-400/15, Landkreis Postdam Mittelmark, Europe novembre 2016, comm. 440
96 - CJUE, 21 septembre 2016, aff. C-261/15, Demey, Europe novembre 2016, comm. 433
97 - CJUE, 22 septembre 2016, aff. C-113/15, Breitsamer une Ulrich, Europe novembre 2016, comm. 422
98 - CJUE, 13 septembre 2016, aff. C-551/14 P, Artic Paper Mochenwangen contre Commission; aff. C-565/14 P, Romonta contre Commission; C-564/14 P Raffinerie Heide contre Commission, Europe novembre 2016, comm. 388
99 - CJUE, 3è. ch., 5 octobre 2016, aff. C-412/15, TMD, Europe 2016, comm. 486
100 - CJUE, 3è ch., 12 octobre 2016, aff. C-340/15, Nigel et a., Europe décembre 2016, comm. 472
101 - CJUE, 1ère ch., 13 octobre 2016, aff. C-277/15, Servoprax, Europe décembre 2016, comm. 458
102 - CJUE, 4è ch., 20 octobre 2016, aff. C-24/15, Plöck, Europe décembre 2016, comm. 471
103 - CJUE, 3è Ch., 27 octobre 2016, aff. C-220/15, Commission c/ Allemagne, Europe décembre 2016, comm. 4
104 - CJUE, 10è, 5 octobre 2016, aff. C-583/15, Commission contre Portugal et CJUE, 10è. ch., 5 octobre 2016, aff. C-23/16, Commission contre Portugal, Europe décembre 2016, comm. 481

Revue Europe 2015, commentaires mensuels :

105 - Trib. UE, ord., 10 novembre. 2014, aff. T-27/14, République tchèque c/ Commission, Europe janvier 2015, comm. 10
106 - CJUE, 4e ch., 13 novembre 2014, aff. C-443/13, Ute Reindl, Europe janvier 2015, comm. 13
107 - CJUE, 5e ch., 6 novembre 2014, aff. C-108/13, Mac GmbH c/ Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Europe janvier 2015, comm. 16
108 - CJUE, 10e ch., 6 novembre 2014, aff. C-42/13, Cartiera dell'Adda SpA c/ CEM Ambiente SpA, Europe janvier 2015, comm. 18
109 - CJUE, 3e ch., 18 décembre 2014, aff. C-599/13, Somalische Vereniging Amsterdam en Omgeving, Europe février 2015, comm, 51
110 - CJUE, 5e ch., 11 décembre 2014, aff. C-128/13, Cruz & Companhia, Europe, février 2015, comm. 71
111 - CJUE, 4e ch., 18 décembre 2014, aff. C-449/13, CA Consumer Finance, Europe février 2015, comm, 84
112 - CJUE, 5e ch., 11 décembre 2014, aff. C-678/11, Commission c/ Espagne, Europe février 2015, comm, 65
113 - CJUE, 9e ch., 15 janvier 2015, aff. C-537/13, Šiba, Europe mars 2015, comm. 125
114 - CJUE, 2e ch., 15 janvier 2015, aff. C-30/14, Ryanair, Europe Mars 2015, comm. 130
115 - CJUE, 7e ch., 12 février 2015, aff. C-336/13 P, Commission c/ IPK International, Europe avril 2015, comm. 140
116 - Trib. UE, 3 mars 2015, aff. T-251/13 P, Gemeente Nijmegen c/ Commission, Europe mai 2015, comm. 181
117 - CJUE, 4e ch., 5 mars 2015, aff. C-343/13, Modelo Continente Hipermercados, Europe mai 2015, comm. 187
118 - CJUE, 2e ch., 11 mars 2015, aff. C-628/13, Jean-Bernard Lafonta c/ AMF, Europe mai 2015, comm. 186
119 - Trib. UE, ord., 25 mars 2015, aff. T-456/13, Sea Handling c/ Commission, Europe mai 2015, comm. 179
120 - Trib. UE, 21 mai 2015, aff. T-403/13, APRAM c/ Commission, Europe juillet 2015, comm. 259
121 - Trib. UE, 18 mai 2015, aff. T-559/14, Ackermann Saatzucht et a. c/ Parlement et Conseil et Trib. UE, 18 mai 2015, aff. T-560/14, ABZ Aardbein Uit Zaad Holding et a. c/ Parlement et Conseil, Europe juillet 2015, comm. 260
122 - Trib. UE, 12 mai 2015, aff. T-51/14, République tchèque c/ Commission, Europe juillet 2015, comm. 266
123 - Trib. UE, 3 juin 2015, aff. T-658/13 P, BP c/ l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), Europe août-septembre 2015, comm. 294
124 - Trib. UE, ord., 1er juin 2015, aff. T-573/14, Polyelectrolyte Producers Group et SNF c/ Commission, Europe août-septembre 2015, comm. 304
125 - Trib. UE, 3 juin 2015, aff. T-578/13, Luxembourg Pamol (Cyprus) et Luxembourg Industries c/ Commission, Europe août-septembre 2015, comm. 305
126 - CJUE, gde ch., 16 juin 2015, aff. C-593/13 P, Rina Services et a., Europe août-septembre 2015, comm. 313
127 - CJUE, 4e ch., 25 juin 2015, aff. C-18/14, CO Sociedad de Gestión y Participación et a, Europe août-septembre 2015, comm. 318
128 - Trib. UE, 15 juillet 2015, aff. T-457/14 P, Rouffaud c/ SEAE, Europe octobre 2015, comm. 360
129 - CJUE, 10e ch., 14 juillet 2015, aff. C-84/14 P, Forgital Italy c/ Conseil, Europe octobre 2015, comm. 363
130 - CJUE, 1re ch., 16 juillet 2015, aff. C-539/14, Sánchez Morcillo et Abril García, Europe octobre 2015, comm. 392
131 - Trib. UE, 15 juillet 2015, aff. T-337/13, CSF c/ Commission, Europe octobre 2015, comm. 393
132 - Trib. UE, 23 septembre 2015, aff. T-245/11, ClientEarth et International Chemical Secretariat c/ ECHA, Europe novembre 2015, comm. 402
133 - Trib. UE, 18 septembre 2015, aff. T-395/13, Miettinen c/ Conseil, Europe novembre 2015, comm. 409
134 - Trib. UE, 16 septembre 2015, aff. T-619/14, Bionorica c/ Commission, Trib. UE, 16 sept. 2015, aff. T-620/14, Diapharm c/ Commission, Europe novembre 2015, comm. 421
135 - Trib. UE, 15 septembre 2015, aff. T-67/13, Novartis Europharm Ltd c/ Commission, Europe novembre 2015, comm. 436
136 - CJUE, 6e ch., 8 septembre 2015, aff. C-13/15, Cdiscount SA, Europe novembre 2015, comm. 459
137 - CJUE, 7e ch., 3 septembre 2015, aff. C-321/14, Colena, Europe novembre 2015, comm. 460
138 - Trib. UE, 6e ch., 23 septembre 2015, aff. T-261/13 et T-86/14, Pays-Bas, Europe novembre 2015, comm. 463
139 - CJUE, gde ch., 6 octobre 2015, aff. C-203/14, Consorci Sanitari del Maresme, Europe décembre 2015, comm. 480
140 - CJUE, 5e ch., 22 octobre 2015, aff. C-552/13, Grupo Hospitalario Quirón, Europe décembre 2015, comm. 500

141 - Trib. UE, 2e ch., 13 octobre 2015, aff. T-403/12, Intrasoft International c/ Commission, Europe décembre 2015, comm. 502
142 - CJUE, 3e ch., 6 octobre 2015, aff. C-346/13, Base Company, Europe décembre 2015, comm. 503
143 - CJUE, 3e ch., 1er octobre 2015, aff. C-32/14, ERSTE Bank Hungary, Europe décembre 2015, comm. 519
144 - Trib. UE, ord., 2 octobre 2015, aff. T-540/13, Société européenne des chaux et liants c/ ECHA, Europe décembre 2015, comm. 484
145 - CJUE, 2e ch., 15 octobre 2015, aff. C-306/14, Biovet, Europe décembre 2015, comm. 504
146 - Trib. UE, 24 novembre 2015, aff. T-670/13 P, Commission c/ Luigi D'Agostino, Europe janvier 2016, comm. 6

Revue Europe 2014, commentaires mensuels depuis août 2014 :
147 - CJUE, 2e ch., 12 juin 2014, aff. jtes C-39/13, C-40/13, C-41/13, Inspecteur van de Belastingdienst Noord kantoor Groningen, Europe août-septembre 2014, comm, 329
148 - CJUE, 5e ch., 12 juin 2014, aff. C-461/12, Granton Advertising BV, Europe août-septembre 2014, comm. 343
149 - Trib. UE, 12 juin 2014, aff. T-137/09 RENV, Nike International Ltd c/ OHMI et Aurelio Munoz Molina, Europe Août-Septembre, comm, 360
150 - CJUE, 2e ch., 3 juillet 2014, aff. C-524/13, Eycke Braun c/ Land Baden-Württemberg, Europe octobre 2014, comm. 420
151 - CJUE, gde ch., 17 juill. 2014, aff. C-48/13, Nordea Bank Danmark, Europe octobre 2014, comm. 397
152 - CJUE, ord., 6e ch., 17 juillet 2014, aff. C-643/13 P, Melkveebedrijf Overenk BV et a. c/ Commission, Europe octobre 2014, comm. 385
153 - CJUE, 6e ch., 17 juillet 2014, aff. C-272/13, Equoland, Europe octobre 2014, comm, 422
154 - CJUE, 2e ch., 4 septembre 2014, aff. C-532/13, Sofia Zoo, Europe novembre 2014, comm, 499
155 - CJUE, 2e ch., 10 septembre 2014, aff. C-423/13, Vilniaus energija, Europe novembre 2014, comm. 446
156 - CJUE, 9e ch., 18 septembre. 2014, aff. C-549/13, Bundesdruckerei, Europe novembre 2014, comm. 457
157 - CJUE, 7e ch., 11 septembre 2014, aff. C-489/13, Verest et Gerards, Europe novembre 2014, comm. 453
158 - CJUE, 9e ch., 4 septembre 2014, aff. C-452/13, Germanwings, Europe novembre 2014, comm. 462
159 - CJUE, 3e ch., 11 sept. 2014, aff. C-219/13, K, Europe novembre 2014, comm. 473
160 - CJUE, 3e ch., 4 septembre 2014, aff. jtes C-256/13 et C-264/13, Belgacom et Mobistar, Europe novembre 2014, comm. 483
161 - CJUE, 7e ch., 2 octobre 2014, aff. C-254/13, Orgacom, Europe décembre 2014, comm, 530
162 - CJUE, 2e ch., 2 octobre 2014, aff. C-446/13, Fonderie 2A, Europe décembre 2014, comm. 557
163 - Trib. UE, 8 octobre 2014, aff. T-530/12 P, Moises Bermejo Garde c/ Comité économique et social européen ; Trib. UE, 8 octobre 2014, aff. T-529/12 P, Moises Bermejo Garde c/ Comité économique et social européen, Europe décembre 2014, comm, 515
164 - Commentaire de la décision du Tribunal des conflits, 19 décembre 2013, Epoux Panizzon contre Commune de Saint-Palais-sur-Mer, *Annales de droit administratif*, sous la direction du Pr. Xavier Dupré de Boulois, 2015, Paris, Dalloz, p. 203

Julie DUPONT-LASSALLE

Commentaires mensuels à la Revue Europe 2016
165 - Note sous Trib. UE, 10 mai 2016, aff. T-529/13, Izsák et Dabis c/ Commission, comm. 225
166 - Note sous Trib. UE, 19 avr. 2016, aff. T-44/14, Costantini c/ Commission, comm. 184

Commentaires mensuels à la Revue Europe 2014
167 - Note sous CJUE, 5e ch., 14 nov. 2013, aff. C -514/11 P, Liga para a Protecção da Natureza (LPN) et Finlande c/ Commission, comm. 4
168 - Note sous CJUE, 1re ch., 28 nov. 2013, aff. C-576/12 P, Ivan Jurašinović c/ Conseil de l'Union, comm. 5
169 - Note sous Trib. UE, 12 nov. 2013, aff. T-147/12, Wünsche Handelsgesellschaft International c/ Commission, comm. 20
170 - Note sous CJUE, 12 déc. 2013, aff. C-486/12, X, comm. 51
171 - Note sous Trib. UE, 11 déc. 2013, aff. T-116/11, Association médicale européenne c/ Commission, comm. 62
172 - Note sous Trib. UE, 4 déc. 2013, aff. T-107/11 P, Fondation européenne pour la formation c/ Gisela Schuerings et Trib. UE, 4 déc. 2013, aff. T-108/11 P, Fondation européenne pour la formation c/ Gustave Michel, comm. 63

173 - Note sous Trib. UE, 12 déc. 2013, aff. T-171/08, Berliner Institut für Vergleichende Sozialforschung eV c/ Commission, comm. 92
174 - Note sous CJUE, 1re ch., 16 janv. 2014, aff. C-300/12, Ibero Tours GmbH, comm. 130
175 - Note sous CJUE, 1re ch., 16 janv. 2014, aff. C-226/12, Constructora Principado, comm. 132
176 - Note sous CJUE, 3e ch., 27 févr. 2014, Commission c/ EnBW Energie Baden-Württemberg AG, comm. 145
177 - Note sous CJUE, 3e ch., 27 fév. 2014, aff. C-470/12, Pohotovosť s, comm. 182
178 - Note sous CJUE, 4e ch., 13 mars 2014, aff. C-155/13, SICES et a., comm. 209
179 - Note sous CJUE, 8e ch., 13 mars 2014, aff. C-52/13, Posteshop, comm. 209
180 - Note sous CJUE, ord., 6 mars 2014, aff. C-510/12, Bloomsbury NV, comm. 223
181 - Note sous CJUE, 4e ch., 3 avril 2014, aff. C-60/13, Commission c/ Royaume-Uni, comm. 246
182 - Note sous Trib. UE, 6e ch., 3 avril 2014, aff. T-637/11, Euris Consult Ltd c/ Parlement, comm. 259
183 - Note sous CJUE, 4e ch., 3 avril 2014, aff. C-43/13, Kronos Titan et Rhein-Ruhr Beschichtungs-Service, comm. 268
184 - Note sous CJUE, 4e ch., 10 avril 2014, aff. C-609/12, Ehrmann AG, comm. 270
185 - Note sous CJUE, 9e ch., ord., 8 mai 2014, aff. T-329/13, Stefan, comm. 288
186 - Note sous Trib. UE, 18 juin 2014, aff. T-260/11, Espagne c/ Commission, comm. 335
187 - Note sous CJUE, 1re ch., 1er juill. 2014, aff. C-350/12 P, Conseil c/ Sophie in't Veld, comm. 370
188 - Note sous CJUE, 3e ch., 17 juill. 2014, aff. C-141/12 et C-372/12, YS et a., comm. 368
189 - Note sous CJUE, 1re ch., 10 juill. 2014, aff. C-220/13 P, Kalliopi Nikolaou c/ Cour des comptes, comm. 381
190 - Note sous Trib. UE, 3e ch., 9 sept. 2014, aff. T-516/11, Mastercard et a. c/ Commission, comm. 428
191 - Note sous Trib. UE, 8e ch., 25 sept. 2014, aff. T-669/11, Spirlea c/ Commission, et Trib. UE, 8e ch., 25 sept. 2014, aff. T-306/12, Spirlea c/ Commission, comm. 429
192 - Note sous Trib. UE, 3e ch., 2 sept. 2014, aff. T-538/13, Verein Natura Havel et Vierhaus, comm. 430
193 - Note sous Trib. UE, 2e ch., 2 oct. 2014, aff. C-127/13 P, Strack c/ Commission, comm. 509
194 - Note sous Trib. UE, 7 oct. 2014, aff. T-534/11, Schenker AG c/ Commission, comm. 508
195 - Note sous Trib. UE, 16 oct. 2014, aff. T-297/12, Evropaïki Dynamiki c/ Commission, comm. 524

Commentaires mensuels à la Revue Europe 2013

196 - Note sous Trib. UE, 13 déc. 2012, aff. jtes T-197/11 P et T-198/11 P, Commission c/ Strack et Strack c/ Commission et Trib. UE, 13 déc. 2012, aff. T-199/11 P, Strack c/ Commission, comm. 71
197 - Note sous Trib. UE, 13 déc. 2012, aff. T-595/11 P, A. c/ Commission et Trib. UE, ord., 13 déc. 2012, aff. T-641/11 P, Harald Mische c/ Commission, comm. 72
198 - Note sous Trib. UE, 15 janv. 2013, aff. T-392/07, Strack c/ Commission, comm. 111
199 - Note sous Trib. UE, 15 janv. 2013, aff. T-54/11, Royaume d'Espagne c/ Commission, comm. 130
200 - Note sous Trib. UE, 29 janv. 2013, aff. jtes T-339/10 et T-532/10, Cosepuri c/ EFSA, comm. 144
201 - Note sous CJUE, 21 fév. 2013, aff. C-472/11, Banif Plus Bank, comm. 183
202 - Note sous CJUE, 11 avril 2013, aff. C-401/11, Soukupova, comm. 279
203 - Note sous Trib. UE., 19 avril 2013, aff. T-99/09 et T-308/09, Italie c/ Commission, comm. 278
204 - Note sous CJUE, 25 avril 2013, aff. C-64/11, Commission c/ Espagne, comm. 266
205 - Note sous CJUE, 16 mai 2013, aff. C-191/12, Alakor Gabonatermelo es Forgalmazo Kft, comm. 295
206 - Note sous CJUE, 30 mai 2013, aff. C-342/12, Worten, comm. 291
207 - Note sous CJUE, 18 juillet 2013, aff. C-234/12, Sky Italia, comm. 406
208 - Note sous CJUE, 1re ch., 11 juill. 2013, aff. C-545/10, Commission c/ République Tchèque ; CJUE, 1re ch., 11 juill. 2013, aff. C-627/10, Commission c/ Slovénie ; CJUE, 1re ch., 11 juill. 2013, aff. C-412/11, Commission c/ Luxembourg, comm. 408
209 - Note sous Trib. UE, 12 sept. 2013, aff. T-331/11, Leonard Besselink c/ Conseil, comm. 435
210 - Note sous Trib. UE, 13 sept. 2013, aff. T-111/11, ClientEarth c/ Commission, comm. 436
211 - Note sous Trib. UE, 13 sept. 2013, aff. T-214/11, ClientEarth c/ EFSA, comm. 437
212 - Note sous CJUE, 1re ch., 17 oct. 2013, aff. C-280/11 P, Conseil c/ Access Info Europe, comm. 496
213 - Trib. UE, 8 oct. 2013, aff. T-545/11, Stichting Greenpeace Nederland et Pesticide Action Network Europe c/ Commission, comm. 497
214 - Note sous Trib. UE, 15 oct. 2013, aff. T-638/11, European Dynamics Belgium ea Agence européenne des médicaments (EMA), comm. 522

Catherine FRUTEAU

215 « Protection des sources journalistiques : de l'art poétique à l'art législatif », Légipresse Sept. 2013, n° 308, p. 467

Mathieu MAISONNEUVE

216 - « La CEDH et les obligations de localisation des sportifs : le doute profite à la conventionnalité de la lutte contre le dopage », note sous CEDH, 5e sect., 18 janvier 2018, *Fédération nationale des associations et des syndicats sportifs (FNASS) et autres c. France*, req. n° 48151/11 et 77769/13, à *RDLF* 2018 chron. n°09 (www.revuedlf.com) et *Journal d'actualité des droits européens*, n°9 (2018)

217 - « Compte rendu de la 3e Conférence biennale mauricienne sur l'arbitrage international – The Litmus Test : Challenges to Awards and Enforcement of Awars in Africa (Île Maurice, 15-16 décembre 2014) », *Revue de l'arbitrage*, 2015, n° 1

218 - « Compte rendu de la 2e Conférence biennale mauricienne sur l'arbitrage international – *An African Seat for the 21st Century* (Île Maurice, 10-11 déc 2012) », *Revue de l'arbitrage*, 2013, n°1, p. 304

219 - (dir.), « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty, M. Pelier et J. D. Crespo Perez, *Rev. arb.*, 2017, n° 3, pp. 1011-1057

220 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2016, n° 3, p. 901-952

221 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2015, n° 3, pp. 905-950

222 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2014, n° 3, pp. 667-698

223 - (dir.) « Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive », avec S. Besson, F. Latty et M. Peltier, *Rev. arb.*, 2013, n° 3, pp. 789-808

Elise RALSER

224 « Les pesticides ou la peste du nouveau siècle : seulement une question d'étiquette ? », note sous Cour d'appel de Nancy 21 mars 2013, arrêt n°763/13, *Revue juridique de l'environnement*, 4/2013, p. 694

Jean-Baptiste SEUBE

225 Regards comparatistes sur les articles 39 et 40 du Consumer Protection Bill 2013, Les clauses abusives en droit mauricien, Mauritius Business Law Review 2015

c') Autres articles en anglais ou en langue étrangère — 4 chroniques de droit étranger

Jonas KNETSCH

Chronique de droit français, in : *European Tort Law Yearbook*

1 - (avec Z. JACQUEMIN) *European Tort Law Yearbook 2016*, Berlin/Boston : de Gruyter, 2017, pp. 191-213

2 - (avec M. SÉJEAN) *European Tort Law Yearbook 2015*, Berlin/Boston : de Gruyter, 2016, pp. 205-225

3 - (avec M. SÉJEAN) *European Tort Law Yearbook 2014*, Berlin/Boston : de Gruyter, 2015, pp. 195-215

Jonas KNETSCH et Romain OLLARD

4 « The impact of the precautionnary principle on civil and criminal liability : a french perspective on south african law », *The South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2016, Vol. 22.

d) Rapports — 5 rapports

Jonas KNETSCH

1 - Rapports nationaux de droit allemand, in : GRERCA (sous la dir.), *La responsabilité liée aux activités juridiques*, Bruxelles : Bruylant, 2016, pp. 59-64, pp. 165-170 et pp. 217-221

2 - Rapports nationaux de droit allemand, in : GRERCA (sous la dir.), *L'immeuble et la responsabilité civile*, Bruxelles : Bruylant, 2016, pp. 119-125, pp. 307-315 et pp. 417-424

3 - Rapports nationaux de droits allemand et français, in : GRERCA (sous la dir.), *La socialisation de la réparation : fonds d'indemnisation et assurances*, Bruxelles : Bruylant, 2015, pp. 93-99, pp. 111-118, pp. 135-142 et pp. 181-186

4 - Rapports nationaux de droit allemand, in : GRERCA (sous la dir.), *L'indemnisation des victimes d'accidents médicaux en Europe*, Bruxelles : Bruylant, 2015, pp. 17-22, pp. 359-364 et pp. 475-480

Jonas KNETSCH et Romain OLLARD

5 « Le principe de précaution en droit sud-africain. Analyse des responsabilités civile et pénale », in : M. Hautereau-Boutonnet/J.-C. Saint-Pau (sous la dir.), *L'influence du principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, 2016, pp. 1285-1314

2- Ouvrages

Les 20% des productions les plus significatives sont surlignées dans le présent document.

a) Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions 18 ouvrages

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 10 ouvrages

Ronan BERNARD-MENORET

Objectif : profession avocat, éditions Ellipses, Directeur de collection

1 *Devenir avocat*, 2015, auteur

2 *La note de synthèse*, 2015

3 *Le grand oral, les droits et libertés fondamentaux*, 2016, co-auteur

4 - *Les essentiels du droit : La culture générale juridique, Pré-CAPA* 2018, Directeur de la publication & co-auteur

Romain LOIR

5 *Droit de la distribution*, LGDJ, coll. Domat, 2017 (avec N. Dissaux), 710 p.

Pascal PUIG

6 *Contrats spéciaux*, Dalloz, coll. Hypercours, 7e éd. 2017 / 6e éd. 2015 / 5e éd. 2013

Jean-Baptiste SEUBE

7 - *Technique contractuelle*, J.-M. Mousseron, en collaboration avec J. Raynard et P. Mousseron, Francis Lefebvre, 5ème éd., 2017 (719 pages)

8 - *Pratiques contractuelles*, éd. Législatives, 1ère éd. 2016, 2ème éd. 2017, 3ème éd. 2018

9 - *Contrats spéciaux*, en collaboration avec J. Raynard, LexisNexis, 8ème éd. 2015 ; 9ème éd., 2017 (530 pages)

10 - *Droit des sûretés*, Dalloz, Coll. Cours, 7ème éd. 2014, 8ème éd. 2016, 9ème éd. 2018 (250 pages)

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 4 ouvrages

Elise RALSER

1 *Le droit de la nationalité et des étrangers en schémas*, éd. Ellipses, coll. Le droit en schémas, janvier 2018

Jean-Baptiste SEUBE

2 - *Droit des biens*, Litec, Coll. Objectif droit, 6ème éd. 2014, 7ème éd. 2017 (170 pages)

3 - *Street-art et droit des biens* in Droit et street-art, ouvrage collectif sous la direction de G. Goffeaux, D. Guével et J.-B. Seube, Lextenso, 2017

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

4 *Comment devenir notaire ?* (avec J.-Y. Camoz, Directeur du CNEPN, Notaire), Defrenois, 2014, 332 p.

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 2 ouvrages

Jean-Baptiste SEUBE

1 - *La théorie générale des obligations en droit malgache. Tome 1. L'acte juridique,* en collaboration avec Ramarolanto Ratiaray, Préf. Ph. Delebecque, 2013, Jurid'ika et coopération franco-malgache (308 pages).

2 - *La théorie générale des obligations en droit malgache, Tome 2, Les faits juridique, le régime de l'obligation,* avec Ramarolanto-Ratiaray, Préf. A. Raharinarivonirina et Avant-Propos Ch. Cadoux, 2014, Jurid'ika et coopération franco-malgache (302 pages)

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 2 ouvrages

Olivier DUPÉRÉ

1 *Les sources juridiques de la départementalisation ultra-marine*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, collection « Kultura », 2017, 222 p.

Jonas KNETSCH

2 (avec M. FROMONT) *Droit privé allemand*, Issy-les-Moulineaux : Lextenso, coll. Précis Domat privé, 2017, 464 p.

a') Monographies et ouvrages scientifiques, éditions critiques, traductions en anglais ou en langue étrangère

(sans objet)

b) Direction et coordination d'ouvrages / édition scientifique (qui ne soient pas des actes de colloque)
6 directions coordinations d'ouvrages

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 1 direction

Jean-Baptiste SEUBE (dir.)

1 Pratiques contractuelles, ce que change la réforme du droit des obligations, Editions législatives, 2016, 1ère éd. 2016 / 2ème éd. 2017 / 3ème éd. en cours, dir. J.-B. Seube (364 pages)

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 1 direction

Anne-Françoise ZATTARA-GROS (dir.)

1 *Bioéthique et genre,* dir. A.-F. Zattara-Gros, LGDJ, 2014, 300 p.

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 1 direction

Hélène PONGÉRARD-PAYET

1 *L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mers. Vers un renforcement du soutien européen ?,* préface de L. Grard, Paris, L'Harmattan, Collection GRALE, 330 p., *à paraître 2018*

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 3 directions

Mathieu MAISONNEUVE

1- *Droit et olympisme*, préface de G. Canivet, PUAM, coll. Droit du sport, 2015, 204 p.
2- *Droit(s) du football*, Lextenso-L'Epitoge, avec M. Touzeil-Divina, coll. Unité du droit, 2014, 190 p.

Anne-Sophie TABAU

3 *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? L'expérience de l'île de La Réunion*, Confluence des droits, Coll ? électronqiue en archive ouverte de l'UMR DICE, Vol. 4, 2018, 268p.

b') Direction et coordination d'ouvrages / édition scientifique traductions en anglais ou en langue étrangère

(sans objet)

c) Chapitres d'ouvrage **73 chapitres**

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 15 chapitres

Ronan BERNARD-MENORET

- *in Le grand oral, les droits et libertés fondamentaux*, éditions Ellipses, 2016
  - 1 Chapitre « Les modalités de l'épreuve et sa méthode » (6 pages)
  - 2 Chapitre « La liberté d'association » (11 pages)
  - 3 Chapitre « La liberté du travail et les droits sociaux » (20 pages)
  - 4 Chapitre « Le procès équitable » (20 pages)
- *in Les essentiels du droit : La culture générale juridique, Pré-CAPA,* éditions Ellipses, 2018
  - 5 Chapitre « Des institutions à connaître » (5 pages)
  - 6 Chapitre « Les obligations » (25 pages)
  - 7 Chapitre « La procédure civile » (12 pages)

8 - « Les issues négociées aux conflits sociaux », in *Manuel interdisciplinaire des modes amiables de résolution des conflits*, éditions Larcier, avril 2015 (25 pages)

Romain LOIR

9 « L'inexécution du contrat dans les contes de fées », *in Analyse juridique des contes de fées*, ouv. collectif (dir. M. Ranouil et N. Dissaux), Dalloz, 2018

Pascal PUIG

10 « Définitions relatives au droit des contrats spéciaux, des assurances et des transports », *in Dictionnaire du vocabulaire juridique*, ss. la dir. de R. Cabrillac, Litec, 8e éd. 2017

Jean-Baptiste SEUBE

11 - *Le dictionnaire du contrat*, LGDJ, à paraître en 2018, ouvrage collectif sous la direction de D. Mazeaud, R. Boffa et N. Blanc.

12 - « La promesse unilatérale et Propositions de clauses sur les promesses, les pactes de préférence, le devoir d'information, l'action interrogatoire », co-écrits avec D. Savouré, *in La réforme du droit des contrats, un an de pratique notariale*, dir. M. Grimaldi et Ch. Vernières, Defrénois, 2017, p. 15 et s.

13 - « La Convention sur la Vente Internationale des Marchandises dans l'Océan Indien », *in Developing intra-regional exchanges*, dir. S. Dijoux, Peter Lang, 2017, p. 193 et s.

14 - « Le notariat dans l'océan Indien », *in L'avenir du notariat*, dir. M. Mekki, Lexis-Nexis, 2016, p. 331 et s.

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

15 Chapitre : le droit commercial, *in Culture générale juridique*, coord. R. Bernard-Ménoret, Ellipses, Coll. Les essentiels du droit, avr. 2018, 288 p. (, pp. 182-189), *à paraître*

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 26 chapitres

Eléonore CADOU

1 - « Vie familiale et droits fondamentaux », in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016, p. 97 s.

2 - « Les droits de l'enfant », in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses 2016, p. 120 s.

3 - « La liberté d'expression », in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses 2016, p. 308 s.

Olivier DUPÉRÉ

4 - « Le droit à la santé » *in* Ronan BERNARD-MENORET, *Le grand oral – Les droits et libertés fondamentaux*, Paris, Ellipses, collection « Objectif : devenir avocat », 2016, 548 pp., pp. 403-423

5 - « Le droit au logement » *in* Ronan BERNARD-MENORET, *Le grand oral – Les droits et libertés fondamentaux*, Paris, Ellipses, collection « Objectif : devenir avocat », 2016, 548 pp., pp. 424-455
6 - « Le droit à un environnement sain » *in* Ronan BERNARD-MENORET, *Le grand oral – Les droits et libertés fondamentaux*, Paris, Ellipses, collection « Objectif : devenir avocat », 2016, 548 pp., pp. 456-484

Céline KUHN

7 - « La Note de Synthèse », collection Objectif : devenir avocat, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2015.
8 - « Culture générale juridique », collection Les essentiels du Droit, Crfpa/Précapa, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2018, rédaction de quatre chapitres : 1) Le droit des personnes, 2) Le droit de la famille, 3) Le droit des biens, 4) Le droit patrimonial de la famille
9 - « Le droit à la vie », *in Les Droits et Libertés fondamentaux,* collection Objectif : devenir avocat, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2016, pp. 37-58
10 - « Le corps humain (inviolabilité et indisponibilité) », *in Les Droits et Libertés fondamentaux,* collection Objectif : devenir avocat, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2016, pp. 59-76
11 - « La dignité humaine », *in Les Droits et Libertés fondamentaux,* collection Objectif : devenir avocat, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2016, pp. 77-95
12 - « La liberté de créer », *in Les Droits et Libertés fondamentaux,* collection Objectif : devenir avocat, sous la direction de R. Bernard-Ménoret, Ellipses, 2016, pp. 330-349

Catherine FRUTEAU

13 - « La vie privée », *Droits et libertés fondamentaux*, Le Grand Oral, Ellipses, coll. Objectif : Devenir Avocat, 1ère éd., Avril 2016, p. 145
14 - « Internet », *Droits et libertés fondamentaux*, Le Grand Oral, Ellipses, coll. Objectif : Devenir Avocat, 1ère éd., Avril 2016, p. 175

Romain OLLARD

15 - « Droit pénal », *in Cuulture générale*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2017
16 - « Procédure pénale », *in Culture générale*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2017
17 - « Aspects de droit pénal » *in Droits et libertés fondamentaux,* dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016
18 - « Aspects de procédure pénale » *in Droits et libertés fondamentaux,* dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016
19 - « Le droit à la sûreté », *in Droits et libertés fondamentaux,* dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016

Elise RALSER

20 « Nationalité et droits fondamentaux », in *Le Grand Oral. Objectif : profession avocat*, sous la dir. R. Bernard-Menoret, éd. Ellipses, 2016, p. 209

Jean-Baptiste SEUBE

21 - *Présentation du Livre du Code civil relatif aux biens et aux différentes manières dont on acquiert la propriété*, Traduction C. civil, dir. M. Séjean, Lexis-Nexis, 2018.
22 - Street-art et droit des biens, *in Droit et street-art,* ouvrage collectif sous la direction de G. Goffeaux, D. Guével et J.-B. Seube, Lextenso, 2017
23 - *La propriété* in Précis de culture juridique, ouvrage collectif sous la direction de Th. Revet et François-Xavier Lucas, LGDJ, 2017
24 - *Les biens*, in *Droit public-droit privé de l'environnement : unité dans la diversité*, dir. M. Mekki et E. Naim-Gesbert, LGDJ 2017, p. 173 et s.
25 - *La distinction entre les choses et les personnes*, in *Les notions fondamentales de droit privé à l'épreuve des questions environnementales*, dir. M. Mekki, Bruylant, 2017, p. 93 et s.

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

26 « Contrats et droit de l'entreprise : les formes sociétaires », in *Notaire,* dir. S. Ferre-André, J.-Y. Camoz, Dalloz Sirey, 2016, 702 p. (chapitre III : pp. 375-419)

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 3 chapitres

François CAFARELLI

1 Chronique « La fonction publique territoriale » *in Droit et Gestion des Collectivités Territoriales – Les territoires de l'Etat*, Le Moniteur, 2017, p. 555

Delphine CONNES

2 Le droit du travail dans les "vieilles" colonies (Antilles, Guyane, La Réunion) au XIXe , co-écrit avec Philippe Auvergnon , chapitre de l'ouvrage Le droit du travail dans les colonies, *à paraître en 2018*

Hélène PONGÉRARD-PAYET

3 « Outre-mer (Union européenne) », Entrée *in* P. Mbongo, F. Hervouët et C. Santulli (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'État*, Paris, Berger-Levrault, 2014, pp. 693-696

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 29 chapitres

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 - « Droit constitutionnel », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 70-76

2 - « Droit international public », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 77-85

3 - « Droit de l'Union européenne », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 86-92

4 - « Contentieux administratif », sous la dir. de Ronan Bernard-Menoret, *Culture générale juridique,* Les essentiels du droit, Ellipses, 2018, pp. 273-281

Didier BLANC

5 - « La simplification législative du droit de l'Union européenne », in D. Bert, M. Chagny et A. Constantin (dir.), *La simplification du droit. Recherches à la confluence de la légistique et de la pratique*, Paris, Institut Universitaire Varenne, 2015, pp. 79-101

6 - « Les agences Europol et Eurojust et la lutte contre le terrorisme, in E. Saulnier-Cassia (dir.), *La lutte contre le terrorisme dans la jurisprudence et les normes de l'Union européenne*, Paris, LGDJ, 2014, pp. 103-125

7 - in *Les Grands arrêts du droit de l'Union européenne*, C. Boutayeb (dir.), Paris, LGDJ, 2014 : - 22 juin 2010, *Melki et Abdeli*, aff. jtes C-188/10 et C-189/10 ; 10 mars 2009, *Hartlauer*, aff. C-169/07 ; 17 décembre 1998, *Baustahlgewebe GmbH*, aff. C-185/95 P ; 14 décembre 1995, *Peterbroeck*, aff. C-312/93 ; 24 avril 1980, *René Chatain*, aff. 65/79 ; 29 novembre 1978, *Pigs Marketing Board*, aff. 83/78 ; 4 avril 1974, *Commission/France*, aff. 167/73 ; 14 juillet 1972, *ICI*, aff. 48/69 ; 14 décembre 1971, *Politi*, aff. 43-71 ; 31 mars 1971, *AETR*, aff. 22/70 ; 25 juin 1970, *Commission/France*, aff. 26/69 ; 3 février 1969, *Walt Wilhelm*, aff. 14/68 ; 9 décembre 1968, *Salgoil*, aff. 13/68 ; 4 décembre 1962, *Confédération nationale des producteurs de fruits et légumes*, aff. jtes 16/62 et 17/62 ; 12 juillet 1957, *Algera*, aff. jtes 7/56, 3/57 à 7/57 ; 29 novembre 1956, *Fédéchar*, aff. 9/55

8 - « Les procédures du recours en manquement, le traité, le juge et le gardien : entre unité et diversité en vue d'un renforcement de l'Union de droit », in S. Mahieu, (dir.), *Contentieux du droit de l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2014, pp. 425-457

Delphine CONNES

9 - « Jalons historiques et fiches de cultures générales dans Culture générale juridique (Les essentiels du droit pour les préCAPA- Grand Oral), à paraître le 10 avril 2018

10 - « Les GECT outils de coopération ultramarine ou Tartuffe des outre-mer ? » *in l'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mer Aspects institutionnels, juridiques et financiers, L'Harmattan*, publication prévue courant 2018

11 - « Introduction historique aux droits et libertés fondamentaux » in *Le grand oral. Les droits et libertés fondamentaux.* Objectif : Devenir Avocat, Paris, 2016

Patricia DUCRET

12 Collaboration au « Dictionnaire historique des juristes français », (P.U.F), 2007 ; 2016 ; sept notices biographiques sur les romanistes du XIXe siècle : Cuq, Caurroy de la Croix (du), Gide, Girard, Giraud, May et Pellat pour le compte de l'UMR 5605 CNRS/Université de Bourgogne

Julie DUPONT-LASSALLE

***Les grands arrêts du droit de l'Union européenne*, ouvrage collectif sous la direction scientifique de C. Boutayeb, 2014. Commentaires suivants :**

13 - CJCE, 30 juin 1966, *Veuve G. Vaassen-Göbbels c/ direction du Beambtenfonds voor het Mijnbedrijf*, aff. 61/65, p. 87-94

14 - CJCE, 2 décembre 1971, *Aktien-Zuckerfabrik Schöppenstedt c/ Conseil des Communautés européennes*, aff. 5/71, p. 198-205

15 - CJCE, 16 décembre 1976, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG contre Landwirtschaftskammer für das Saarland*, aff. 33/76 et CJCE, 16 décembre 1976, *Comet BV contre Produktschap voor Siergewassen*, aff. 45/76, p. 309-316

16 - CJCE, 15 juin 1978, *Gabrielle Defrenne c/ Société anonyme belge de navigation aérienne Sabena*, aff. 149/77, p. 360-367

17 - CJCE, 6 octobre 1982, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/Ministère de la Santé*, aff. 283/81, p. 394-401

18 - CJCE, 22 octobre 1987, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost*, aff. 314/85, p. 462-468

19 - CJCE, 19 juin 1990, *The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd e.a.*, aff. C-213/89., p. 512-519

20 - CJCE, 21 février 1991, *Zuckerfabrick Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest c/ Hauptzollamt Paderborn*, aff. jtes C-143/88 et C-92/89, p. 521-525

21 - CJCE, 19 novembre 1991, *Andrea Francovich et Danila Bonifaci et autres contre République italienne*, aff. jtes C-6/90 et C-9/90, p. 546-553

22 - CJCE, 4 février 1994, *M. A. Roks, épouse De Weerd et autres c/ Bestuur van de Bedrijfsvereniging voor de Gezondheid, Geestelijke en Maatschappelijke Belangen et autres*, aff. C-343/92, p. 591-598

23 - CJCE, 9 novembre 1995, *Atlanta Fruchthandelsgesellschaft mbH e.a. c/ Bundesamt für Ernährung und Forstwirtschaft*, aff. C-465/93, p. 609-614

24 - CJCE, 5 mars 1996, *Brasserie du Pêcheur SA c/ Bundesrepublik Deutschland et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd e.a.*, aff. jtes C-46/93 et C-48/93, p. 629-636

Mathieu MAISONNEUVE

25 - « L'autonomie des ordres juridiques sportifs transnationaux. Le sport au cœur des rapports de systèmes », *in* B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives*, LGDJ, 2016, p. 1227

26 - « Droit du sport », *in* M. Touzeil-Divina (dir.), *Initiation au droit. Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, LGDJ, 2011, p. 214 (mis à jour pour la 2e éd., 2014)

Elise RALSER

27 - « Le droit comparé », in *Culture générale juridique*, sous la dir. R. Bernard-Menoret, éd. Ellipses, coll. Les essentiels du droit, 2018, p. 63

28 - « Le droit international privé », in *Culture générale juridique*, sous la dir. R. Bernard-Menoret, éd. Ellipses, coll. Les essentiels du droit, 2018, p. 201

Jean-Baptiste SEUBE

29 *Les Grands arrêts du droit de l'environnement*, ouvrage collectif sous la direction de E. Naim-Gesbert et Ph. Billet, Dalloz, 2017

c') Chapitres d'ouvrage en anglais ou en langue étrangère — 3 chapitres

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires — 1 chapitre

Jean-Baptiste SEUBE

1 « The influence of constitutional law on French Contract law », *in The Constitutional Dimension of Contract Law*, sous la direction Luca Siliquini-Cinelli et Andrew Hutchison, Springer, 2017

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 2 chapitres

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 « Federative Tools : A New Perspective for Secession », *in* Alberto Lopez Besaguren y Leire Escajedo, *Ways of Federalism – Claims for Secession and Federalism,* Springer, 2018

Mathieu MAISONNEUVE

2 « Oberlandesgericht München*, Claudia Pechstein v/ International Skating Union (ISU)*, 15 janvier 2015, *Az. U 1110/14 Kart* », *in* A. Duval and A. Rigozzi (eds.), *Yearbook of International Sports Arbitration 2015*, TMC Asser Press, 2016, p. 335

d) Thèses publiées / éditées 2 thèses

Fahranaz Bsk JETHA

1 *Une nécessaire harmonisation internationale de la lutte anti-blanchiment*, Connaissances et Savoirs, 2016, co-dir. Pr. H LECUYER et C. POMART, soutenance 2013

Jonas KNETSCH

2 *Le droit de la responsabilité et les fonds d'indemnisation – Analyse en droits français et allemand,* th. Paris 2, Paris : L.G.D.J., coll. Bibliothèque de droit privé, 2013, 648 p.

3- Colloques / congrès, séminaires de recherche

Les 20% des productions les plus significatives sont surlignées dans le présent document.

a) Éditions d'actes de colloques / congrès 15 produits

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 2 produits

Céline KUHN et Anne-Françoise ZATTARA-GROS (dir.)

1 Actes du colloque *Patrimoines et Religions*, LPA 31 mars 2017, n°65

Cathy POMART (dir.)

2 Coordination de la publication des actes de la Journée d'études « Sécurité sanitaire et risques médicamenteux », 26 juin 2017, Université de La Réunion, *à paraître à la RJOI en sept. 2018*

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 8 produits

Didier BLANC et François CAFARELLI (dir.)

1 *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, Aix-Marseille, PUAM, coll. Droit d'outre-mer, 2018, 260 p.

Didier BLANC et Julie DUPONT-LASSALLE (dir.)

2 *L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle ?*,13-14 avril 2017, Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion, Paris, Actes publiés à la Revue du droit de l'Union européenne, Collection les Actes de la Revue du Droit de l'Union Européenne, 2018, 328 p.

Jacques COLOM (dir.)

3 - *L'inde et le codéveloppement dans l'océan Indien*, PUAM, 2016, 166 pp.

4 - *Le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'océan Indien*, PUAM, 2013, 186 p.

Olivier DESAULNAY et Mathieu MAISONNEUVE (dir.)

5 *Unité de la République et diversité culturelle*, PUAM, coll. droit d'Outre-mer, 2016, 132 p.

Julie DUPONT-LASSALLE, François HERMET, Elise RALSER (dir.)

6 *Cinq ans de départementalisation à Mayotte : enjeux juridiques et économiques*, actes du colloque organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI), le Centre de recherche juridique (CRJ), le Centre d'économie et de management de l'Océan Indien (CEMOI), le 27 octobre 2016, à l'Université de La Réunion, éd. L'Harmattan *(à paraître)*

Jonas KNETSCH et Elise RALSER (dir.)

7 *La nationalité française dans l'océan Indien*, actes du colloque organisé le 9 novembre 2015 par l'université de La Réunion et la cour d'appel de Saint-Denis, éd. Société de législation comparée, 2017, 282 p.

Elise RALSER (dir.)

8 *Dire l'océan Indien*, membre du comité éditorial du colloque organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI) à l'Université de La Réunion, (dir.) Y. Combeau, Th. Gaillat, Y. Rolland, Epica éditions, 2017

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 5 produits

Didier BLANC (dir.)

1 Age(s) et droit(s), Paris, Institut universitaire Varenne, Colloques & Essais, 2016, 252 p.

Olivier DUPÉRÉ (dir.)

2 *Constitution et droit international – Regards croisés sur un siècle de pensée juridique française*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, collection « Colloques et Essais », 2016, 383 p.

Olivier DUPÉRÉ et Loïc PEYEN (dir.)

3 *L'intégration du droit de l'environnement dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, collection « Droit(s) de l'environnement », 2017, 218 p.

Julie DUPONT-LASSALLE (dir.)

4 *Colloque Les cinquante ans de l'arrêt Costa c/ Enel*, 19 novembre 2015, Tribunal administratif de La Réunion. Actes publiés à la Revue du droit de l'Union européenne, n° 1 et 2, 2017

Cathy POMART (dir.)

5 Coordination de la publication des actes du Colloque interdisciplinaire et international - Regards croisés sur les addictions, 16-17 nov. 2017, Université de La Réunion / FRAR / PEIDD – SAOME, *à paraître à la RJOI sept. 2018*

b) Articles publiés dans des actes de colloques / congrès 117 articles

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 13 articles

Eléonore CADOU

1 « Le système de régulation de la distribution de la presse », *in La loi Bichet sur la distribution de la presse, 70 ans après*, dir. C. Broyelle, éditions Panthéon-Assas, 2018

Romain LOIR

2 « Le nouvel Acte Uniforme sur le droit commercial général », colloque sur « Droit OHADA et droit des affaires malagasy », 28 et 29 novembre 2011, Chambre de commerce de Tananarive. Texte de l'intervention publié : « Droit OHADA et droit des affaires malagasy » MCI, 2013, p.43

Pascal PUIG

3 « QPC et droit privé de l'environnement », in Droit public et droit privé de l'environnement : unité dans la diversité ?, actes du colloque organisé le 12 juin 2015, ss. la dir. M. Mekki et E. Naim-Gesbert, IRDA et CERAP, LGDJ, coll. Grands colloques, 2016, p. 131-146

Jean-Baptiste SEUBE

4 - « La réforme du contrat de location », Colloque « Pour une réforme des contrats spéciaux » organisé par l'Association Capitant, Grenoble, 17 novembre 2017 *(à paraître)*

5 - « Baux d'habitation », 1ères journées du droit immobilier, Colloque organisé par la 3ème Chambre civile et Defrénois, Cour de cassation, 12 mai 2017, Paris (publié in Defrénois 2017, n°31-33, p. 35)

6 - « Les restitutions », Colloque sur « le juge, auteur et acteur de la réforme du droit des contrats », sous la présidence de A. Lacabarats, Grand'chambre de la Cour de cassation, 15 avril 2016 (publié in RDC 2016, p. 411)

7 - « Les clauses relatives à la religion dans les contrats de droit privé », Colloque sur le centenaire de la loi de 1905, Faculté de droit et d'économie de La Réunion, 5 avril 2016 (publié aux Petites Affiches, 31 mars 2017)

8 - « La CVIM comme droit harmonisé de la vente internationale : mythe ou réalité ? », Colloque « Developing Intra-regional Exchanges through the Abolition of Commercial and Tariff Barriers : Myth or Reality », organisé par Université de Maurice, l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, l'Université Franco-Allemenade, l'Université de Potsdam et l'Université de La Réunion, Réduit, Maurice, le 21 octobre 2015 (Publié in Developing Intra-regional exchanges through the abolition of commercial tariff barriers, Myth or reality ?, dir. S. Rohlfing-Dijoux, « Cultures juridiques et politiques », Peter Lang, 2017, p. 193 et s.

9 - « La distinction des préjudices contractuel et délictuel », Journées franco-japonaises de l'Association Capitant, *Le préjudice entre tradition et modernité*, Paris, 10 et 11 septembre 2013 (publié in Le Préjudice entre tradition et modernité, Bruylant 2013)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

10 - La RSE et le droit de l'environnement (répondant au Pr G. Goffeaux), in Colloque « Droit privé de l'environnement » (dir. J.B. seube), Université de La réunion, 20 fév. 2018, *à paraître*

11 - La capacité des sociétés après la réforme des obligations : enjeux théoriques et pratiques (avec N. Dupouy), in « Journées notariales du patrimoine », Université de Paris-Dauphine, 2-3 oct. 2017, JCP N, déc. 2017, 1328, pp. 73-77

12 - Le notaire et les cessions de droits sociaux et de comptes courants d'associés (avec N. Dupouy), in « Journées notariales du patrimoine », Université de Paris-Dauphine, 5-6 oct. 2015, JCP N, déc. 2015, 1231, pp. 64-72

13 - Le notaire et le chef d'entreprise en difficultés, in « Journées notariales du patrimoine », Université de Paris-Dauphine, 22-23 sept. 2014, JCP N, 7 nov. 2014, 1335, pp. 101-107

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 35 articles

Eléonore CADOU

1 « Les spécificités de l'adoption internationale dans la zone Océan Indien », *Revue juridique de l'océan indien (R.J.O.I.)* n° 18, 2014, p. 179 s.

François CAFARELLI

2 - « La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement : un pas de plus vers une société inclusive », *in Âge(s) et Droit(s) - De la minorité à la vieillesse au miroir du droit*, D. Blanc (dir.), Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2016

3 - « Edifices de culte et finances », *in Patrimoine et Religion*, LexisNexis 2016

Safia CAZET

4 « La scolarisation des enfants handicapés, bilan de la mise en œuvre de la loi du 10 février 2005 », Colloque à l'occasion des 10 ans de la loi du 10 février 2005, 12 mars 2015, RDLF 2016, chron. n°23

Olivier DESAULNAY

5 - « Juger l'implication de l'Etat dans les scandales sanitaires », *in* colloque *Sécurité sanitaire et risques médicamenteux* (dir. Cathy Pomart) du 26 juin 2017, *RJOI* 2018, à paraître

6 - « Vers la rédemption de la laïcité », *in* colloque *Patrimoines et religions* du 5 avril 2016 (dir. Anne-Françoise Zatarra-Gros et Céline Kuhn), *Petites Affiches* 2017, n°65, pp. 72-78

Céline KUHN

7 - « Addictions et Droit : l'aliénation de la personne », *in Addictions, regards croisés*, Université de La Réunion, RJOI numéro spécial, Droit de la Santé, septembre 2018 (à paraître)

8 - « Le risque médicamenteux : une violence médicale », *in Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, Université de La Réunion, RJOI numéro spécial, septembre 2018 (à paraître)
9 - « L'influence de la volonté individuelle sur les qualifications en régime de communauté légale », Actes des Journées notariales du patrimoine, Université Dauphine Paris 9, JCP N 2017. 132
10 - « La Gestation Pour Autrui : chronique d'une violence familiale annoncée », *in Expériences et représentations de la maternité : comprendre pour prévenir les violences intrafamilales*, Université de La Réunion, Alizés, juin 2017, n°41, pp. 25-39
11 - « La loi du 9 décembre 1905 et les objets mobiliers contenus dans les édifices cultuels », *in Patrimoines et Religions*, Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion, LPA 31 mars 2017, n°65, p. 33
12 – « Dire le Droit à Mayotte », *in Dire l'océan Indien*, Editions Epica, 2017, vol. 2, pp. 369-379
13 - « Volonté individuelle et droits réels : la tentation du *sui generis* », Actes des Journées notariales du patrimoine, Université Dauphine, Paris 9, JCP N. 2014. n°45-46
14 - « Le droit de refuser sa maternité », Actes du colloque *Maternité et Parentalité à La Réunion et dans l'Océan indien – Regards croisés*, Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion, RJOI, n°18, 2014, pp.133-144
15 - « L'objet du consentement du patient », *in Droits des patients, Regards croisés*, Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion, RJOI, n°16, 2013, pp. 31-39.
16 - avec S. Guillaud-Bataille, « Libéralités et prévisions patrimoniales », Actes des Journées notariales du patrimoine, Université Dauphine Paris 9, JCP N 2016, 1325
17 - avec S. Guillaud-Bataille, « Liberté et modalités de calcul en droit patrimonial de la famille », Actes des Journées notariales du patrimoine, Université Dauphine Paris 9, JCP N 2015, n°49, pp. 46-52

Clément MARGAINE

18 - « Le sens de la peine du point de vue des professionnels de l'exécution des peines », intervention lors des 1ères journées agenaises du droit du 31 mars 2017 intitulées « Les sens de la peine », actes à paraître aux éditions PULIM courant 2018
19- « Peines perpétuelles et réinsertion des détenus dans la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme », à paraître aux éditions Varennes, mars 2017 (version en ligne d'ores et déjà accessible sur le site de la Revue des droits de l'homme au sein de la rubrique « conférences et actes de colloque »)

Romain OLLARD

20 « Droit pénal et sécurité sanitaire : une responsabilité pénale introuvable ? », Actes de la Journée d'étude *Sécurité sanitaire et risque médicamenteux*, Dir. Cathy Pomart, Université de La Réunion, 26 juin 2017 RJOI 2017, à paraître

Cathy POMART

21 - « Rapport conclusif », *in Sécurité sanitaire et risques médicamenteux, Journée d'études CRJ, 26 juin 2017, in Revue juridique de l'océan Indien, numéro spécial à paraître en sept. 2018*
22 - « Propos introductifs », *in L'accès à la maternité et à la parentalité à la Réunion et dans l'Océan Indien*, Colloque Université de La Réunion, nov. 2012, *in Revue juridique de l'océan Indien N°18, 2014,* pp. 128-132
23 - « Détournement d'institutions », *in L'accès à la maternité et à la parentalité à La Réunion et dans l'Océan Indien*, Colloque Université de la Réunion, nov. 2012, *in Revue juridique de l'océan Indien N°18, 2014,* pp. 195-206

Jean-Baptiste SEUBE

24 - « *Le droit de propriété et l'environnement* », Colloque « droit privé de l'environnement », organisé par la M2 droit des affaires, l'IRDA et le CRJ, Faculté de droit et d'économie de La Réunion, 20 février 2018 (à paraître)
25 - « *Droit des biens et street art* », Colloque « Droit des biens et street-art », organisé par l'IRDA, le CRJ et la BNF, 14 octobre 2016, Bibliothèque Nationale de France, Paris (publié in droit et sreet-art, Lextenso en 2017)
26 - « *Droit privé des biens et environnement* », colloque Droit privé et droit public de l'environnement : unité et diversité, organisé par l'IRDA et le CERAP, Sénat, Paris, 10 juin 2015 (publié in Droit public et droit privé de l'environnement : l'unité dans la diversité, LGDJ, 2016)
27 - « *La distinction entre les personnes et les choses à l'aune du droit de l'environnement* », Colloque sur les Notions fondamentales du droit privé à l'épreuve des questions environnementales organisé par l'IRDA et la Cour de cassation, sous la présidence de G. Martin, Cour de cassation, 22 mai 2015 (publié in Les notions fondamentales du droit privé à l'épreuve des questions environnementales, Bruylant, 2016)

28 - « *La distinction des préjudices contractuel et délictuel* », Journées franco-japonaises de l'Association Capitant, Le préjudice entre tradition et modernité, Paris, 10 et 11 septembre 2013 (publié in Le Préjudice entre tradition et modernité, Bruylant 2013)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

29 - *Le Conseil constitutionnel et le droit de propriété, in* Colloque trinational (France/Allemagne/Ile Maurice) « Le développement constitutionnel de Maurice en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance mauricienne », Université de Maurice, 14-16 mars 2018, PUAM, à paraître

30 - *La loi de séparation des Eglises et de l'Etat : état des lieux de la laïcité patrimoniale (1905-2015), in* Colloque « Patrimoines et religions », Université de La Réunion, 5 avr. 2016, Les petites affiches, 31 mars 2017, pp. 6-8

31 - *Les clauses testamentaires « religion compatible », in* Colloque « Patrimoines et religions », Université de La Réunion, 5 avr. 2016, Les petites affiches, 31 mars 2017, pp. 57-66

32 - *Ordonnance n° 2015-1288 du 15 octobre 2015 et droit des sociétés* (avec N. Dupouy), *in* « Journées notariales du patrimoine », Université de Paris-Dauphine, 3-4 oct. 2016, JCP N, déc. 2016, 1332, pp. 76-81

33 - *Appréciation de la classification des actes en droit des sociétés, in* Colloque « Gestion de patrimoine et personnes vulnérables, Apports et lacunes du décret de 2008 », Université Paris-Dauphine, 30 juin 2015, Dr et patr., nov. 2016, pp. 55-60

34 - *Maternité et violences intrafamiliales : des chiffres et des textes, in* Colloque « Expériences et représentations de la maternité : comprendre pour prévenir les violences intrafamiliales », Université de La Réunion, 12-13 nov. 2014, Alizés, 2017, pp. 15-23

35 - *Appréciation de la classification des actes en droit des sociétés, in* Colloque « Gestion de patrimoine et personnes vulnérables, Apports et lacunes du décret de 2008 », Université Paris-Dauphine, 30 juin 2015, Dr et patr., nov. 2016, pp. 55-60

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 30 articles

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 - « Le modèle européen de démocratie libérale dans l'océan Indien », Colloque international, *L'Union européenne, un modèle de puissance, une puissance modèle dans l'océan indien ?,* 13 et 14 avril 2017, sous la direction du Dr Julie Dupont-Lasalle et du Professeur Didier Blanc, Faculté de droit et d'économie, Université de la Réunion, publié à la *Revue du droit de l'Union* (à paraître)

2 - « Questions politiques et Cour de justice de l'Union », *Premier atelier de droit constitutionnel européen*, sous la direction du Professeur H. Gaudin, IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole, 22 et 23 septembre 2016, actes publiés aux éditions Mare&Martin (à paraître)

Didier BLANC

3 - « L'Union européenne et ses outre-mer : quand l'exception devient commune », in E. Carpano et G. Marti (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne,* Rennes, PUR, coll. Droits européens, à paraître (21 p.)

4 - « L'Union européenne, un espace de solidarité pour ses outre-mer intégrés », in F. Faberon (dir.), *L'Union européenne et ses outre-mers : quelle communauté de destin ?* Aix-Marseille, PUAM, à paraître, (16 p.)

5 - « L'approche globale de l'Union européenne dans la lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien : un modèle de coopération sécuritaire comme instrument de développement la stratégie réussie d'un acteur global », in Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland, *Dire l'océan Indien*, Saint-Denis, Université de La Réunion – Epica Editions, 2017, vol. 2, pp. 349-367

François CAFARELLI

6 « La dimension juridique du concept d'égalité réelle », *in La loi du 23 février 2017 relative à l'égalité réelle Outre-mer : entre ambition et réalisations*, Journée d'étude, M. Carniama, J. Dupont-Lassalle, M. Maisonneuve (dir.), AJDA janv.- fév. 2018

Safia CAZET

7 - « L'action territoriale de l'Union européenne à la Réunion », Colloque organisé par le CRJ (D. Blanc et J. Dupont-Lassalle), *L'Union européenne dans l'Océan indien*, 13 et 14 avril 2017, Université de La Réunion *(à paraître)*

8 - « La carence des pouvoirs publics dans l'adaptation au changement climatique : quels recours ? Etude de la responsabilité administrative », in A-S. Tabau (Dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ?*, Collection Confluence des droits, archives ouvertes de l'UMR DICE *(à paraître)*

Jacques COLOM

9 - « La sécurité sanitaire des aliments obstacle au développement des échanges commerciaux au sein de la COI ? pp 219 à 230, in Stéphanie Rohlfing-Dijoux (éd-dir) *Developing Intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tarrif barriers myth or reality*, éd Peter Lang, 2017, 441 p.

10 - « Approche comparative droit indien et droit français : le juge constitutionnel et l'euthanasie passive », pp. 27 à 39, in Jacques Colom (éd-dir) *L'Inde et le codéveloppement dans l'océan Indien*, PUAM, 2016, 166 pp.

11 - « L'écriture dirigée par le Colonial Office de la constitution mauricienne de 1968 », pp 23 à 42, in Jacques Colom (éd-dir) *Le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'Océan indien,* PUAM, 2013, 186 p.

Delphine CONNES

12 - « *Les justices criminelles d'exception », dans le cadre de la journée d'étude Justices spécialisées, justices d'exception dans les espaces coloniaux. Thémis Outre-mer II (XVIe-XIXe siècle)*, Dijon, EUD, *à paraître*

13 - « La représentation politique des Créoles à La Réunion au XIXème siècle », colloque international *Droits de l'homme et Colonies*, Université Pierre-Mendès-France (Grenoble II) et Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), 21 et 22 octobre 2014, publié au PUAM en 2017

Patricia DUCRET

14 « La création d'une Ecole de droit à Bourbon : Une longue lutte entre Maître Lesueur et le pouvoir central », Colloque international, *Artisans de la paix et passeurs*, Université de la Réunion, octobre 2017

Olivier DUPÉRÉ

15 « La loi du 19 mars 1946, un droit transitoire de la départementalisation ultra-marine », *in* Didier BLANC et François CAFARELLI, *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République*, PUAM, collection « Droit d'Outre-Mer », 2018

Julie DUPONT-LASSALLE

16 - « Quel avenir pour le département de La Réunion ? La perspective de la collectivité unique », in 1946-1976 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République », Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2018, pp. 131-148

17 - « 70 ans de droit des départements d'outre-mer », in Soixante-dix ans de la départementalisation – quels enseignements pour l'avenir, 2017

Jonas KNETSCH et Elise RALSER

18 Rapport de synthèse du colloque sur « La nationalité française dans l'océan Indien », éd. Société de législation comparée, 2017, pp. 269-277

Mathieu MAISONNEUVE

19 « L'impartialité du juge administratif », *Promotion du droit et de la justice administrative*, colloque organisé par l'Association nationale pour la justice administrative et la Faculté de droit d'Antananarivo, 30-31 octobre 2013, Madagascar, éditions Juridika

Romain OLLARD

20 « De la fongibilité des qualifications juridiques en droit de l'environnement », *in Figures de la préservation de l'environnement outre-mer*, PUAM, 2015, p. 93

Hélène PONGÉRARD-PAYET

21 - « Les principales implications de l'octroi du statut de région ultrapériphérique au département de Mayotte », *in* D. Blanc et F. Cafarelli (dir.), *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine. Entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, Aix-en-Provence, PUAM, Collection Droit d'Outre-mer, 2018, pp. 199-229

22 - « Les fonds structurels et d'investissement européens à Mayotte », *in* J. Dupont-Lassalle, F. Hermet et É. Ralser (dir.), *Cinq ans de départementalisation à Mayotte. Enjeux juridiques et économiques*, Paris, L'Harmattan, 20 p., à paraître courant 2018
23 - « Les régions ultrapériphériques de l'océan Indien dans la politique européenne de cohésion 2014-2020 », *in* Y. Combeau, T. Gaillat et Y. Rolland (dir.), *Dire l'océan Indien*, volume 1, Saint-André, Université de La Réunion - Epica Éditions, 2017, pp. 189-216
24 - « La rupéisation de Mayotte », *in* F. Hermet (dir.), *Mayotte, État des lieux, enjeux et perspectives : Regards croisés sur le dernier-né des départements français*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 159-186

Faneva RAKOTONDRAHASO

25 - « Régime douanier et rupéisation », in E. RALSER, J. DUPONT-LASSALLE, F. HERMET (dir.) La départementalisation de Mayotte - Enjeux juridiques et économiques, L'Harmattan, *2018, à paraître*
26 - « Octroi de mer et départementalisation » in D. BLANC (dir.), 1946 – 2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre diversité législative et unité constitutionnelle dans la République, PUAM, 2018, pp. 191-200

Elise RALSER

27 - « Particularités de l'application du droit de la nationalité dans les outre-mer », in *La nationalité : enjeux et perspectives*, Colloque à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité, les 16 et 17 novembre 2017, à l'Université de Rouen (*à paraître 2018*, éd. Varenne)
28 - « L'avenir (incertain ?) du statut personnel mahorais », in *Mayotte : État des lieux, enjeux et perspectives*, sous la dir. de François Hermet, éd. L'Harmattan, 2015, p. 85

Jean-Baptiste SEUBE

29 « La Convention sur la Vente Internationale des Marchandises dans l'Océan Indien », *in Developing intra-regional exchange through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality* ?, dir. S. Dijoux, éd. Peter Lang, 2017, p. 193 et s.

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

30 « Le règlement des litiges à travers la question de l'arbitrage et du procès équitable dans la zone sud-ouest de l'océan Indien », pp. 379-394, *in Developing intra-regional exchange through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality ?,* dir. S. Dijoux, éd. Peter Lang, Coll. Cultures juridiques et politiques, Bruxelles, 2017, 444 p.

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 39 articles

Didier BLANC

1 - « Le Parlement européen : la paix institutionnalisée », in L. Potvin-Solis (dir.), *L'Union européenne et la paix : quelles avancées vers une fédération européenne ?* Bruxelles, Bruylant, coll. Colloques Jean Monnet, à paraître (26 p.)
2 - « La parlementarisation de la fonction législative dans l'Union européenne », in I. Bosse-Platière (dir.), *La parlementarisation des processus d'intégration régionale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, à paraître (25 p.)
3 - « Citoyenneté européenne et nationalité. La politique sans le politique », in J. Knetsch et E. Ralser (dir.), *Nationalité française et océan Indien*, Paris, Société de législation comparée, Coll. Colloques, vol. 30, 2017, pp. 173-197
4 - « La responsabilité politique du gouvernement français du fait de son action européenne : vingt ans de résolutions européennes de l'article 88-4 C (1993-2013) », in P.-Y. Monjal, C. Geslot et J. Rosseto (dir.), *La responsabilité politique des exécutifs des Etats membres du fait de leur action européenne*, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp. 201-216.
5 - « La figure du président dans les cinémas français et américain », *Revue juridique de l'Océan Indien*, 2015, n°20, pp. 95-115
6 - « Questions politiques et Cour de justice de l'Union », *Premier atelier de droit constitutionnel européen*, sous la direction du Professeur H. Gaudin, IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole, 22 et 23 septembre 2016, actes publiés aux éditions Mare&Martin (à paraître)

Safia CAZET

7 - « Le relevé d'office et la protection du justiciable », RDUE 2/2017, p. 53

8 - « Un désordre normatif à géométrie variable en droit administratif », Colloque « Le désordre normatif et la qualité de la norme », organisé le 20-21 mars 2014 à l'Université de La Réunion, dans le cadre du GIP Droit et justice

Jacques COLOM

9 *« Developing Intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tarrif barriers myth or reality »,* éd Peter Lang, 2017, 441 p.

Delphine CONNES

10 - « L'encadrement juridique des jeux antiques », dans le cadre du colloque « Droit et Olympisme », colloque Université de La Réunion, 4 septembre 2012, publié aux PUAM en 2015

11 - « L'influence de la procédure coutumière sur l'œuvre de Guillaume de Digulleville », colloque « Je ne sui prevost ne maire, Gardian sui du pelerin. Regards croisés sur le Pèlerinage de l'âme de Guillaume de Digulleville (1355-1358) », colloque 29 et 30 avril 2012 Université Paris Descartes et Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, éd. Brepols en 2015

Olivier DESAULNAY

12 - « L'influence des primaires sur l'élection présidentielle », *in* colloque *L'élection présidentielle de demain*, 30 mars 2017 (dir. Josselin RIO), *RFDC 2018*, à paraître

13 - « La place de la Constitution dans le contrôle par la Cour de cassation (hors-QPC) », *in* colloque *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice. Une novuelle étape après la QPC ?* 23-24 juin 2016 (dir. Marthe Fatin-Rouge Stéfanini et Caterina Severino), ouvrage électronique en open édition, Collection Confluence des Droits, UMR 7318 DICE, pp. 57-79

Patricia DUCRET

14 « Pérégrinations des manuscrits au XVe siècle : une contribution à la Renaissance des études de droit romain » ; Colloque international médiéval organisé par l'Université de Lisbonne sur *les circulations juridiques et pratiques artistiques intellectuelles et culturelles en Europe au Moyen âge (XIIIe-XVe),* Février 2016

Olivier DUPÉRÉ

15 - « La Cour européenne des droits de l'homme et l'intégration des enjeux environnementaux aux processus de développement », *in* Olivier DUPÉRÉ et Loïc PEYEN, *L'intégration du droit de l'environnement dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, collection « Droit(s) de l'environnement », 2017, 218 pp., pp. 27-59

16 - « Georges Scelle : le dédoublement d'un internationaliste constitutionnaliste », *in* Olivier DUPÉRÉ, *Constitution et droit international – Regards croisés sur un siècle de pensée juridique française*, Bayonne, Institut Universitaire Varenne, collection « Colloques et Essais », 2016, 383 pp., pp. 131-178

Julie DUPONT-LASSALLE

17 - « La primauté au provisoire, une protection réelle du justiciable », Revue du droit de l'Union européenne, n° 1, 2017, pp. 189-197

18 - « L'Europe au secours des langues régionales et minoritaires ? », in L'Unité de la République et la diversité culturelle, sous la dir. d' O. Desaulnay et M. Maisonneuve, Aix-en-Provence, PUAM, 2015, pp. 43-57

Catherine FRUTEAU

19 « Les médias : héros ou coupables ? », Sécurité sanitaires et risques médicamenteux, Journée d'étude organisée le 26 juin 2017 par l'Université de La Réunion, dir. Cathy POMART, *à paraître RJOI sept. 2018*

Mathieu MAISONNEUVE

20 - « Addictions, sport, dopage. Aspects juridiques », *Regards croisés sur les addictions*, colloque organisé à l'Université de La Réunion par le CRJ et la FRAR, les 16 et 17 novembre 2017, à paraître à la *Revue juridique de l'Océan indien 2018*

21 - « Le service public du sport en méditerranée », *Service(s) public(s) en Méditerranée*, colloque organisée à Athènes les 19 et 20 octobre 2017 par le Laboratoire méditerranéen de droit public, *à paraître*

22 - « L'arbitrage TAS est-il menacé ? », *Sport et droit international (aspects choisis)*, colloque organisé par l'*International Law Association* (branche française), Marseille, 4 décembre 2015, publié *in* F. Latty, J.-M. Marmayou et J.-B. Racine (dir.), PUAM, 2016 p. 305

23 - « La contribution paradoxale du sport à la fragmentation des sources du droit », *Fragmentation en droit, fragmentation du droit*, colloque organisé par le Centre de recherche juridique, J. Arlettaz et R. Tinière (dir.), Université de Grenoble, 17 mai 2013, éditions l'Epitoge, coll. Unité du droit, 2014, p. 103

24 - « Droit(s) des stades », *Droit(s) du football*, colloque co-organisé par le laboratoire Thémis de l'Université du Maine et par le Centre de recherche juridique de l'Université de La Réunion, Le Mans, 4 avril 2014, publié par les éditions L'Epitoge, coll. Unité du droit, 2014, p. 115

25 - « Les sanctions disciplinaires prononcées pour des faits commis à l'occasion des compétions internationales de rugby », *Droit et rugby*, colloque organisé par le Centre Michel de l'Hospital, 20 avril 2012, Université d'Auvergne, F. Buy (dir.), LGDJ, 2013, p. 121

Romain OLLARD

26 - « La responsabilité pénale en matière d'adaptation aux changements climatiques », Actes du colloque *OMERAD, Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques?*, Collection Confluence des droits, archives ouvertes de l'UMR DICE, Dir. Pr. A.-S. Tabau, *à paraître*

27 - « La protection juridique des lieux de culte », *Les Petites Affiches*, Numéro spécial n° 65, 31 mars 2017, *Patrimoines et religions*, Dir. A.-F Zattara-Gros, C. Kuhn, pp. 42 s.

28 - « La sanction pénale de l'appropriation des biens environnementaux », *in La protection pénale de l'environnement* (dir. A. Gogorza, R. Ollard), Travaux de l'Institut de sciences criminelles et de la justice, n° 4, Cujas, 2014, pp. 301 s.

Cathy POMART

29 - « Débat sur l'écocide à partir de l'incendie du Maïdo », *in Colloque Droit privé de l'environnement, 20 février 2018*, Université de La Réunion, J.-B. SEUBE (dir.), en collaboration avec MARGAINE C., *à paraître*

30 - « L'appréhension juridique des addictions. Le choix du droit français : La personne sous l'emprise d'addictions, coupable ou victime ? », *in Regards croisés sur les addictions, 16-17 novembre 2017,* Université de La Réunion, FRAR, PEIDD/SAOME*, in Revue juridique de l'océan Indien, numéro spécial à paraître en sept. 2018*

Hélène PONGÉRARD-PAYET

31 - « Le soutien de l'Union européenne à l'adaptation au changement climatique dans les régions ultrapériphériques à l'échelle de La Réunion », *in* A.-S. Tabau (dir.), *Quel droit pour l'adaptation des territoires aux changements climatiques ? Bilan et perspectives pour l'île de La Réunion,* Collection Confluence des droits, archive ouverte de l'UMR DICE, 19 p., *à paraître courant 2018*

32 - « L'évolution du cadre juridique de la lutte contre le trafic de stupéfiants en droit de l'Union européenne », *in* D. Mete et C. Pomart (dir.), Actes du colloque international *Regards croisés sur les addictions* des 16 et 17 novembre 2017 organisé à l'Université de La Réunion, *RJOI* 2018, 28 p*., à paraître*

33 - Rapport pour le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, « La contribution de l'Union européenne à l'adaptation au changement climatique dans les régions ultrapériphériques », *In* A.-S. Tabau (dir.), *Rapport OMERAD - L'adaptation aux changements climatiques outre-mer : approche intégrée du territoire de La Réunion*, 2017, 15 p.

34 - Rapport pour la Mission de recherche Droit et justice, « Le droit de l'Union européenne contribue-t-il au désordre normatif français ? », *in* M. Marteau-Lamarche (dir.), *Le désordre normatif et la qualité de la norme,* Rapport final de recherche publié par le GIP, 2014, pp. 145-161

Elise RALSER

35 - « L'harmonisation des échanges commerciaux par l'harmonisation des droits nationaux », in *Developping intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality ?,* actes du colloque organisé par l'Université de Maurice, l'Université de Postdam, l'Université de Paris Ouest La Défense et l'Université de La Réunion, les 19-24 octobre 2015 à Réduit (île Maurice), éd. Peter Lang, Bruxelles, 2017, pp. 167-180

36 - « La République, fossoyeuse des coutumes locales ? », *in L'unité de la République et la diversité culturelle,* actes du colloque organisé le 31 octobre 2014 à l'Université de La Réunion, sous la dir. de O. Desaulnay et M. Maisonneuve, PUAM, 2016, coll. Droit d'outre-mer, pp. 75-90

Anne-Sophie TABAU

37 - « Une gouvernance globale du climat par la transparence depuis l'Accord de Paris : Le droit global de l'environnement comme solfège ? », *Brazilian Journal of International Law*, Dossier spécial : *Droit global de l'environnement / Dereito Ambiental Global*, n°3, 2017, pp. 55-67. https://www.publicacoesacademicas.uniceub.br/rdi/article/view/4981/pdf

38 - « Les circulations entre l'Accord de Paris et les contentieux climatiques nationaux : quel contrôle de l'action climatique des pouvoirs publics d'un point de vue global ? », *Revue juridique de l'environnement*, HS17 (n° spécial), 2017, pp. 229-244

Wanda YENG SENG-BROSSARD

39 « Les pavanes du droit international public » in Journée d'études Les figures de la préservation de l'environnement outre-mer. Etudes de cas et réflexions pluridisciplinaires, PUAM, 2015, pp. 137-142

c) Autres produits présentés dans des colloques / congrès et des séminaires de recherche
Contributions / interventions non publiées ; présidences de séances 84 produits

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 30 produits

Clotilde AUBRY DE MAROMONT

1 « La cession de contrat et la cession de dette », communication lors du colloque de l'Institut de Recherche en Droit Privé sur la Réforme du droit des obligations, 8 septembre 2016, *Faculté de Droit de Nantes*

Eléonore CADOU

2 « L'originalité de la régulation du système français de distribution de la presse », Colloque sur la loi Bichet, 70 ans après, Institut français de la presse, Université Paris II Panthéon-Assas, 21 février 2017

Delphine CONNES

3 « Le marché médiéval, entre développement et protectionnisme », colloque Les places marchandes organisé à Rennes en octobre 2017

Romain LOIR

4 - « Actualités des contrats d'affaires », conférence du 11 avril 2017, Cour d'Appel de Saint-Denis de La Réunion, sous la présidence de M. Vigneau (conférence organisée par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

5 - « L'imprévision et la durée du contrat », colloque sur « La réforme du droit des contrats : quelles clauses ? », 30 septembre 2016, Université de La Réunion (colloque organisé par l'ALDA et le M2 Droit des affaires de l'Université de La Réunion)

6 - « Le consommateur sur Internet », colloque sur « Le droit de la consommation à l'île Maurice », 1er et 2 septembre 2016, Balaclava, Ile Maurice (colloque organisé par l'Association Henri Capitant et le M2 Droit des affaires de l'Université de La Réunion)

7 - « Actualités du droit de la consommation », conférence du 12 avril 2016, Cour d'Appel de Saint-Denis de La Réunion

8 - « La durée du contrat », colloque sur « La réforme du droit des contrats », 30 novembre 2015, Palais de Justice de Saint-Pierre de La Réunion (colloque organisé par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

9 - « L'interprétation du contrat », colloque sur « La réforme du droit des contrats », 30 novembre 2015, Palais de Justice de Saint-Pierre de La Réunion (colloque organisé par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

10 - « La durée du contrat », colloque sur « La réforme du droit des contrats », 19 octobre 2015, Cour d'Appel de Saint-Denis de La Réunion (colloque organisé par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

11 - « L'interprétation du contrat », colloque sur « La réforme du droit des contrats », 19 octobre 2015, Cour d'Appel de Saint-Denis de La Réunion (colloque organisé par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

12 - « Actualités des contrats d'affaires », conférence du 11 mai 2015, Cour d'Appel de Saint-Denis de La Réunion, sous la présidence du Professeur Laurent Aynès (conférence organisée par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)
13 - « Actualités des contrats d'affaires », conférence du 5 mai 2014, Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, sous la présidence de M. Alain Bénabent, Agrégé des Facultés de droit et Avocat aux conseils (conférence organisée par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)
14 - « Les incontournables des contrats d'affaires », conférence du 17 mai 2013, Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, sous la présidence de M. le Conseiller JP Gridel (conférence organisée par l'ALDA et le M2 droit des affaires de l'Université de La Réunion)

Pascal PUIG

15 - « Le contrat et la protection de l'environnement », Table-ronde in Droit privé de l'environnement, colloque international Saint-Denis de La Réunion, 20 février 2018
16 - « Le contrat de prestation de service », *in Pour une réforme du droit des contrats spéciaux*, XXIIe Journée Nationale Henri Capitant, Campus universitaire de Grenoble, 17 novembre 2017
17 - « Le prix dans les contrats de prestations de service », in Le droit spécial des contrats à l'épreuve du nouveau droit commun, colloque Aix-en-Provence du 16 décembre 2016
18 - « Les clauses d'attribution des risques », in L'art de la clause, Colloque Conseil Supérieur du Notariat, ss. La dir. de M. Mekki et O. Herrnberger, le 9 octobre 2014

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

19 - « La réglementation française des investissements dans le secteur minier », in Droit comparé de l'exploitation du patrimoine minier en Afrique australe et dans la zone sud-ouest de l'océan Indien, Université de La Réunion, 11-14 sept. 2017
20 - « Echanger et investir à Maurice : introduction au droit applicable », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie*, La Réunion, 21 avr. 2017
21 - « Echanger et investir à Madagascar : introduction au droit applicable », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie,* La Réunion, 21 avr. 2017
22 - « Echanger et investir aux Seychelles : introduction au droit applicable », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles*, La Réunion, 21 avr. 2017
23 - « Echanger et investir aux Comores : introduction au droit applicable », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles*, La Réunion, 21 avr. 2017
24 - « Actualités en matière de cession de droits sociaux et comptes courants d'associés », Chambre des notaires, La Réunion, 21 oct. 2016
25 - « Le cadre de l'expertise en matière de cession de droits sociaux », *in Les rencontres Mascareignes de l'expertise*, La Réunion, 8 avr. 2016
26 - « L'environnement normatif régional », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie*, La Réunion, 25 sept. 2015
27 - « Echanger et investir au Mozambique : introduction au droit applicable », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie*, La Réunion, 25 sept. 2015
28 - « Echanger et investir en Tanzanie : introduction au droit applicable, *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie*, La Réunion, 25 sept. 2015
29 - « Les organisations régionales », *in Conférence Les acteurs à l'export et l'environnement normatif international*, La Réunion, 28 août 2015
30 - « La vente des actifs en droit des entreprises en difficultés », Chambre des notaires, La Réunion, 4 nov. 2014

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 16 produits

Ronan BERNARD-MENORET

1 « Droit social et handicap », *in Droit et handicap, 10 ans après la loi du 11 février 2005, Quel bilan ? Quelles perspectives ?*, Université de La Réunion, 12 mars 2015

Eléonore CADOU

2 - « La déjudiciarisation du divorce », Colloque Ile Maurice, 6 avril 2017 organisé par l'IJLS
3 - « Bioéthique et genre », Table Ronde organisée par Mme Anne-Françoise Zattara, Université de La Réunion, 6 décembre 2013

Céline KUHN

4 - « Paix et Humanité : la voie de la Dignité humaine », *in Artisans de la paix et passeurs, Peacemakers and Bridgebuilders*, colloque international pluridisciplinaire, 20 et 21 octobre 2017, Université de La Réunion
5 - « La Fin de vie », conférence organisée par le Centre de Recherche Juridique de la FDE de La Réunion, le 27 avril 2016
6 - Table ronde consacrée au « Notaire face au mariage international », le 25 septembre 2014, 2ème Conférence du Notariat dans l'océan Indien (CNOI), La Réunion
7 - Table ronde consacrée à « La Bioéthique », le 22 janvier 2014, IFSI, CHU Saint-Denis de La Réunion
8 - Table ronde consacrée à la sortie de l'ouvrage « Bioéthique, genre et droit », le 6 décembre 2013, Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion
9 - Table ronde consacrée à « L'accès à la propriété à Madagascar », en présence de Madame Nelly Rakotobe, le 28 mars 2013, Faculté de Droit et d'Economie de La Réunion

Mathieu MAISONNEUVE

10 « Le droit français des propriétés publiques : entre logique collectiviste et logique propriétariste », conférence à l'Université des finances près le gouvernement de la Fédération de Russie, Moscou, 24 avril 2014

Cathy POMART

11 - Animation d'une Conférence-débat « La vérité aux patients. Regards croisés du philosophe et du juriste », en collaboration avec Jacques RICOT, organisée par le Commission Locale d'éthique CHU Félix GUYON, La Réunion, mai 2017
12 - « De l'apport d'une réflexion éthique aux pratiques professionnelles », conférence CRF Ylang ylang (Centre de réadaptation SSR) et Vétyver – Unité de soins pour patient neurovégétatif et pauci-relationnel (EVC + EPR), nov. 2016, Le Port, La Réunion, nov. 2016
13 - Participation au Colloque « *Justice restaurative* » - présidence de la 1ère demi-journée « La Justice restaurative, la justice autrement », organisé par le SPIP Réunion, 23-24 avril 2015
14 - Participation au Colloque « *Expériences et Représentations de la Maternité : Comprendre pour Prévenir les Violences Intrafamiliales* », 12-13 novembre 2014 (Université de La Réunion / OSOI – ORACLE), Thème de l'intervention = « Les naissances consécutives à un viol ou à un inceste, quelle prise en considération par le droit français ? »

Hélène PONGÉRARD-PAYET

15 « L'organisation administrative de la France », séminaire organisé par la Préfecture de La Réunion, dans le cadre de la formation interministérielle des fonctionnaires d'État, 24 et 26 novembre 2015

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

16 *L'impact de l'ordonnance du 15 octobre 2015 portant simplification et modernisation du droit de la famille en droit des sociétés,* Chambre des notaires, La Réunion, 21 oct. 2016

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 9 produits

Didier BLANC

1 *Les discontinuités de la coopération transfrontalière ultramarine, 1er Workshop, Les (Dis)continuités territoriales, sous la direction scientifique de Nicolas Kada, Université Grenoble Alpes, 3 avril 2018*

Mathieu MAISONNEUVE

2 - « Propos introductifs sur les acteurs de la course », *Le droit de la diagonale des fous. Grand raid et droit.*, journée d'étude organisée le 25 août 2014 par l'association LexOI, Julie Dupont-Lassalle (dir.)
3 - « Le juge et la redevabilité. Propos introductifs », *La redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique effectif et crédible*, colloque organisé dans le cadre de la 5e conférence judiciaire de l'Océan indien par le ministère malgache de la Justice et l'Ambassade de France à Madagascar, Antananarivo, 19-20 juin 2014

4 - « Perspectives sur l'avenir institutionnel de la Région Réunion », conférence dans l'hémicycle du Conseil régional pour ses 30 ans, 11 avril 2013, compte rendu *in le Journal de l'île de La Réunion*, 12 avril 2013

Hélène PONGÉRARD-PAYET

5 « Les politiques de l'Union européenne et le développement des régions ultrapériphériques françaises à l'horizon 2020 », colloque pluridisciplinaire *Le développement des régions insulaires françaises*, F. Hermet (dir.), CEMOI, Université de La Réunion, 16 octobre 2014

Cathy POMART

6 Participation Colloque « *L'unité de la République et la diversité culturelle* », 31 octobre 2014 (Université de La Réunion / CRJ), dir. M Maisonneuve et O. Desaulnay, Présidence de la séance « Les coutumes locales au sein de la République »

Elise RALSER

7 - « Particularités de l'application du droit de la nationalité dans les outre-mer », in *La nationalité : enjeux et perspectives*, Colloque à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité, les 16 et 17 novembre 2017, à l'Université de Rouen

8 - « Le statut civil de droit local de Mayotte » - ENM - École Nationale de la Magistrature - Séminaire de formation à la Cour d'appel à Saint Denis de La Réunion et de Mayotte, déc 2015

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

9 « Le point de vue du juriste », *in Symposium Gérontologie et Sociétés de l'océan Indien : Un défi pour un vieillissement réussi*, Université de La Réunion, 28-29 mars 2018

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 29 produits

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 - « Une ou des méthodes de comparaison ? », conférence-débat organisée par le Centre de droit comparé de l'Université Toulouse 1 - Capitole, 13 mars 2017, Toulouse

2 - « The weak influence of constitutional setting on cooperation » *Winter school of federalism*, sous l'égide du Conseil de l'Europe (Innsbruck-Autriche et Bolzano-Italie, du 3 au 14 février 2014)

Mathieu MAISONNEUVE

3- « Le contrôle du juge administratif et l'Etat de droit », *Le rôle du contrôle du juge administratif dans le cadre de la réforme administrative*, séminaire franco-égyptien, Institut français d'Egypte, Le Caire, 21 mars 2018

4 - « La médiation, une alternative au règlement des litiges avec l'administration ? », conférence organisée par le Centre de médiation professionnelle de l'Université Saint Joseph, Beyrouth, le 28 février 2017

5 - Participation à la table ronde « Quelles réponses à la corruption au sein de la FIFA ? », *Le FIFA gate*, conférence organisée le 4 février 2016 par Marc Touillier, Centre de droit pénal et de criminologie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

6 - « Les régimes politiques français du XXe siècle », *in Russia's Economic Policy in the Presence of Global Turbulence*, colloque organisé par l'Université des finances près du gouvernement de la Fédération de Russie, Moscou, 24-26 novembre 2014

7 - « La juridiction administrative vue de l'Université et du Barreau », allocution prononcée à l'audience solennelle de rentrée du Tribunal administratif de Saint-Denis, 30 septembre 2014

8 - « La *lex footbalistica* », conférence à l'Université Yeditepe, Istanbul, 12 juin 2014

9 - « Le droit du sport : spécificité, autonomie et hybridation », conférence au collège universitaire français de Moscou, 22 avril 2014

Cathy POMART

10 « De la loi et de la pratique en matière d'addictions », *in Colloque des 20 ans du Réseau Oté !*, La Réunion, nov. 2016

Hélène PONGÉRARD-PAYET

11 - « La construction européenne : hier et aujourd'hui », conférence-débat dans le cadre d'*ERASMUS DAYS*, Anniversaire des 30 ans du programme avec intervention du Député européen Y. Omarjee, A.-F. Zattara (dir.), Université de La Réunion, 13 octobre 2017

12 - « Le désordre normatif en France et l'Union européenne : réflexions iconoclastes », journée d'étude interdisciplinaire en *Hommage au professeur Laurent Sermet*, Université de La Réunion, 19 juin 2014

13 - « Le droit de l'Union européenne contribue-t-il au désordre normatif français ? », colloque *Le désordre normatif et la qualité de la norme,* M. Marteau-Lamarche (dir.), CRJ et Mission de Recherche Droit et justice, Université de La Réunion, 20 et 21 mars 2014

14 - « La liberté de circulation et de séjour à l'aune de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne », séminaire *La protection des droits fondamentaux après le traité de Lisbonne*, H. Pongérard-Payet et L. Sermet (dir.), Université de La Réunion, 5 février 2013

Elise RALSER

15 - « La réparation du préjudice écologique », discutante au colloque sur *Le droit civil de l'environnement*, Université de La Réunion le 20 février 2018

16 - Présidente de session pour le thème « L'action verticale de l'Union européenne dans l'océan Indien » du colloque *L'Union européenne dans l'océan Indien, modèle de puissance ou puissance modèle ?*, organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI), le Centre de recherche juridique (CRJ), le Centre d'économie et de management de l'Océan Indien (CEMOI), les 13-14 avril 2017, Université de La Réunion

17 - « Le ''mineur isolé'' de sa famille », contribution à la journée d'études *Quelles réponses juridiques aux nouveaux phénomènes migratoires ?*, organisée par le CUFR de Mayotte et la Conférence des doyens, le 22 juin 2016

18 - « Médiation judiciaire, arbitrage, lutte contre les trafics illicites et organisation des juridictions dans l'océan Indien », Rapport de synthèse de la deuxième Conférence judiciaire de l'océan Indien, septembre 2014

Anne-Sophie TABAU

19 - Intervention orale, « L'adaptation aux changements climatiques dans les gouvernements régionaux et les îles », Conférence internationale sur l'adaptation au changement climatique, Les îles terres de solutions innovantes pour tous les territoires, organisée par le Conseil régional de La Réunion et le réseau NRG4SD, Saint-Denis, 5 et 6 octobre 2017

20 - Intervention orale, « Variété des échelles d'action de l'Union européenne : quelle stratégie environnementale dans l'océan Indien ? », Colloque organisé par le CRJ sous la directions du Pr D. Blanc et de Mme J. Dupont-Lassalle, L'Union européenne dans l'océan Indien, Modèle de puissance ou puissance modèle ?, Université de La Réunion, Saint-Denis, 14 avril 2017, https://www.youtube.com/watch?v=IN8iVraXVUI

21 - Intervention orale, « The external action of « subnational authorities » in global climate governance : the example of Reunion Island », Workshop organisé par le CERIC, After Paris, what place and role for non State actors and subnational authorities in the international climate regime ?, Aix-Marseille Université, Aix-en-Provence, 16 juin 2016

22 - Intervention orale, « L'adaptation aux changements climatiques outre mer : approche intégrée du territoire de La Réunion », Journée d'études organisée par M-E. Thiann-Bo-Morel, Humanités environnementales à La Réunion, Université de La Réunion, Le Tampon, 17 mai 2016

23- Intervention orale, « Litigating Climate change», colloque organisé par l'Institut de recherche en droit international et européen (IREDIES – Ecole de droit de la Sorbonne) et le Centre de droit international du développement durable (CDIDD), Climate Law and Governance Day 2015, Paris, 4 déc. 2015

24 - Intervention orale, « De-fragmenting the Climate Regime for a Better International Governance », conférence organisée à l'UNESCO par un Comité scientifique international dirigé par le Pr. Chris Field, Our Common Future under Climate Change, Paris, 7-10 juillet 2015 (collab. S. Maljean-Dubois)

25 - Présentation de poster, « Transparency and accountability in climate finance governance », conférence organisée à l'UNESCO par un Comité scientifique international dirigé par le Pr. Chris Field, Our Common Future under Climate Change, Paris, 7-10 juillet 2015

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

26 - *L'environnement normatif régional, in* Conférence « Les acteurs à l'export et l'environnement normatif du Mozambique et de la Tanzanie », La Réunion, 25 sept. 2015

27 - *Les organisations régionales, in* Conférence « Les acteurs à l'export et l'environnement normatif international », La Réunion, 28 août 2015

28 - *Le contentieux des échanges internationaux, in* Conférence « Les acteurs à l'export et l'environnement normatif international », La Réunion, 28 août 2015
29 - *Le notaire et le financement international, in* Conférence Notariale de l'océan Indien (2nde), La Réunion, 24-26 sept. 2014

d) Organisation de colloques / congrès **92 colloques / conférences**

Les 20% des productions les plus significatives sont surlignées dans le présent document.

AXE 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires 18 colloques / conférences

Romain LOIR

1 - Organisation d'une conférence sur « La loi Hamon », 27 mai 2014, Université de La Réunion
2 - Organisation d'une conférence sur « Les actualités du droit de la consommation», 16 avril 2013, Université de La Réunion

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

3 Organisation d'un colloque sur le désordre normatif et la qualité de la norme, 2016

Elise RALSER

4 Conférence du Pr. Bénédicte FAUVARQUE-COSSON sur « *L'ordonnance du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations. Quelles influences de la comparaison des droits et modèles internationaux ? », 1er avril 2016* , Faculté de droit et d'économie, Université de La Réunion

Jean-Baptiste SEUBE

5 - « Journée d'actualité sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, mai 2018
6 - « Journée d'actualités sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, avril 2017
7 - « L'essor du droit de la consommation à l'Ile Maurice », Port-Louis, Maurice, septembre 2016
8 - « Journée d'actualité sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, avril 2016
9 - « Conférence du Notariat dans l'océan Indien », Moroni, Comores, décembre 2015
10 - « La procédure d'appel : aspects pratiques, 1er anniversaire du protocole conclu entre les barreaux de La Réunion et la Cour d'appel de Saint-Denis » (Saint-Denis de La Réunion, 23 juin 2015)
11 - « Journée d'actualité sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, avril 2015
12 - « Les réformes du contrat et des sûretés dans l'océan Indien » (Maurice, 29-30 avril 2015)
13 - « Conférence du Notariat de l'Océan indien » (La Réunion, 24-26 septembre 2014)
14 - « Journée d'actualité sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, mai 2014
15 - « Université du Notariat de l'Océan Indien » (Tananarive, 21-23 avril 2013)
16 - « Journée d'actualité sur les contrats », Cour d'appel de Saint-Denis, mai 2013

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

17 - Actualité et pratique notariale des baux commerciaux, Université de La Réunion, 8 avr. 2016 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)
18 - Le paiement dans tous ses états, Université de La Réunion, 24 avr. 2014 (ateliers)

AXE 2 – Droit du patrimoine et des personnes 23 colloques / conférences

François CAFARELLI

1 Organisation du colloque « Droit et Handicap : bilan et perspectives 10 ans après la loi du 11 février 2005 », Université de La Réunion, 12 mars 2015

François CAFARELLI et Cathy POMART

2 Organisation du colloque « Vulnérabilité et droits fondamentaux », Université de La Réunion, 19-20 avril 2018

Céline KUHN et Anne-Françoise ZATTARA-GROS

3 Colloque « Patrimoines et Religions », Université de La Réunion, Faculté de Droit et d'Economie, 5 avril 2016

Cathy POMART

4 Organisation Journée d'études « Sécurité sanitaire et risques médicamenteux », 26 juin 2017, Université de La Réunion

Hélène PONGÉRARD-PAYET

Organisation de conférences et de séminaires ouverts aux professionnels dans le cadre de la formation interministérielle des fonctionnaires d'État sur des thématiques en lien avec les politiques publiques ou le droit de la fonction publique :

5 - François Chambon, *L'évolution du rôle du cadre de la fonction publique*, séminaire du 13 novembre 2015

6 - François Chambon, *L'évolution des concours de la fonction publique et les attentes des jurys à travers l'exemple des concours d'accès aux IRA*, conférence du 13 novembre 2015

7 - François Chambon, *À la recherche d'un nouveau management public : de la RGPP à la MAP*, séminaire du 12 novembre 2015

Organisation des conférences suivantes dans le cadre du DPAG :

8 - Paul-François Schira, *L'ENA et les concours de la fonction publique*, 20 janvier 2016

9 - Patricia Assoune, *Les métiers de la fonction publique territoriale*, UR, CNFPT, Cdg, 26 avril 2017 (avec le témoignage de Henri Nicole et d'Hans Dijoux) ; 17 mars 2016 (avec le témoignage de Patricia Louvel) ; 19 avril 2013

10 - François Chambon, *Devenir cadre de la fonction publique*, 23 mai 2013

11 - François Chambon, *Les épreuves d'entretien d'admission dans les concours administratifs*, 23 mai 2013

Hélène PONGÉRARD-PAYET et Faneva RAKOTONDRAHASO

Conférences sur les concours de la fonction publique :

12 - Conférence d'Étienne Douat, « Actualités - Concours administratifs », 16 avril 2018

13 - Conférence d'Antoine Planquette, « Concours de l'ENA et méthodologie de préparation aux concours », 31 octobre 2017

Elise RALSER

14 - Conférence du Pr. Fabienne JAULT-SESEKE sur *« Le désordre normatif en droit des étrangers »*, 10 juin 2013 à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion

15 - Conférence du Pr. Etienne PATAUT sur *« La libre circulation des personnes à la portabilité du statut familial »*, 10 juin 2013 à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion

Jean-Baptiste SEUBE

16 Le droit du divorce : regards croisés franco-mauriciens », Port-Louis, juillet 2017

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

17 - *La vulnérabilité et les époux*, Université de La Réunion, 12 avr. 2017 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)

18 - *Le notaire, officier public*, Université de La Réunion, 18 avr. 2017 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)

19 - *Le statut du notaire*, Université de La Réunion, 7 avr. 2016 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)

20 - *L'économie bleue : une chance pour la France et l'Outre-Mer*, La Réunion, 18 sept. 2015 (conférence-débat en partenariat avec Bâtipro)

21 - *La copropriété dans la loi ALUR*, Université de La Réunion, 22 avr. 2015 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)

22 - *Le notaire d'aujourd'hui et de demain*, Université de La Réunion, 21 avr. 2015 (conférence-débat en partenariat avec le CNEPN)

23 - *Le corps humain entre bioéthique et genre*, Université de La Réunion, déc. 2013 (conférence-débat)

AXE 3 – Droit de l'outre-mer et de l'océan Indien 36 colloques / conférences

Didier BLANC et François CAFARELLI

1 *1946-2016 : Soixante-dix ans de départementalisation ultra-marine : entre unité constitutionnelle et diversité législative dans la République*, Université de La Réunion - CRJ, 14 avril 2016, PUAM 2018

Didier BLANC et Julie DUPONT-LASSALLE

2 *L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle ?,* Université de La Réunion - CRJ, 13 et 14 avril 2017

François CAFARELLI

3 Organisation avec le Pr. J.-F. Hoarau du colloque « Commande publique et insularité – La commande publique comme levier du développement insulaire ? », Université de La Réunion, 30 novembre 2017

Jacques COLOM

4 Organisateur du colloque international sur « Le développement constitutionnel dans les Etats du sud-ouest de l'Océan Indien », 2-4 octobre 2014, Université de La Réunion

Olivier DESAULNAY et Mathieu MAISONNEUVE

5 *Unité de la République et diversité culturelle*, PUAM, coll. droit d'Outre-mer, 2016, 132 p.

Julie DUPONT-LASSALLE

6 *Journée d'étude doctorale - Le Grand Raid et le droit*, 25 août 2014, Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion

Julie DUPONT-LASSALLE, François HERMET, Elise RALSER

7 *Colloque - Cinq ans de départementalisation à Mayotte : enjeux juridiques et économiques*, organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI), le Centre de recherche juridique (CRJ), le Centre d'économie et de management de l'Océan Indien (CEMOI), le 27 octobre 2016, à l'Université de La Réunion

Julie DUPONT-LASSALLE et Mathieu MAISONNEUVE et Mathieu CARNIAMA

8 *Journée d'étude - La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer : entre ambition et réalisation(s)*, Master 2 droit public de La Réunion, 29 août 2017, actes publiés à l'*AJDA* (janv.- fév. 2018, pp. 85 et s. ; p. 208 ; p. 564)

Jonas KNETSCH et Elise RALSER

9- *La nationalité française dans l'océan Indien*, colloque organisé par le lundi 9 novembre 2015 à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, par le Centre de recherche juridique (CRJ) de l'Université de La Réunion, l'Association "Droit dans l'océan Indien - LexOI" et la Société de Législation Comparée, sous le haut patronage du Ministère de la Justice et du Ministère des Outre-Mer, et en présence de Madame George Pau-Langevin, ministre des outre-mer

10 - *La laïcité à Maurice*, par Mrs Shivani GEORGIJEVIC (*Lecturer*, *Department of Law*, *Faculty of Law and Management - University of Mauritius*), organisé en juin 2016, Université de La Réunion

- *Ateliers du droit de l'océan Indien*, cycle de conférences, en partenariat avec la Société de législation comparée, au nom de la section « pays de l'océan Indien » et l'association LexOi

11 * « Les aspects coutumiers de la classification des biens aux Comores », par Said KALED, docteur en droit (Perpignan), enseignant-chercheur à l'Université des Comores (9 novembre 2016, à la Bibliothèque départementale de Saint-Denis de La Réunion)

12 * « L'autonomie des collectivités territoriales au Mozambique », par Madalena CHICONELA, magistrat au Tribunal administratif du Mozambique (14 septembre 2016, au Tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion)

13 * « Les mineurs en situation difficile à Madagascar », par Nelly RAKOTOBE, Premier Président honoraire de la Cour suprême de Madagascar (11 avril 2016, à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion)

14 * « L'adoption internationale », par Nelly RAKOTOBE, Premier Président honoraire de la Cour suprême de Madagascar (12 mai 2015, à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion)

15 * « La réforme du Code pénal mauricien », par Satyajit BOOLELL, Director of Public Prosecutions, Mauritius (9 décembre 2014, à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion)

16 * « La proportionnalité et le contrat en droit mauricien », par Goran GEORGIJEVIC, Docteur en droit (Bordeaux IV/Belgrade), ancien chargé de cours à l'University of Mauritius (UoM) (30 octobre 2014, à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion, en partenariat avec le centre de recherche juridique)
17 * « La pratique notariale à Mayotte à l'épreuve du mariage célébré selon les coutumes musulmanes », par Me Christophe POPINEAU, notaire à Saint-Denis de La Réunion (12 juin 2014, à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion, en partenariat avec le centre de recherche juridique)
18 * « Les mineurs en situations difficile à Madagascar », par Nelly RAKOTOBE, Premier Président honoraire de la Cour suprême de Madagascar (11 avril 2016, à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion)
19 * *« La laïcité à Maurice »*, par Mrs Shivani GEORGIJEVIC (*Lecturer*, *Department of Law*, *Faculty of Law and Management - University of Mauritius*), organisé en juin 2016, à l'Université de La Réunion
20 * « L'autonomie des collectivités territoriales au Mozambique », par Madalena CHICONELA, magistrat au Tribunal administratif du Mozambique (14 septembre 2016, au Tribunal administratif de Saint-Denis de La Réunion)

Céline KUHN et Anne-Françoise ZATTARA-GROS

21 Séminaire international *L'exploitation du patrimoine minier en Afrique australe et dans l'océan Indien*, Université de La Réunion, Faculté de Droit et d'Economie, 11 au 14 septembre 2017

Elise RALSER

22 - *Conférence internationale de l'OSOI*, conférence organisée par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI), les 23 et 24 novembre 2017, Université de La Réunion
23 - *Construction, déconstruction et reconstruction de la mémoire individuelle et collective : l'exemple des enfants de la Creuse*, par Hugues Fulchiron et Elisabeth Joly-Sibuet, professeur et maître de conférences (HDR) à l'université Jean Moulin (Lyon III), et Damien Deschamps, maître de conférences à l'université de La Réunion, conférence organisée par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI), le Centre de recherche juridique (CRJ), le 29 mai 2017, Université de La Réunion
24 - *Le système juridique malgache*, par Mme Ravaka ANDRIANAIVOTSEHENO (maître de conférences à l'université d'Antananarivo - Madagascar), le 1er mars 2016, Université de La Réunion
25 - *L'identification des personnes et la problématique du prénom en droit malgache*, par Mme Ravaka ANDRIANAIVOTSEHENO (l'Université d'Antananarivo - Madagascar), le 10 mars 2016, Université de La Réunion, dans le cadre du séminaire doctoral
26 - *La nationalité française dans l'océan Indien*, colloque organisé par le lundi 9 novembre 2015 à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, par le Centre de recherche juridique (CRJ) de l'Université de La Réunion, l'Association "Droit dans l'océan Indien - LexOI" et la Société de Législation Comparée, sous le haut patronage du Ministère de la Justice et du Ministère des Outre-Mer, et en présence de Madame George Pau-Langevin, ministre des outre-mer
27 - *Dire l'océan Indien*, membre du comité scientifique, du comité d'organisation et du comité éditorial du colloque organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI) à l'université de La Réunion, les 5 et 6 novembre 2015
28 - *2e Conférence judiciaire de l'océan Indien*, organisée en collaboration avec la Cour suprême de l'Île Maurice et l'association LexOI, les 24-26 septembre 2014, à l'Institute for Judicial and Legal Studies, Port-Louis (île Maurice), autour des thématiques de la « lutte contre les trafics illicites », la « médiation judiciaire et l'arbitrage », ou encore l'« ordre judiciaire et ordre administratif »
29 - « *L'accès à la propriété foncière à Madagascar* », par Mme Nelly RAKOTOBE, Premier Président honoraire de la Cour suprême de Madagascar, Formateur à l'École Nationale de la Magistrature malgache (27 mars 2013, Faculté de droit et d'économie, Université de La Réunion)

Jean-Baptiste SEUBE

30 - « Le droit du divorce : regards croisés franco-mauriciens », Port-Louis, juillet 2017
31 - « L'essor du droit de la consommation à l'Ile Maurice », Port-Louis, Maurice, septembre 2016
32 - « Conférence du Notariat dans l'océan Indien », Moroni, Comores, décembre 2015
33 - « Les réformes du contrat et des sûretés dans l'océan Indien » (Maurice, 29-30 avril 2015)
34 - « Conférence du Notariat de l'Océan indien » (La Réunion, 24-26 septembre 2014)
35 - « Université du Notariat de l'Océan Indien » (Tananarive, 21-23 avril 2013)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

36 *Conférence notariale de l'Océan Indien*, La Réunion, 24, 25 et 26 septembre 2014 (en partenariat avec la Chambre départementale des notaires de La Réunion et les chambres des notaires de Maurice, Madagascar, Comores)

AXE 4 – Droit et phénomènes transnationaux 15 colloques / conférences

Jacques COLOM

1 Coorganisateur de la conférence internationale - *Le développement constitutionnel de Maurice en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance de Maurice en 2018* », Université de Maurice Le Réduit, Maurice, 14-16 mars 2018

Julie DUPONT-LASSALLE

2 *Colloque - Les cinquante ans de l'arrêt Costa c/ Enel, 19 novembre 2015*, Tribunal administratif de La Réunion

Mathieu MAISONNEUVE

3 Co-organisation du colloque - *Droit(s) du football*, M. Touzeil-Divina, CLUD, Université du Mans, 4 avril 2014, actes publiés aux éditions L'épitoge, Lextenso, 2014

Cathy POMART

4 Co-organisation du colloque interdisciplinaire et international - *Regards croisés sur les addictions*, 16-17 nov. 2017, Université de La Réunion / FRAR / PEIDD – SAOME

Hélène PONGÉRARD-PAYET (avec L. SERMET)

5 Co-organisation du séminaire - *La protection des droits fondamentaux après le traité de Lisbonne*, organisé à la Faculté de Droit et d'Économie de l'Université de La Réunion le 5 février 2013

Olivier PROVINI

6 (avec L. Louer et H. Thiollet) Séminaire « L'analyse de l'action publique ailleurs : la sociologie de la circulation des élites au service de l'expertise », Centre et de recherches Internationales-Sciences Po Paris, 2017

Elise RALSER

7 - *Le système africain des droits de l'homme*, par Mrs Shivani GEORGIJEVIC (*Lecturer*, *Department of Law*, *Faculty of Law and Management - University of Mauritius*), organisé en juin 2016, Université de La Réunion

8 - *Rencontres Mascareignes de l'Expertise*, organisées les 6, 7 et 8 avril 2016 par la Compagnie Nationale des Experts Médecins, la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion et le Centre de Recherche Juridique de l'Université de La Réunion

Jean-Baptiste SEUBE

9 - « Le droit privé de l'environnement », La Réunion, 20 février 2018

10 - « Droit et street art », BNF, Paris, octobre 2016

Anne-Sophie TABAU

11 - en collaboration de la DRI, *The role of environmental Law in the blue economy* (conférence du Pr. E. Techera de l'University of Western Australia), Université de La Réunion, Saint-Denis, 18 mars 2018

12 - avec Dameron A., *L'adaptation aux changements climatiques de « bas en haut » : quelles traductions juridiques à La Réunion ?*, Université de La Réunion, Saint-Denis, 14 & 15 novembre 2016

Wanda YENG-SENG BROSSARD

13 - Co-direction scientifique du colloque international « Artisans de la paix et passeurs - Peace-Makers and Bridge-Builders », 20 et 21 octobre 2017 - *Artisans de la paix et passeurs. Actes du colloque internationa*l, S. Geoffroy et Wanda Yeng-Seng Brossard, Ed. Michel Houdiard, 2018, *à paraître*

14 - Co-organisation de la Journée nationale du réserviste 2016 « Une nouvelle réserve militaire pour de nouvelles menaces » sous le haut patronage du Ministère de la défense et en partenariat avec les Forces armées dans la Zone sud de l'océan Indien, Avril 2016

15 - Membre du comité de sélection et de publication du colloque international « Droit, économie et gestion de l'eau dans l'océan Indien », Mars 2015

4- Produits et outils informatiques

a) Logiciels

(sans objet)

b) Bases de données **4 produits**

Patricia DUCRET

1 Publication en ligne du CNRS/INRP site d'Histoire de l'Education (WWW.inrp.fr/she) : « l'Agrégation de droit de 1856 à 1914 : candidats et reçus »

Jonas KNETSCH et Elise RALSER

2 Diffusion numérique sous forme de *podcasts* du colloque *La nationalité française dans l'océan Indien*, organisé par le lundi 9 novembre 2015 à la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, par le Centre de recherche juridique (CRJ) de l'Université de La Réunion, l'Association "Droit dans l'océan Indien - LexOI" et la Société de Législation Comparée.

Elise RALSER

3 - Gestion et valorisation de collections : création d'un site internet et d'une base de données pour promouvoir le Droit de l'océan Indien et mise en ligne de tout le fonds documentaire créé depuis la naissance de la Revue Juridique de l'Océan Indien – RJOI : www.rjoi.fr, intégrant un moteur de recherche [2011]

4 - Créatrice du portail juridique de l'océan Indien LexOI : www.lexoi.fr et administrateur principal du site www.lexoi.fr [2011-

c) Outils d'aide à la décision

(sans objet)

d) Corpus

(sans objet)

5- Développements instrumentaux et méthodologiques

a) Prototypes et démonstrateurs

b) Plateformes et observatoires

(sans objet)

6- Activités éditoriales

a) Participation à des comités éditoriaux (journaux scientifiques, revues, collections, etc)

23 participations

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 Membre du Directoire du Laboratoire méditerranéen de droit public (LM-DP)

Didier BLANC

2 - Membre du Conseil scientifique de la *Revue du droit de l'Union européenne* (RDUE)
3 - Membre du comité de lecture des *Carnets de Recherches de l'océan Indien* (revue numérique de l'OSOI)
4 - Membre du comité de lecture de la *Revue juridique de l'Océan Indien*

Delphine CONNES

5 Membre du comité de lecture de la Revue Juridique de l'Océan Indien

Romain LOIR

6 - Membre du jury du meilleur mémoire organisé par l'Assocation LEXOI
7 - Membre du comité de lecture de la Revue Juridique de l'Océan Indien

Mathieu MAISONNEUVE

8 Membre du comité de lecture de la *Revue juridique de l'Océan Indien*

Romain OLLARD

9 Membre du Comité scientifique de la *Revue des cliniques juridiques*, Réseau des cliniques juridiques francophones (depuis 2017)

Hélène PONGÉRARD-PAYET

10 Membre du comité éditorial de la revue *Carnets de Recherche de l'océan Indien* : revue numérique, scientifique, interdisciplinaire et biannuelle de l'OSOI (Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien - FED 4127 - Université de La Réunion) créée en 2017

Elise RALSER

11 - *Dire l'océan Indien*, membre du comité éditorial du colloque organisé par l'Observatoire des sociétés de l'océan Indien (OSOI) à l'université de La Réunion, (dir.) Y. Combeau, Th. Gaillat, Y. Rolland, Epica éditions, 2017
12 - Membre du comité de lecture des *Carnets de Recherches de l'océan Indien* (revue numérique de l'OSOI)

Jean-Baptiste SEUBE

13 - Administrateur du GIP UNJF
14 - Membre du Conseil scientifique et pédagogique du GIP UNJF
15 - Membre du Groupe de réflexion de l'Association H. Capitant sur la réforme des contrats spéciaux
16 - Membre du comité scientifique du réseau Notalis
17 - Expert du comité scientifique d'Elegia

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

18 - Membre de l'équipe scientifique du projet Guide Defrénois de la rédaction des actes et coordination d'une équipe d'auteurs en droit commercial (depuis 2016)
19 - Direction de dossiers pour Actes pratiques et ingénierie sociétaire (depuis 2017)
20 - Membre du comité de lecture de la Revue juridique de l'océan Indien (RJOI) depuis 2011
21 - Direction Chronique de droit des sociétés (avec S. Schiller), Lettre de la FNDP, depuis 2016, tous les 2 mois.
22 - Direction Chronique de droit des affaires, Rev. Jur. Océan Indien (RJOI)
23 - Membre du comité juridique de la Fédération nationale du droit du patrimoine (depuis 2015)

b) Direction de collections et de séries **12 directions de collections**

Ronan BERNARD-MENORET

1 - *Objectif : profession avocat*, éditions Ellipses, Directeur de collection
2 - *Les essentiels du droit. La culture générale juridique*, Pré-CAPA 2018, Directeur de la publication & co-auteur

Safia CAZET

3 Responsable de la chronique « droit administratif » de la Revue Juridique de l'Océan Indien

Olivier DUPÉRÉ

4 Directeur de publication de la *Revue juridique de l'Océan Indien* (depuis fin 2017)

Julie DUPONT-LASSALLE

5 - Bibliographie sélective de la Revue trimestrielle de droit européen
2015-2018, quatre bibliographies par an
6 - Rédactrice en chef de la Revue juridique de l'Océan Indien (2013-2018)
7 - Secrétaire de rédaction de la Revue juridique de l'Océan Indien (2010-2018)
8 - Responsable de la chronique « Actualité et bibliographie » de la Revue Juridique de l'Océan Indien (www.rjoi.fr) (2010-2013)
9 - Secrétaire générale de la LexOI (Association « Droit dans l'Océan Indien ») (2010-2013)

Romain LOIR

10 Direction des chroniques judiciaires au sein de la Revue Juridique de l'Océan Indien

Elise RALSER

11 Directrice de publication de la Revue Juridique de l'Océan Indien [2008-2017] : 17 numéros

Jean-Baptiste SEUBE

12 Directeur de l'Atelier régional de jurisprudence de Saint-Denis de La Réunion

7- Activités d'évaluation

a) Évaluation d'articles et d'ouvrages scientifiques (relecture d'articles / *reviewing*)

10 produits / activités

Didier BLANC

1 *Peer review, Special Edition 2017 Indian Ocean Islands: Environment, Ocean, Geopolitics, Journal of the Indian Ocean Region (Taylor and Francis),* février 2017

Jonas KNETSCH

- Bibliographie commentée d'ouvrages étrangers, in : *Revue trimestrielle de droit civil*
  2 * Compte rendu de l'ouvrage F. KRAUSKOPF, *Zürcher Kommentar Obligationenrecht. Art. 143-150 OR. Die Solidarität* [Commentaire des articles 143 à 150 du Code des obligations suisse. La solidarité], Zurich : Schulthess, 2016, in : *RTD civ.* n° 3/2017
  3 * Compte rendu de l'ouvrage E. LORENZ (sous la dir.), *Karlsruher Forum 2015 : Europäisierung des Haftungs- und Versicherungsvertragsrechts* [L'européanisation du droit de la responsabilité et du droit des contrats d'assurance], Karlsruhe : Verlag Versicherungswirtschaft, 2016, in : *RTD civ.* 2017, pp. 512-514
  4 * Compte rendu de l'ouvrage C. RABL/B. ZÖCHLING-JUD (sous la dir.), *Das neue Erbrecht Erbrechts-Änderungsgesetz 2015* [Le nouveau droit autrichien des successions], Vienne : Manz, 2015, in : *RTD civ.* 2016, pp. 974-975
5 - Compte-rendu de l'ouvrage A. JACQUEMET-GAUCHE, *La responsabilité de la puissance publique en France et en Allemagne – Étude de droit comparé*, Paris : L.G.D.J., 2013, in : *Journal of European Tort Law* 2015, pp. 98-101 (en langue anglaise)

Mathieu MAISONNEUVE

6 Reviewer for the *International Sports Law Journal*

Romain OLLARD

7 Evaluation d'articles pour le compte de la revue Criminologie (Université de Montréal), 2015

Olivier PROVINI

8 Evaluateur pour la revue à comité de lecture *Revue Gouvernance* (Canada) 2017

Anne-Sophie TABAU

9 - Evaluateur d'article pour La Revue Juridique de l'océan Indien, 2017
10 - Evaluateur d'article pour Critique internationale, 2016

b) Évaluation de projets de recherche

4 activités

Ronan BERNARD-MENORET

1 Expert pour le bureau du moyen orient de l'Agence universitaire francophone, évaluation des projets de thèses

Jacques COLOM

2 « Audit de l'action européenne auprès de la Commission de l'Océan indien (COI) en matière de protection de l'environnement depuis 1989 », pp. 253 à 262, *in L'Union européenne dans l'océan Indien, un modèle de puissance, une puissance modèle* », Les Actes de la revue du droit de l'Union européenne, Paris, éd. Clément Juglar, DUE, 2018 (à paraître)

Jonas KNETSCH

3 Évaluateur pour le Fonds national suisse de la recherche scientifique (2016)

Anne-Sophie TABAU

4 Evaluateur de projet pour l'ANR, 2016

c) Évaluation de laboratoires (type Hcéres)

3 activités

Didier BLANC

Comité d'évaluation HCERES :
1 - Centre Maurice Hauriou, Université Paris V Paris-Descartes (février 2018)
2 - IREDIES, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (novembre 2017)
3 - CERC, Université de Toulon (janvier 2017)

d) Responsabilités au sein d'instances d'évaluation

1 responsabilité

Anne-Sophie TABAU

Membre du Conseil scientifique du programme Gestion et impacts des changements climatiques (GICC), depuis 2014

e) Mandats dans des instances de l'établissement ou dans des organismes divers

24 responsabilités

Ronan BERNARD-MENORET

1 - Directeur de l'IEJ Institut d'Etudes Judiciaires (de 2007 à 2009, et depuis 2012)
2 - Assesseur du doyen pour l'insertion professionnelle et les relations extérieures (2012-2015)
3 - Représentant de l'Université auprès de l'Ecole des Avocats La Réunion-Mayotte (depuis 2015)

Didier BLANC

4 Membre du CNU section 02, Pr (suppléant)

Olivier DESAULNAY

5 - Directeur du Centre de recherche juridique (CRJ, EA 014) – Université de La Réunion (fév. 2014-fév.2017)
6 - Membre élu du Conseil académique (Commission de la recherche) – Université de La Réunion (depuis 2014)
7 - Membre du Conseil de l'Ecole doctorale SHS – Université de La Réunion (depuis 2014)
8 - Membre du Comité de pilotage de la fédération OSOI – Université de La Réunion (depuis 2015)

Mathieu MAISONNEUVE

9 Membre du CNU section 02, Pr (suppléant)

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

10 - Membre de Conseil académique plénier de l'Université de La Réunion (depuis 2016)
11 - Membre du Conseil académqiue restreint de l'Université de La Réunion (depuis 2016)
12 - Membre suppléante du Conseil de l'Ecole Doctorale SHS de l'Université de La Réunion (depuis 2016)
13 - Directrice du Centre de Recherche Juridique (EA n°14 Université de La Réunion) (sept. 2011 - jusqu'en février 2014)

Pascal PUIG

14 Membre du CNU section 01, Pr (suppléant)

Cathy POMART

15 - Membre du Conseil de l'Ecole doctorale Sciences Humaines et Sociales (depuis 2017)
16 - Directrice du Centre de Recherche Juridique (EA n°14 Université de La Réunion) (depuis février 2017)
17 - Référente HAL pour le Centre de Recherche Juridique (depuis 2017)

Hélène PONGÉRARD-PAYET

18 - Membre du Conseil académique, formation restreinte (2014-2016)
19 - Membre du Conseil académique, formation plénière (2013-2016)
20 - Membre élu suppléant du bureau du Conseil scientifique (2013)
21 - Membre élu du Conseil scientifique, devenu Commission de la recherche (2012-2016 ; depuis avril 2018)

Elise RALSER

22 Présidente de l'Association « Droit dans l'océan Indien » (LexOI) [2008-2017], association de recherche indépendante qui a pour objet de promouvoir le droit *dans* l'océan Indien et le droit *de* l'océan Indien, sous toutes ses formes (www.lexoi.fr)

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

23 Membre du CNU section 01, MCF (titulaire)
24 Vice-présidente en charge des relations internationales et de la coopération régionale de l'Université de La Réunion (depuis 2017)

8- Contrats de recherche financés par des institutions publiques ou caritatives

a) Contrats européens (ERC, H2020, etc.) et internationaux (NSF, JSPS, NIH, Banque mondiale, FAO, etc.)

(sans objet)

b) Contrats nationaux (ANR, PHRC, FUI, INCA, etc.)

2 contrats nationaux

Mireille MARTEAU-LAMARCHE (en collab. avec Cathy POMART)

1 Portage du GIP Droit et justice « Qualité de la norme et désordre normatif », Université de La Réunion (2013-2014)

Anne-Sophie TABAU

2 Direction du programme de recherche OMERAD, *L'adaptation aux changements climatiques outre-mer : approche intégrée du territoire de La Réunion*, programme financé par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (durée de réalisation projet : 18 mois (déc. 2015-déc.2017) ; budget total : 30 000 € ; 16 chercheurs impliqués dont un post-doctorat de 6 mois)

c) Contrats avec les collectivités territoriales

1 contrat avec collectivités territoriales

Olivier PROVINI

1 (avec D. Darbon) Coordination du programme de recherche « Faire des Politiques Publiques en Afrique (FAPPA). Action publique et opérationnalisation : cadrage de la recherche et appui aux acteurs de la Nouvelle-Aquitaine impliqués dans des programmes d'action publique sur le continent africain » pour la Région Nouvelle-Aquitaine (partenariats signés avec la Région Nouvelle-Aquitaine, l'Agence française de développement, SO Coopération Nouvelle Aquitaine, F3E et Sciences Po Bordeaux. Budget global : 220 000 € (2017-2020)

d) Contrats financés dans le cadre du PIA

(sans objet)

e) Contrats financés par des associations caritatives et des fondations (ARC, FMR, FRM, etc.)

(sans objet)

9- Post-doctorants et chercheurs seniors accueillis

a) Post-doctorants

3 post-doctorants

- **Audrey DAMERON** (sept. 2016 - janv. 2017) – projet OMERAD

- **Loïc PEYEN** (courant 2017)

- **Fleur DARGENT** (recrutement en sept 2018 - 16 mois) – projet Océan Métiss

b) Chercheurs seniors accueillis

(sans objet)

10- Indices de reconnaissance

a) Prix

5 prix

Audrey DAMERON :

1 Prix de thèse 2017 du Gridauh (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat), pour sa thèse « L'aménagement urbain. Contribution à la reconnaissance d'une notion juridique » (dir. Pr Grégory KALFLECHE)

Alexandre MANGIAVILLANO

2 - Prix Henri Texier de l'Académie des sciences morales et politiques (Institut de France)
3 - Premier prix ex æquo du Centre français de droit comparé
4 - Prix Bercy de la Société française de finances publiques

Rémi RADIGUET

5 Prix « Bazille » 2017, décerné par l'Académie de Législation de Toulouse pour sa thèse « Le service public environnemental » (dir. Pr Eric NAIM-GESBERT et Pr. Grégory KALFLECHE). Thèse commencée à l'Université de La Réunion et soutenue à l'Université de Toulouse I Capitole

b) Distinctions

5 distinctions

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

1 Chevalier de l'ordre nation du mérite

Jean-Baptiste SEUBE

2 Officier dans l'ordre des palmes académiques

Wanda YENG-SENG BROSSARD

3 - Experte auprès de la Commission de l'océan Indien nommée par le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (depuis juin 2017)
4 - Lieutenant de vaisseau (R) de la marine nationale nommée par le Ministre de la Défense (depuis 2016)
5 - Observateur international auprès de la Commission de l'océan Indien, lors des élections présidentielles du 2ème tour à Madagascar. Représentant de la France/Réunion (décembre 2013)

c) Appartenance à l'Institut Universitaire de France

(sans objet)

d) Responsabilités dans des sociétés savantes

12 responsabilités

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 Membre du directoire du Laboratoire méditerranéen de droit public

Didier BLANC

2 Membre du Conseil d'administration de la CEDECE (Association d'études européennes)

Jonas KNETSCH

3 Responsable de la section « Pays de l'océan Indien » au sein de la Société de Législation Comparée

Hélène PONGÉRARD-PAYET

4 - Membre de l'Association «Droit dans l'océan Indien» (LexOI), qui porte la *Revue Juridique de l'Océan Indien (RJOI)* ; trésorière de la LexOI depuis mars 2017
5 - Membre de la CEDECE - Association d'Études Européennes

Elise RALSER

6 Présidente de l'Association « Droit dans l'océan Indien » (LexOI) [2008-2017], association de recherche indépendante qui a pour objet de promouvoir le droit *dans* l'océan Indien et le droit *de* l'océan Indien, sous toutes ses formes (www.lexoi.fr)

Wanda YENG-SENG BROSSARD

7 - Membre de l'Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale
8 - Membre de l'Union des Officiers de Réserve de l'Océan Indien

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

9 - Membre du Conseil d'administration de l'AUF (depuis 2017)
10 - Référent de la Fondation de droit continental (depuis 2010)
11 - Membre de l'Association Capitant (depuis 2007)
12 - Membre de la Société de législation comparée (depuis 2004)

e) Invitations à des colloques / congrès à l'étranger **41 invitations**

Jonas KNETSCH

1 - « Actualité du droit de la responsabilité nucléaire en Europe », Université de Tokyo (Japon), 4 août 2016
2 - « La réforme du droit français de la responsabilité civile. Regards comparatifs sur l'avant-projet de loi du 29 avril 2016 », Université du Tōhoku, Sendai (Japon), 17 juillet 2016
3 - « La responsabilité civile nucléaire en Europe – Union ou confusion ? », Université du Kansai, Osaka (Japon), 15 juillet 2016
4 - « Measuring Legal Certainty? A Critical Feedback about the Development of an Index of Legal Certainty », 2nd Workshop on the Shifting Meaning of Legal Certainty, Université de Kyūshū, Fukuoka (Japon), 11 juillet 2016
5 - « La modernisation du droit français des contrats par l'ordonnance du 10 février 2016 », Université du Kansai, Osaka (Japon), 7 juillet 2016
6 - « Der Vertragsschluss im neuen französischen Schuldrecht », 22. Würzburger Europarechtstage, Université de Wurtzbourg (Allemagne), 10 et 11 juin 2016
7 - « Compensation Funds in France and Germany », International Congress on Compensation Fonds, Université d'Anvers (Belgique), 7 juin 2016
8 - « La diversité des droits nationaux dans l'océan Indien, barrière commerciale ou garant d'un droit flexible ? », Université d'été trinationale sur le thème « L'abolition des barrières commerciales et tarifaires dans la région de l'océan Indien : Mythe ou réalité ? », Université de Maurice, Réduit (Maurice), 19-24 octobre 2015
9 - « The Influence of the Precautionary Principle on Civil and Criminal Liability », French-Chinese Symposium on Environmental Law, Université de Wuhan (Chine), 29 octobre 2014
10 - « La protection du littoral contre la pollution marine – L'indemnisation des victimes de dommages causés par les activités maritimes », Conférence « L'aménagement et le développement du littoral mozambicain », Université Eduardo Mondlane, Inhambane (Mozambique), 11-13 septembre 2014
11- Rapports nationaux sur le droit allemand, Séminaire du GRERCA « Responsabilité médicale », Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique), 12-14 septembre 2013

Romain LOIR

12 - « Le nouvel Acte Uniforme sur le droit commercial général », colloque sur « Droit OHADA et droit des affaires malagasy », 28 et 29 novembre 2011, Chambre de commerce de Tananarive, Madagascar. Texte de l'intervention publié : « Droit OHADA et droit des affaires malagasy » MCI, 2013, p.43
13 - « Le Code de déontologie de l'UINL », colloque sur la Déontologie du notaire dans l'Océan Indien, Congrès des notaires de l'Océan Indien, 19 octobre 2017, Ile Maurice
14 - « Transparence et confraternité », colloque sur la Déontologie du notaire dans l'Océan Indien, Congrès des notaires de l'Océan Indien, 19 octobre 2017, Ile Maurice
15 - « Le consommateur sur Internet », colloque sur « Le droit de la consommation à l'île Maurice », 1er et 2 septembre 2016, Balaclava, Ile Maurice (colloque organisé par l'Association Henri Capitant et le M2 Droit des affaires de l'Université de La Réunion)

Romain OLLARD

16 Participation à une table ronde relative à « La formation du contrat », *in* Colloque Association H. Capitant, Ile Maurice, 29 et 30 avril 2015, *Droit du contrat et des sûretés dans l'océan indien*, Dir. J.B. Seube

Pascal PUIG

17 - « La déontologie notariale », 4ème Conférence du Notariat de l'Océan Indien (direction scientifique), Conseil Supérieur du Notariat, Ile Maurice, 18-19-20 octobre 2017 : Le devoir de conseil ; Rapport de synthèse
18 - « Que reste-t-il de la liberté contractuelle dans le bail après la loi ALUR ? », in Le droit du bail à l'épreuve de la crise législative (regards croisés français-libanais), Colloque du 22 mars 2017, USEK, Kaslik (Liban), Presses de l'Université Saint-Esprit du Kaslik, 2017
19 - « Le consommateur acheteur », Colloque sur le droit de la consommation à Maurice, Hôtel Maritim, Balaclava, 01 et 02 septembre 2016, Association Henri Capitant, Institute for Judicial and Legal Studies (IJLS) dépendant du Ministère de la Justice de Maurice et Master droit des affaires de La Réunion
20 - « Le procès équitable », in Droits de l'Homme et droit privé : l'unité dans la diversité, Colloque à l'Université du Qatar, organisé par l'IRDA (Paris XIII) et l'Université du Qatar, avec le soutien de l'Institut français du Qatar, Doha les 17-18 février 2016

Elise RALSER

21 - « L'harmonisation des échanges commerciaux par l'harmonisation des droits nationaux », in *Developping intra-regional exchanges through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality ?,* actes du colloque organisé par l'université de Maurice, l'université de Postdam, l'université de Paris Ouest La Défense et l'Université de La Réunion, les 19-24 octobre 2015 à Réduit (île Maurice)

22 - « Le divorce dans les mariages mixtes, intracommunautaires, et internationaux : quel juge ? quel droit ? », communication au colloque *Le Divorce par consentement mutuel*, organisé par l'*Institute for Judicial and Legal Studies* (IJLS) et le DU de droit civil mauricien (Université de La Réunion), le 6 juillet 2017 à l'hôtel Le Maritim, Balaclava (île Maurice)

23 - « Les aspects extrapatrimoniaux du divorce », table ronde organisée à l'occasion du colloque *Le Divorce par consentement mutuel*, organisé par l'*Institute for Judicial and Legal Studies* (IJLS) et le DU de droit civil mauricien (Université de La Réunion), le 6 juillet 2017 à l'hôtel Le Maritim, Balaclava (île Maurice)

24 - « Le ''mineur isolé'' de sa famille », contribution à la journée d'études *Quelles réponses juridiques aux nouveaux phénomènes migratoires ?* , organisée par le CUFR de Mayotte et la Conférence des doyens, le 22 juin 2016

25 - « L'exécution du contrat », table ronde organisée à l'occasion du colloque *Droit du contrat et des sûretés dans l'océan Indien*, organisé sous l'égide de l'Association Capitant, de l'Institut de Recherches en Droit des Affaires (Paris 13) et du Centre de Recherche Juridique (La Réunion), les 29 et 30 avril 2015 à l'hôtel Le Maritim, Balaclava (île Maurice)

26 - « Médiation judiciaire, arbitrage, lutte contre les trafics illicites et organisation des juridictions dans l'océan Indien », Rapport de synthèse 2ème Conférence judiciaire de l'océan Indien, sept 2014

Jean-Baptiste SEUBE

27 - « Le divorce : regards croisés franco-mauriciens », Rapport de synthèse, colloque organisé par l'Institute of Judicial and Legal Studies et le M2 Droit des affaires de La Réunion, Port-Louis, le 6 juillet 2017 (publié in IJLS Newletter, n°1)

28 - « Fiducie et trust : la transmission patrimoniale internationale », Rapport de synthèse du colloque organisé par l'Institut international du notariat latin, Port-Louis (Maurice), 15 sept 2016

29 - « Le droit de la consommation à l'ile Maurice », Colloque Capitant-Maurice, sous la Présidence du Ministre de la Justice et des droits de l'homme et du Chef Juge de la Cour Suprême de l'Ile Maurice, 1-2 sept 2016, Port-Louis (Ile Maurice)

30 - « Le droit des contrats au service de l'environnement », Colloque Eficacia Juridica y Biodiversidad organisé par les universités de Santiago, Conception, Valparaiso et Paris XIII, Chili, 11-13 nov 2015

31 - « La CVIM comme droit harmonisé de la vente internationale : mythe ou réalité ? », Colloque « Developing Intra-regional Exchanges through the Abolition of Commercial and Tariff Barriers : Myth or Reality », organisé par Université de Maurice, l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, l'Université Franco-Allemenade, l'Université de Potsdam et l'Université de La Réunion, Réduit, Maurice, le 21 octobre 2015 (Publié in Developing Intra-regional exchanges through the abolition of commercial tariff barriers, Myth or reality ?, dir. S. Rohlfing-Dijoux, « Cultures juridiques et politiques », Peter Lang, 2017, p. 193 et s.)

32 - « Les projets de réforme en droit des sûretés dans l'Océan Indien », Colloque Capitant sur le droit des contrats et des sûretés dans l'océan Indien, 29 et 30 avril 2015, Maurice

33 - « Les projets de réforme en droit des contrats dans l'Océan Indien », Colloque Capitant sur le droit des contrats et des sûretés dans l'océan Indien, 29 et 30 avril 2015, Maurice

34 - « La redevabilité du juge pour un contrôle de la vie publique crédible et effectif », Rapport de synthèse du colloque international bilatéral Madagascar - La Réunion, organisé par le Ministère de la Justice malgache sous la Présidence de Mme le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, Cour Suprême de Madagascar, Tananarive, 19 et 20 juin 2014 (publié in les Annales de la Faculté de droit d'Antananarivo, 2015, n°4, p. 115)

35 - « Le juge et la formation du contrat », 5ème rencontres Capitant, Journée Franco-Japonaise, Association Capitant, Institut de Recherches en Droit des Affaires (Paris XIII), Université de Waseda, Tokyo, 22 et 23 septembre 2014 (publié in Revue de l'Université de Waseda, juin 2015, vol. 87, n°7, p. 57 et s.).

36 - « L'adaptabilité du Notariat aux différents systèmes juridiques : l'exemple du notariat dans l'Océan Indien », conférence sur l'avenir du notariat, maison franco-japonaise, Tokyo, 21 septembre 2014

Anne-Sophie TABAU

37 Colloque organisé par le Centro Universitario de Brasilia et le CERIC, L'environnement : laboratoire d'un droit global ?, Brasilia, 1 et 2 juin 2017

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

38 - Le développement constitutionnel de Maurice en l'honneur du cinquantenaire de l'indépendance mauricienne, Université de Maurice, 14-16 mars 2018
39 - Developing intra-regional exchange through the abolition of commercial and tariff barriers : myth or reality ? Maurice, oct. 2017
40 - Conférence Notariale de l'océan Indien (4ème), Maurice, 18-21 oct. 2017
41 - Conférence Notariale de l'océan Indien (3ème), Comores, déc. 2016

f) Séjours dans des laboratoires étrangers **4 séjours**

Jonas KNETSCH

1 *Visiting researcher à la Kansai University* (Osaka [Japon], 2016, 2 mois)

Mathieu MAISONNEUVE

2 - Professeur détaché depuis 2016 à l'Université Saint Joseph de Beyrouth, membre du CEDROMA (centre d'études des droits du monde arabe)
3 - Chercheur invité pendant 6 mois en 2015 au sein du Centre de droit comparé (programme de droit du sport) de l'Université de Tulane (Nouvelle-Orléans, USA)

Romain OLLARD

4 2012-2016 : Participation à un groupe de travail relatif au « principe de précaution : analyse de droit comparé », sous la direction de M. BOUTONNET. Voyages de recherche effectués en Afrique du sud (10 jours, mai 2014) et en Chine (10 jours, oct. 2014) ayant donné lieu à deux articles, intégré au *Rapport sur le principe de précaution en droit de la responsabilité civile et pénale comparé*, en ligne sur le site de la Mission de Recherche droit et justice :
- « Le principe de précaution en droit chinois : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. KNETSCH), *in Rapport précité*, p. 1187
- « Le principe de précaution en droit sud-africain : analyse des responsabilités civile et pénale » (écrit en collaboration avec le Pr. J. KNETSCH), *in Rapport précité*, p. 1285

g) Autres indices de reconnaissance : Accueil de personnalités politiques **3 évènements**

Jonas KNETSCH et Elise RALSER

1 Mme George Pau-Langevin, Ministre des outre-mer : intervention au colloque *La nationalité française dans l'océan Indien*, colloque organisé par le lundi 9 novembre 2015 à la cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion

Mathieu MAISONNEUVE et Cathy POMART

2 Mme Christiane TAUBIRA, Ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Conférence « République et protection des droits, 15 octobre 2014

Elise RALSER, Julie DUPONT-LASSALLE, François HERMET

3 Mme Ericka Bareigts, Ministre des outre-mer : clôture du colloque *Cinq ans de départementalisation à Mayotte : enjeux juridiques et économiques*, le 27 octobre 2016

II - INTERACTION AVEC L'ENVIRONNEMENT, IMPACTS SUR L'ÉCONOMIE, LA SOCIÉTÉ, LA CULTURE, LA SANTÉ

1- Brevets, licences et déclarations d'invention

(sans objet)

2- Interactions avec les acteurs socio-économiques

a) Contrats de Recherche et de développement (R&D) avec des industriels

(sans objet)

b) Bourses Cifre **4 CIFRE**

Marie-Julie DE LAMOTHE

1 *Le contrat d'abonnement téléphonique*, 2016, J. KNETSCH (dir.), *en cours*

Justine MACARUELLA

2 *Les infractions d'intérêt général*, 2015, R. OLLARD (dir.), *en cours*

Victor MARGERIN

3 *La reprise des contrats de travail sous le prisme des marchés publics*, 2013, R. BERNARD-MENORET (dir.), *soutenance 8 nov. 2016*

Rémi RADIGUET

4 *Le service public environnemental, 2009, G. KALFLECHE et E. NAIM GESBERT (dir)., soutenance 24 nov. 2016*

c) Créations d'entreprises, de *start-up* **1 création d'association**

Elise RALSER

Association « Droit dans l'océan Indien » (LexOI), association de recherche indépendante qui a pour objet de promouvoir le droit *dans* l'océan Indien et le droit *de* l'océan Indien, sous toutes ses formes (www.lexoi.fr)

3- Activités d'expertise scientifique

a) Activités de consultant

(sans objet)

b) Participation à des instances d'expertise (type Anses) ou de normalisation **3 participations**

François CAFARELLI

1 Représentant de l'Université de La Réunion au sein de l'association SBA – Stratégie du Bon Achat

Romain OLLARD

2 Réécriture du Code pénal mauricien, pour la *Law Reform Commission de Maurice* (2014-2017)

Anne-Sophie TABAU

3 Membre du Conseil scientifique du programme Gestion et impacts des changements climatiques (GICC)

c) Expertise juridique — 123 activités d'expertise juridique

Ronan BERNARD-MENORET

1 Expert pour le bureau du Moyen Orient de l'Agence universitaire francophone, évaluation des projets de thèses

Didier BLANC

2 - La lutte contre la piraterie maritime dans l'océan Indien, *Les Rencontres Mascareignes de l'Expertise*, Compagnie Nationale des Experts Médecins de Justice, Saint-Denis, 6 avril 2016

3 - Expertise auprès de la *Law Commission Reform* de la République de Maurice (juin 2015)

Jacques COLOM

4 Membre de l'Espace de Réflexion Ethique de l'Océan Indien (La Réunion-Mayotte)

Céline KUHN

5 Membre de l'Espace de Réflexion Ethique de l'Océan Indien (La Réunion-Mayotte)

Mireille MARTEAU-LAMARCHE

6 Membre de la Commission d'expertise du pôle de compétitivité Qualitropic (2014-2017)

Pascal PUIG

A La Réunion

7 - La déontologie notariale dans l'Océan indien (Responsabilité scientifique, Le devoir de conseil du notaire et Rapport de synthèse), 4e Conférence des Notariats de l'Océan indien (CNOI), 18-19-20 octobre 2017, Ile Maurice

8 - La protection des marques, in Le DAF stratège du risque, Congrès des DAF et des directeurs juridiques, 3e édition, LBDO Réunion-Mayotte, Lux Saint-Gilles, 5 octobre 2017

9 - Séminaires de formation professionnelle continue des avocats, Droit des contrats, 1x/semaine depuis sept. 2017, Cabinet Géry-Schwartz-Schaepman, 12 rue Labourdonnais, 97400 Saint-Denis

10 - L'actualité des contrats d'affaires – La jurisprudence à l'aune de la réforme du droit des contrats : continuité ou rupture ?, Journée de formation du 11 avril 2017, Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, présidée par V. Vigneau, Conseiller à la Cour de cassation

11 - Quelles clauses avec la réforme du droit des contrats ?, Workshop du 30 septembre 2016, Cour d'appel de Saint-Denis

12 - Aspects juridiques et éthiques de l'image, in Séminaire international sur le patrimoine iconographique de l'Océan indien, Iconothèque Historique de l'Océan Indien, Département de La Réunion, 1er juin 2016

13 - La réforme du droit des contrats, Journées de formation du 19 octobre 2015, Cour d'appel de Saint-Denis, présidée par M. Mekki, 30 novembre 2015, Tribunal de grande instance de Saint-Pierre

14 - Actualité du droit des contrats d'affaires, Journée de formation du 11 mai 2015, Cour d'appel de Saint-Denis, présidée par L. Aynès

15 - Les clauses d'attribution des risques, in L'art de la clause, Colloque du Conseil Supérieur du Notariat, 9 octobre 2014, ss. la dir. de M. Mekki et O. Herrnberger, Conseil Supérieur du Notariat

16 - Actualité du droit des contrats d'affaires, Journée de formation du 5 mai 2014, Cour d'appel de Saint-Denis, présidée par A. Bénabent

17 - Droits réels de jouissance spéciale, Table-ronde (présidence), 3e Conférence des Notariats de l'Océan indien (CNOI), les 3 et 4 décembre 2015, à Moroni (Comores)

18 - Les avant-contrats, Formation professionnelle en vue du Diplôme Supérieur du Notariat, dans le cadre de la convention signée entre l'Université de La Réunion et le Centre National d'Enseignement Professionnel Notarial, depuis 2010

19 - Les baux, Formation professionnelle en vue du Diplôme Supérieur du Notariat, dans le cadre de la convention signée entre l'Université de La Réunion et le Centre National d'Enseignement Professionnel Notarial, depuis 2010

A Madagascar

20 - Les actes courants (séminaires de formation du notariat malgache, organisé par la Chambre des notaires malgaches, le Conseil supérieur du Notariat français et l'Ambassade de France à Madagascar, Tananarive, 2013-2015)

21 - Cessions de droits sociaux et de fonds de commerce (séminaires de formation du notariat malgache, organisé par la Chambre des notaires malgaches, le Conseil supérieur du Notariat français et l'Ambassade de France à Madagascar, Tananarive, 2014-2016)

22 - Séminaires de formation professionnelle des notaires, Office notarial Hoarau-Le Goff-Omarjee, 37 rue Auguste Babet, Saint-Pierre, 2013-2014

23 - Bail emphytéotique et copropriété (Mission de formation des notaires malgaches), 2016

24 - Droit commercial (Mission de formation des notaires malgaches), 2014

25 - Les actes courants (séminaire de formation du notariat malgache, organisé par la Chambre des notaires malgaches, le Conseil supérieur du Notariat français et l'Ambassade de France à Madagascar, Tananarive, 2013-2015)

26 - Cessions de parts sociales et de fonds de commerce (séminaire de formation du notariat malgache, organisé par la Chambre des notaires malgaches, le Conseil supérieur du Notariat français et l'Ambassade de France à Madagascar, Tananarive, 2014)

A Maurice

27 - Depuis 2014 : Droit des biens (dans le cadre du DU de Civil law, entre l'Université de La Réunion et l'IJLS)

28 - Depuis 2015 : Droit des contrats spéciaux (dans le cadre du DU de Civil law, entre l'Université de La Réunion et l'IJLS)

Hélène PONGÉRARD-PAYET

29 Expertise en décembre 2016 pour la SREPEN (Société Réunionnaise pour l'Étude et la Protection de l'environnement et de la Nature), « *Proposition d'une allocation Climat-Biodiversité dédiée à la valorisation des atouts des RUP en lien avec leurs contraintes* » à l'intention de la Région

Cathy POMART

30 - Membre du comité de création du Réseau d'Addicto océan Indien (portage Préfecture de La Réunion), lancement des travaux début 2018

31 - Conciliatrice mandatée par la Présidente de la Commission de conciliation et d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux (CCI de La Réunion), depuis janv. 2018

32 - Membre de la Commission de conciliation et d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux puis de la CCI (CRCI devenue CCI de La Réunion), Collège des personnalités qualifiées (2008-2018)

33 - Membre de la Commission locale d'éthique CHU Nord (La Réunion), Collège des membres extérieurs à l'établissement (depuis juin 2017)

34 - Expertise en droit pénal auprès de la *Law Reform Commission Mauricienne* en vue de la réforme du Code pénal mauricien (2015, 2016)

Elise RALSER

35 - Expert judiciaire pour une juridiction allemande, OLG Düsseldorf (septembre 2017)

36 - Formation pour la chambre des notaires, à la maison de justice et du droit de Antananarivo (Madagascar), les 10 et 11 février 2017 (« Régimes matrimoniaux, successions et libéralités en droit malgache »)

37 - Formation pour l'Institute for Judicial and Legal Studies (IJLS), Port-Louis (île Maurice), les 1er et 2 juillet 2016 (« Le droit international privé mauricien »)

38 - Expertise en droit civil (droit de la famille, droit des personnes) pour la Law reform commission de Maurice (juin 2016)

39 - Formation pour l'école nationale de la magistrature (ENM), à la Cour d'appel à Saint Denis de La Réunion et de Mayotte, le 14 décembre 2015, (« Le statut civil de droit local de Mayotte »)

Jean-Baptiste SEUBE

A La Réunion

40 - « Les bases du droit des contrats », Formation organisée par Sésame, La Réunion, 2 juin 2017

41 - « Journées d'actualité : 50 décisions récentes sur les contrats d'affaires », Journée organisée par la Master 2 droit des affaires de La Réunion, Cour d'appel de Saint-Denis, 11 avril 2017

42 - « Les impacts de la réforme du droit des contrats sur la pratique bancaire », Formation à la Banque Française Commerciale de l'Océan Indien, 3 avril 2017, Saint-Denis
43 - « L'impact de la réforme du 10 février sur la pratique notariale », Formation dans l'étude notariale Hoarau, Le Goff, Omarjee, le 21 mars 2017, Saint-Pierre
44 - « L'impact de la réforme du 10 février sur la pratique notariale », Formation dans l'étude notariale Hoarau, Le Goff, Omarjee, le 28 février 2017, Saint-Pierre
45 - « La réforme du droit des contrats », Formation organisée par l'Union des Jeunes Avocats de Saint-Denis de La Réunion, 9 décembre 2016 (Boucan-Canot)
46 - « L'impact de la réforme du 10 février sur la pratique notariale », Formation dans l'étude notariale Hoarau, Le Goff, Omarjee, le 29 novembre 2016, (Saint-Pierre)
47 - « La réforme des contrats et la pratique notariale », Formation organisée par la Chambre des notaires de l'Ile de La Réunion, 23 septembre 2016
48 - « Initiation au droit pour les non-juristes », Formation organisée par Sésame Formation, 20 et 21 juin 2016, La Réunion
49 - « La réforme du droit des contrats » Formation organisée par Sésame Formation, 26 mai 2016, La Réunion
50 - « Le point sur… », Formation organisée par le M2 Droit des affaires à la Cour d'appel de Saint-Denis, 11 et 12 avril 2016
51 - « La réforme des contrats », formation au TGI de Saint-Pierre, organisée par le M2 droit des affaires, lundi 30 novembre 2015
52 - « Les bases du droit des contrats », Sésame Formation, La Réunion, 4 et 5 novembre 2015
53 - « Le cadre légal des modes alternatifs de règlement des conflits », journée de sensibilisation aux MARC organisée par le centre de médiation REMED et le M2 Droit des affaires à la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, le 23 octobre 2015
54 - « Le contenu du contrat » et « l'inexécution du contrat », Journée de formation organisée par le Master 2 droit des affaires sur la « Réforme du droit des contrats » à la Cour d'appel de Saint-Denis de La Réunion, 19 octobre 2015.
55 - « La réforme du droit des obligations », Sésame Formation, La Réunion, 9 octobre 2015
56 - « La réforme des contrats : incidence pour le juriste d'entreprise », Sésame formation, 29 juin 2015
57 - « La réforme des contrats et la pratique notariale », Chambre des notaires de la Réunion, 23 juin 2015
58 - « Actualité des contrats d'affaires, 50 décisions récentes », Formation aux avocats et juristes d'entreprise de La Réunion et de Mayotte, sous la présidence de L. Aynès, organisée par l'Association des étudiants du Master 2 droit des affaires, avec le soutien de la Cour d'appel et des barreaux de Saint-Denis, Saint-Pierre et Mamoudzou, 11 mai 2015
59 - « Sécuriser son contrat international », Formation à la CCI de La Réunion, organisée par Enterprise Europe Network et le barreau des avocats de Saint-Denis, Saint-Denis de La Réunion, 25 juin 2014
60 - « L'actualité des contrats d'affaires, 50 décisions récentes », Formation aux avocats et juristes d'entreprise de La Réunion et de Mayotte, sous la présidence de A. Bénabent, organisée par l'Association des étudiants du Master 2 droit des affaires, avec le soutien de la Cour d'appel et des barreaux de Saint-Denis, Saint-Pierre et Mamoudzou, 5 mai 2014
61 - « Actualités du droit de la concurrence », Formation pour le service juridique de SFR Réunion, 26 et 27 septembre 2013
62 - « Actualités en droit de la concurrence », Formation pour Sésame Formation, La Possession, 27 et 28 juin 2013
63 - « Technique contractuelle », Formation pour Sésame Formation, La Possession, 14 juin 2013
64 - « Les bases du droit des contrats », Formation pour Sésame formation, La Possession, 30 et 31 mai 2013
65 - « L'actualité des contrats d'affaires, 50 décisions récentes », Formation aux avocats et juristes d'entreprise de La Réunion et de Mayotte, sous la présidence de J.-P. Gridel, Conseiller Doyen de la 1ère chambre civile de la Cour de cassation, organisée par l'Association des étudiants du Master 2 droit des affaires, avec le soutien de la Cour d'appel et des barreaux de Saint-Denis, Saint-Pierre et Mamoudzou, 17 mai 2013

En France métropolitaine :

66 - « Atelier pratique : ce que change la réforme », Formation organisée par Elegia, 15 novembre 2017, Paris
67 - « Actualité jurisprudentielle et réforme du droit des contrats : continuation ou rupture », Formation organisée par Elegia avec B. Dondero et V. Vigneau, 14 novembre 2017 (Paris)
68 - « Atelier pratique : ce que change la réforme », Formation organisée par Elegia, 19 mai 2017, Paris
69 - « Actualité jurisprudentielle et réforme du droit des contrats : continuation ou rupture », Formation organisée par Elegia avec B. Dondero et V. Vigneau, 18 mai 2017 (Paris)

70 - « L'influence de la réforme sur la pratique des contrats d'affaires », Journée Technique contractuelle, FNDE, Maison de la Chimie, 30 mars 2017, Paris
71 - « La réforme du droit des obligations », Formation organisée par Elegia avec Ph. Stoffel-Munck, B. Dondero et V. Vigneau, le 15 novembre 2016 (Paris)
72 - « Les incidences de la réforme du droit des contrats pour les directeurs juridiques », Formation DII sur La conférence des Directeurs juridiques », sous la présidence de Ph. Bilger, jeudi 6 octobre 2016, Paris
73 - « La réforme du droit des contrats », Formation organisée par Elegia, Paris, 10 mai 2016
74 - « Les clauses relatives à la durée », « les clauses relatives à l'opération » et « les clauses relatives à l'extinction du contrat », Formation organisée par la Fédération Nationale du Droit de l'Entreprise, Maison de la chimie, Paris, 31 mars 2016
75 - « La réforme du droit des contrats », Formation organisée par Elegia, Paris, 17 novembre 2015
76 - « La rencontre des volontés » et « La promesse unilatérale de contrat », Journée de formation organisée par Lextenso, l'Association Henri Capitant et le Conseil Supérieur du Notariat, sous la direction scientifique de Michel Grimaldi, sur « l'impact de la réforme des obligations sur la pratique notariale », 14 octobre 2015, Paris
77 - « Les clauses relatives à la durée », « les clauses relatives à l'opération » et « les clauses relatives à l'extinction du contrat », Formation organisée par la Fédération Nationale du Droit de l'Entreprise, Maison de la chimie, Paris, 26 mars 2015
78 - « Actualités du droit des contrats », Formation organisée par Elegia, Paris, 18 novembre 2014
79 - « Les clauses relatives à la durée », « les clauses relatives à l'opération » et « les clauses relatives à l'extinction du contrat », Formation organisée par la Fédération Nationale du Droit de l'Entreprise, Maison de la chimie, Paris, 25 mars 2014
80 - « Actualités du droit des contrats », Formation organisée par Elegia, Paris, 15 novembre 2013

A l'Ile Maurice :
81 - « La copropriété des immeubles bâtis à Maurice », formation pour les avocats mauriciens, Port-Louis, 10 février 2018.
82 - « Comment comprendre un arrêt de la Cour de cassation française ? », formation pour les avocats mauriciens, 9 février 2018.
83 - « Comment rédiger un contrat d'affaires ? », Formation aux avocats mauriciens, organisé par l'Institute of Judicial and Legal Studies, Port-Louis, 8 février 2018
84 - « Les sûretés personnelles à l'Ile Maurice », Formation aux avocats mauriciens, IJLS, 4 et 5 novembre 2017
85 - « L'influence de la réforme du droit des contrats pour les avocats mauriciens », Cours de formation continue, IJLS, Port-Louis, 7 juin 2017
86 - « Le contrat en droit mauricien », formation pour les avocats mauriciens, 15 et 16 décembre 2016, Port-Louis (Maurice)
87 - « Comprendre et interpréter les arrêts de la Cour de cassation française », Causerie avec les juges de la Cour Suprême de l'Ile Maurice, Port-Louis, 25 mars 2016
88 - « L'interprétation d'un arrêt de la Cour de cassation française », Conférence dans la cadre de la formation continue des praticiens mauriciens, IJLS, Port-Louis, 18 février 2016.
89 - « Droit des sûretés mauricien », Formation pour les avocats mauriciens, 29 et 30 janvier 2016
90 - « Droit bancaire mauricien », Formation organisée par l'IJLS pour les avocats, magistrats et praticiens, Port Louis, Maurice, jeudi 28 janvier 2016
91 - « L'extinction du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institue for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 13 juillet 2015
92 - « L'exécution du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 12 juillet 2015
93 - « Le droit des contrats mauriciens », Formation des avocats mauriciens, 6 et 7 mars 2015, IJLS (Maurice)
94 - « La réforme du droit des obligations en France, en douze questions », Conférence à l'Institute of Judicial and Legal Studies pour les Prospective Lawyers, Port-Louis (Maurice), 23 janvier 2015
95 - « L'extinction du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institue for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 8 novembre 2014
96 - « L'exécution du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 7 novembre 2014
97 - « La réforme du droit des obligations en France, en douze questions », Conférence à la Cour Suprême de Maurice, Port-Louis, 10 octobre 2014
98 - « L'extinction du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour Suprême de Maurice, 12 avril 2014

99 - « L'exécution du contrat », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour Suprême de Maurice, 11 avril 2014
100 - « Notions fondamentales en droit des biens », Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institue for Judicial and Legal Studies, Cour Suprême de Maurice, 25 juillet 2013
101 - « Notions fondamentales en droit des contrats » Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 24 juillet 2013
102 - « Notions fondamentales en droit des contrats » Formation pour les juristes mauriciens de common law, Institute for Judicial and Legal Studies, Cour suprême de Maurice, 24 juillet 2013
103 - « Les avant-contrats à Maurice depuis la modification du Land (Duties and Taxes) Act et du Registration Duty Act en 2013 », Formation pour les notaires mauriciens organisée par la Chambre nationale des notaires mauriciens, Port-Louis, 8 juin 2013

A Madagascar :
104 - « Le droit de la concurrence à Madagascar », Formation organisée par l'Institut de Formation Professionnelle des Avocats (IFPA) et le Projet PIC, Tananarive, 16-19 octobre 2017
105 - « Les cautionnements, les hypothèques, le privilège du vendeur d'immeuble », Formation pour les notaires stagiaires à la Chambre des notaires malgaches, 10 et 11 mars 2017, Tananarive (Madagascar)
106 - « Technique contractuelle », Formation pour les notaires malgaches, Tananarive, 20-21 novembre 2014
107 - « Enjeux et attraits de la CVIM », journée de sensibilisation des opérateurs économiques et juridiques à la CVIM, organisée par la Commission des Nations Unies pour le Droit du Commerce international (CNUDCI), la CCI de Madagascar et le Service de coopération et d'action culturelle de Madagascar, 10 juillet 2014
108 - « Atelier sur la CVIM », journées de formation aux magistrats malgaches organisée par la CNUDCI et l'Ecole Nationale de la Magistrature et des Greffes de Madagascar, Tananarive, 8 et 9 juillet 2014
109 - « La vente immobilière à Madagascar », Formation aux notaires de Madagascar, 22 et 25 avril 2013
110 - « L'authenticité », Université du Notariat de l'Océan Indien, sous la présidence de Me J.-P. Decorps et du Ministre de la Justice malgache, Tananarive, les 23 et 24 avril 2013

Aux Comores :
111 - « Le contrat de vente immobilière », Formation pour les notaires comoriens organisée par le Conseil du Notariat et la chambre des notaires de l'Union des Comores, Moroni, 27 au 29 janvier 2018
112 - « *Les démembrements de la propriété au service de l'environnement* » et « *rapport de synthèse* », 3ème Conférence des notariats de l'océan indien, sous la présidence du Ministre de la justice de l'Union des Comores, Moroni, Grande Comore, 3 au 5 décembre 2015.

Wanda YENG-SENG BROSSARD
113 - Présidence de séance du Forum de l'Institut Charhar, le 13 avril 2018
114 - Co-organisation et co-direction scientifique du Forum économique « L'initiative Ceinture et Route de la Soie », le 8 août 2017
115 - Participation au « Forum économique Chine-Réunion » le 11 août 2015
116 - Participation à la « Conférence des ambassadeurs 2014 », organisée par le Ministère des affaires étrangères et des outre-mer, les 18 et 19 décembre 2014

Anne-Françoise ZATTARA-GROS
117 - Réforme du Code civil mauricien concernant les aspects de droit patrimonial de la famille (2015) et celle de la Constitution mauricienne relative à l'intégration des droits économiques et sociaux (2018)
118 - Consultée, voire associée à des auditions aux fins d'examiner les dispositions de projets ou propositions de lois (loi ESR, réforme des obligations, indivision successorale en outre-mer)
119 - Membre du CA de l'Ecole supérieure d'architecture de Montpellier (depuis 2017)
120 - Membre du Conseil culture, éducation et environnement (CCEE) (depuis 2017)
121 - Membre de la commission Ecoles – Universités de l'ANACOFI (depuis 2017)
122 - Membre du CA et bureau de la FNDP (depuis 2015)
123 - Vice-Présidente aux affaires juridiques de la Conférence permanente Egalité-Diversité (2014-2016)

d) Rapports d'expertises techniques, produits des instances de normalisation

2 rapports d'expertise techniques

Olivier PROVINI

1 - (avec D. Darbon, R. Nakanabo Diallo et S. Schlimmer), *Un état de la littérature sur l'analyse des politiques publiques en Afrique*, livrable n°2 FAPPA, janvier 2018, 43 p.
2 - (avec D. Darbon, R. Nakanabo Diallo et S. Schlimmer) « Identifier, situer et cartographier. Le mapping des acteurs comme outil d'analyse des politiques publiques en Afrique : l'exemple de l'*Integrated Policy Monitoring Strategy* (version 1.0) », livrable n°1 FAPPA, janvier 2018, 42 p.

4- Produits destinés au grand public

a) Émissions radio, TV, presse écrite

22 émissions radio / TV / presse écrite

Rémi BARRUÉ-BELOU

1 - Les modalités de l'élection du président du conseil départemental, Journal télévisé, *Antenne Réunion,* 15 décembre 2017
2 - Le vote à la proportionnelle – avantages et inconvénients, Journal télévisé, *Réunion 1ère,* mai 2017
3 - Les modalités du vote lors de l'élection présidentielle, Journal télévisé, *Réunion 1ère,* mai 2017

Didier BLANC

4 - La malédiction du Président de la République majoritaire sous la Cinquième République, *L'Orient- Le jour* (Liban), 9 décembre 2016
5 - Le rapport Winock-Bartolone, Antenne Réunion, 15 octobre 2015, journal de la mi-journée

François CAFARELLI

6 Diverses interventions en télévision et radio sur des thématiques de droit constitutionnel

Mathieu MAISONNEUVE

7 Interviews régulières sur le droit du sport pour des médias nationaux (*L'Equipe, Europe 1*) et sur le droit public pour les médias réunionnais (télévision, radio et presse écrite). Par exemple :

Dans les médias nationaux :

8 - Interview sur la participation des athlètes russes aux Jeux olympiques de Pyeongchang dans *L'Equipe* du 2 février 2018
9 - Interview sur la participation des athlètes russes aux Jeux Olympiques et paralympiques de Rio dans *L'Equipe* (21 juillet, 22 juillet et 7 septembre 2016)
10 - Interview sur « l'affaire Platini » pour *Europe 1*, 19 novembre 2015
11 - Citations *in* « Le Tribunal arbitral du sport, forcé de se réformer », *L'Equip*e, 14 avril 2015

Dans les médias étrangers :

12 Interview sur la Coupe d'Afrique des nations 2015, *Gabon Economie*, n° 38, avril 2015

Dans les médias réunionnais :

13 - Interview sur le référendum local de Saint Leu sur le plateau de Réunion 1re (JT de 12h30 du 08 juin 2016) et pour *Le Journal de l'île de La Réunion* du 8 juin 2016
14 - Interventions sur l'état d'urgence : interview sur *RTL Réunion* (15 novembre 2015) ; émission spéciale sur le discours du Président de la République au Congrès, Antenne Réunion, 16 novembre 2015 ; invitations sur le plateau de Réunion 1re (JT de 12h30 du 16 novembre et du 18 novembre 2015) ; participation à l'émission « Devant La Réunion », *Réunion 1re radio*, 17 novembre 2015 ; émission spéciale sur l'extension de l'état d'urgence à La Réunion, Antenne Réunion, 18 novembre 2015 ; interview dans *Le Journal de l'île de La Réunion* du 19 novembre 2015
15 - Invitation sur le plateau de Réunion 1re (JT de 12h30 du 14 octobre 2015) et interview dans le *Journal de l'île de La Réunion* du 15 octobre 2015 sur le « projet » de péage sur la nouvelle route du littoral
16 - Invitations sur les plateaux de *Réunion 1re* (JT de 12h30 du 20 octobre 2014) et d'*Antenne Réunion* (JT de 12h30 du 28 octobre 2014) sur le thème de la continuité territoriale

17 - Interviews sur la continuité territoriale, *Le Quotidien de La Réunion,* 27 octobre 2014, et pour le dossier spécial du *Journal de l'île de La Réunion*, 28 octobre 2015
18 - Interview sur le thème « réussir à l'université », *Le Quotidien de La Réunion,* 20 février 2014
19 - Interview sur la préférence régionale, *Le Quotidien de La Réunion*, 27 avril 2013
20 - Interview sur la création d'une 25e commune à La Réunion, *zinfos974*, 28 mars 2013

Anne-Sophie TABAU

21 - « Après la COP21, la solidarité climatique à l'heure des comptes », *The conversation*, 18 décembre 2015, https://theconversation.com/apres-la-cop21-la-solidarite-climatique-a-lheure-des-comptes-52452
22 - Hamilton C., Petit Y., Tabau A-S., Buffet C., « COP21 : ce qu'il faut retenir de l'accord de Paris », *The conversation*, 13 décembre 2015, https://theconversation.com/cop21-ce-quil-faut-retenir-de-laccord-de-paris-52257

b) Produits de vulgarisation : articles, interviews, éditions, vidéos, etc. **61 produits**

Didier BLANC

1 « Après le rapport Winock-Bartolone, plaidoyer pour une sixième République », Le Quotidien de la Réunion, jeudi 15 octobre 2015

François CAFARELLI

2 Tribune « Expérimentation et adaptation, Eléments de clarification », Le Quotidien, 6 nov 2017

Jean-Baptiste SEUBE

3 - « Les clauses d'indexation à la hausse », Mémento avril 2018
4 - « Faut-il définir l'entreprise ? », Mémento, mars 2018
5 - « Juger l'enseignement du droit », Mémento, février 2018
6 - « Promesse de contrat de travail : du changement », Mémento déc 2017
7 - « Désobéissance civile », Mémento, nov 2017
8 - « L'extradition vers la France des français de l'ile Maurice », Mémento, oct 2017
9 - « Stop au harcèlement textuel », Mémento, septembre 2017
10 - « Le droit et la morale », Mémento, juillet 2017
11 - « Achat à crédit d'automobiles et clause de garantie », Mémento juin 2017
12 - « Loi sur l'égalité réelle et contrats d'affaires », Mémento mai 2017
13 - « Ne jamais signer sans comprendre », Mémento avril 2017
14 - « Parce que c'était lui, parce que c'était moi », Mémento mars 2017
15 - « Les mises en demeure et les contraintes du RSI », Mémento février 2017
16 - « Quelle valeur pour les CGV ? », Mémento, déc 2016
17 - « Attention aux conventions intra-groupes », Mémento, nov 2016
18 - « Dans la nuit du 30 septembre 2016 », Mémento, octobre 2016
19 - « Les méandres du droit transitoire : quel droit appliquer aux contrats à compter du 1er octobre 2016 ? » Mémento, sept 2016
20 - « Du vin nouveau dans de vieilles outres », Mémento, juin 2016
21 - « Une réforme de la responsabilité ? », Mémento, mai 2016
22 - « La loi El Khomry contre le vivre ensemble réunionnais ? », avril 2016
23 - « Une réforme essentielle et attendue : le droit des contrats », mars 2016
24 - « La liberté religieuse dans l'entreprise », février 2016
25 - « Quel classement pour les pays de la zone dans le rapport Doing Business 2016 ? », déc 2015
26 - « Du nouveau pour la grande distribution et les franchises », Mémento nov 2015
27 - « Se concilier plutôt que de s'affronter », Mémento, sept 2015
28 - « Liberté, liberté chérie », Mémento juillet 2015
29 - « Le contrat type des baux d'habitation », Mémento, juin 2015
30 - « Les exclusivités outre-mer : vive le droit mou ! », Mémento, mai 2015
31 - « Se priver d'un argument juridique pour plaider à domicile », Mémento, avril 2015
32 - « Cachez ce déséquilibre que je ne saurais voir », Mémento, mars 2015
33 - « L'octroi de mer devant la Cour de cassation, ou les désillusisons de l'administration douanière », Mémento, février 2015

34 - « *Corruptissima Republica, plurae leges* », Mémento, janvier 2015
35 - « Le Code de la consommation est-il applicable aux professionnels ?», Mémento, nov 2014
36 - « Les daurades adultes ont-elles la même nature que les alevins qu'elles étaient », Mémento, oct 2014
37 - « Bientôt un nouveau droit des contrats », Mémento sept 2014
38 - « Madagascar adhère à la CVIM », Mémento, août 2014
39 - « Les entreprises ont-elles un cœur ? », Mémento, juillet 2014
40 - « Négocier sans engager sa responsabilité », Mémento, juin 2014
41 - « Réforme du droit de la consommation : incidences pour les professionnels », Mémento, mai 2014
42 - « Contracter à l'international », Mémento, avril 2014
43 - « Préjudice imprévisible et hypothétique… quels sont les préjudices réparables à la suite d'une faute contractuelle ? », Mémento, mars 2014
44 - « Faut-il rémunérer toutes les clauses de non-concurrence ? », Mémento, février 2014
45 - « Se prémunir de la concurrence de son ancien salarié », Mémento, déc 2013
46 - « La concurrence de l'associé », Mémento, nov 2013
47 - « Rupture de relation commerciale établie », Mémento, oct 2013
48 - « Cession de fichiers non déclarés à la CNIL : danger ! », Mémento, sept 2013
49 - « Quelle responsabilité pour les sociétés de défiscalisation ? », Mémento, août 2013
50 - « Avis de vent frais pour les défiscalisateurs », Mémento, juillet 2013
51 - « Attention aux clauses des contrats internationaux », Mémento, juin 2013
52 - « Danger sur les exclusivités ultra-marines », Mémento, mai 2013
53 - « Songez à modifier vos CGV pour 2013 », Mémento, avril 2013
54 - « Le cautionnement du chef d'entreprise », Talents et territoires, n°16, mars 2017
55 - « Plaider à Paris ou à Saint-Denis », Talents et Territoires, n°12, déc 2016
56 - « Les clauses sensibles des contrats internationaux », Talents et Territoires, n°9, juin 2015
57 - « Quelle protection pour les artisans ? », Talents et territoires, n°8, mars 2015, p. 21
58 - « Donner ou recevoir un cautionnement : prudence ! », Talents et territoires, n°5, juin 2014, p.22
59 - « Les motifs économiques du licenciement », Talents et territoires, mars 2014, n°4, p. 18
60 - « Rompre son contrat : attention aux clauses », Talents et territoire, nov 2013, n°3, p. 14

Mathieu MAISONNEUVE

61 « La Russie et le Qatar valent bien une grand-messe du football », *Le Monde*, Tribune, 20 juin 2015

c) Produits de médiation scientifique **4 produits**

Didier BLANC

1 - *Brexit* et élections européennes : que faire des sièges des députés du Royaume-Uni ? *Les Surligneurs*, Le Point sur…, février 2018
2 - La loi de séparation du 9 décembre 1905 : liberté, égalité, neutralité, *The conversation*, 9 décembre 2015

Cathy POMART

3 - Newsletter du Centre de Recherche Juridique – 1er numéro déc. 2017 / 2ème numéro juin 2018, dir. Cathy POMART
4 - Diffusion du Film « La fille de Brest » - Projection débat en présence de Mme Irène FRACHON, en partenariat avec le SUAC de l'Université de La Réunion, juin 2017, org. Cathy POMART

d) Débats science et société **6 produits**

Céline KUHN

1 - Table ronde « La génétique et ses enjeux », Etats généraux de la Bioéthique, le 24 avril 2018
2 - Table ronde « Immigration sanitaire et soins médicaux de longue durée », Etats généraux de la Bioéthique, le 17 avril 2018
3 - Table ronde « Gérontologie, Législation et Fin de vie », Etats généraux de la Bioéthique, le 27 mars 2018
4 - « La mort, approche juridique » *in La personne dialysée et la fin de vie*, Journée d'études organisée par l'AURAR de La Réunion, le 23 septembre 2017

5 - « La Fin de vie et la loi Clayes-Léonetti du 2 février 2016 », conférence organisée par l'association des professionnels de santé spécialisés dans les soins palliatifs le 27 mai 2016

Anne-Sophie TABAU

6 « L'Accord de Paris sans D. Trump », *Journée mondiale de la terre*, Saint Denis, 18 Avril 2017

5- Autres produits propres à une discipline

a) Créations artistiques théorisées

(sans objet)

b) Mises en scènes

(sans objet)

c) Films (notamment captation de colloques) 3 captations de colloque / diffusion youtube

1 - Captation du colloque – Regards croisés sur les addictions (You tube) – nov 2017 (C. POMART)

2 - Captation du colloque – Droit privé de l'environnement – fév. 2018 (J.B. SEUBE)

3 - Captation du colloque – Vulnérabilité et droits fondamentaux (You tube) – avril 2018 (F. CAFARELLI et C. POMART)

III - IMPLICATION DANS LA FORMATION PAR LA RECHERCHE

1- Produits des activités pédagogiques et didactiques

a) Ouvrages — 6 ouvrages - diffusion nationale

Ronan BERNARD-MENORET

1 - *Fiches de Procédure civile,* éditions Ellipses (3ème éd. 2013 ; 4ème éd. 2016 ; 5ème éd. 2018)
2 - *Objectif : profession avocat*, éditions Ellipses, Devenir avocat, 2015
3 - *Avocat : Les voies d'accès*, éditions Ellipses, 2018
4 - *Fiches de Droit de la concurrence*, éditions Ellipses, *à paraître 2019*

Pascal PUIG et Jean-Baptiste SEUBE (et Cl. MOULY)

5 *Travaux dirigés de droit des obligations*, 7ème éd. 2014, 8ème éd. 2017 (265 pages)

Céline KUHN

6 *Mes TD de Droit des Régimes matrimoniaux*, Ellipses, *à paraître 2018*

b) *E-learning*, *moocs*, cours multimedia, etc. — 7 cours - diffusion nationale

Delphine CONNES

1 Cours de culture générale UNJF 2015

Mathieu MAISONNEUVE

2 Cours en ligne sur le droit de l'arbitrage sportif, dans le cadre du MOOC de droit de l'arbitrage interne et international de l'Université de Montpellier I

Jean-Baptiste SEUBE

3 - « Droit des obligations, sources : le contrat », Cours disponible dur le site www.unjf.fr
4 - « Le devoir légal d'information et l'article 1112-1 du Code civil », Webinar organisé par Elégia, 20 avril 2017
5 - « Les questions pratiques de la réforme du droit des contrats », Webinar organisé par Elégia, 23 février 2017

Anne-Françoise ZATTARA-GROS

6 - E learning « Responsable du certificat Stratégies patrimoniales et clauses complexes » (Diplôme fédéral de juriste du patrimoine)
7 - Cours multimédia « Stratégies patrimoniales et clauses complexes » (Diplôme fédéral de juriste du patrimoine)

2- Productions scientifiques (articles, ouvrages, etc.) issues des thèses

Participation des doctorants à des séminaires leur permettant de présenter leurs travaux de recherche et de confronter leurs points de vue. On peut évoquer deux exemples récents de 2018 :

4 **Justine MACARUELLA** : Participation au séminaire Goutelas – référence en matière d'encadrement de thèses en droit pénal – organisé par le Pr. DELMAS-MARTY (5 - 8 avril 2018) (dimension nationale de la présentation et de l'échange).

5 **Stéphanie SORBY** : Présentation du poster sur la thématique de sa thèse en Italie + séjour de recherche au CERIC (UMR DICE – Aix-Marseille Université) (6-10 avril 2018) (dimension internationale de la présentation et de l'échange).

Stéphanie Sorby, actuellement en thèse sur les aspects juridiques du projet de « Route des Baleines » (sous la direction du Pr. Anne-Sophie Tabau), a reçu le Premier Prix du 32ème Congrès de la *European Cetacean Society*, qui s'est déroulé à La Spezia (Italie) du 6 au 10 avril 2018. Parmi les 500 présentations orales et posters donnés à voir et entendre lors de ce congrès, le jury a choisi de distinguer son poster : « Creating a whale sanctuary in the Western Indian Ocean: between local normative instruments and international cooperation for a network governance (case study with the "whale route") ». En guise de Premier Prix, Mme SORBY a droit à la prise en charge de tous les frais nécessaires en vue de sa participation au 5ème congrès du très select « *International Committee on Marine Mammal Protected Areas* » (qui regroupe les meilleurs experts mondiaux en matière de protection des mammifères marins). Ce congrès se déroulera en Grèce du 8 au 12 avril 2019 et Mme SORBY y présentera ses travaux de thèse.

3- Efficacité de l'accompagnement des étudiants et qualité de leur encadrement (financement, durée des thèses, taux d'abandon)

Les doctorants du CRJ sont inscrits et suivis dans le cadre de l'Ecole doctorale SHS n°541.

1) Financement des thèses

Sur la période de référence (2013-2018), 75 doctorants ont fréquenté / fréquentent le CRJ.

21 ont bénéficié / bénéficient d'une bourse de la collectivité régionale (19) ou d'un Etat étranger (2) ;

6 ont bénéficié / bénéficient d'un contrat doctoral ;

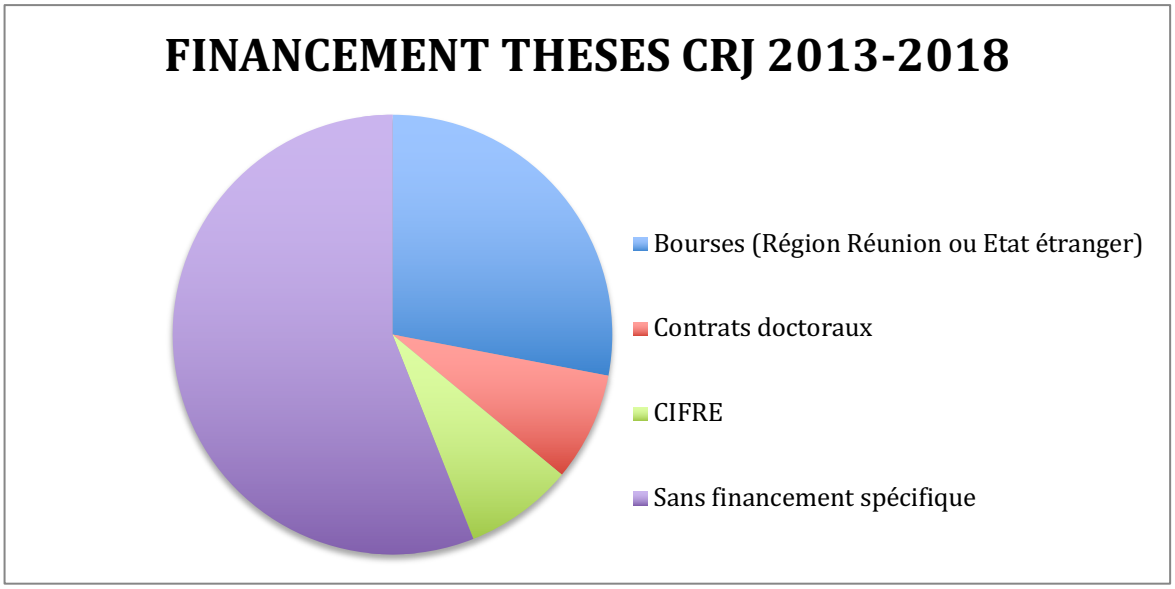
6 ont trouvé un financement *via* une convention CIFRE ;

42 n'ont pas eu / n'ont pas de financement spécifique pour mener à bien leur thèse et doivent donc travailler par ailleurs ou compter sur une solidarité familiale.

36% des doctorants du CRJ ont eu / ont une aide financière pour le doctorat (contrat doctoral ou bourse).

8% des doctorants du CRJ sont sous convention CIFRE.

56% des doctorants du CRJ sont sans financement dédié au doctorat.



On peut resituer le CRJ au sein de l'Ecole Doctorale SHS de l'Université de La Réunion s'agissant de la question du financement des thèses. A l'échelle de l'ED SHS, on relève une faiblesse des financements spécifiques des thèses (s'agissant tant du nombre que du taux de financement).

ARR - CD et CIFRE des primo doctorants au sein de l'ED SHS :

Période 2009-2013 :

Moyenne annuelle : 8 ARR (soit 32 ARR sur toute la période)

Moyenne annuelle : 3,5 CD (soit 14 CD sur toute la période)

Moyenne annuelle : 1,25 CIFRE (soit 5 CIFRE sur toute la période)

Moyenne annuelle totale : 12,75 financements (soit 51 financements sur toute la période)

Période 2013-2018 :

Moyenne annuelle : 5,6 ARR (soit 28 ARR sur toute la période)

Moyenne annuelle : 3,6 CD (soit 18 CD sur toute la période)

Moyenne annuelle : 2 CIFRE (soit 10 CIFRE sur toute la période)

Moyenne annuelle totale : 11,2 financements (soit 56 financements sur la période)

Nombre de doctorants salariés au sein de l'ED SHS supérieur à la moyenne nationale des ED en SHS : 44% ED SHS Université de La Réunion contre 29% ED SHS métropole

Moins de thèses sans financement au sein de l'ED SHS que par rapport à la moyenne nationale des ED SHS : 17% ED SHS Université de La Réunion contre 33% ED SHS métropole.

2) Durée des thèses

16 THESES soutenues sur la période de référence (acquises en avril 2018) + 5 soutenances à venir courant 2018 (ANNEXE 8).

Ajoutons à cela une thèse commencée en CIFRE à l'Université de La Réunion (celle de M RADIGUET) et soutenue à Toulouse I (sans doute en partie du fait de la mutation du directeur de thèse de l'intéressé le Pr KALFLECHE).

Soit un total de 17 soutenances acquises et 5 en prévision pour 2018.

Durée moyenne des thèses soutenues sur la période : 51 mois SOIT 4 années et 3 mois

- Durée mimimale : 29 mois
- Durée maximale : 89 mois
- Ecart type : 19 mois

Le CRJ contribue à la dynamique positive de réduction de la durée des thèses initiée par l'Ecole doctorale SHS de l'Université de La Réunion. A la faveur de la précédente évaluation (2009-2013), la durée moyenne des thèses au sein de l'ED SHS était de 67 mois, sur la présente période d'observation, cette durée est de 57 mois (hors 2018). Le CRJ se situe en déçà de cette moyenne et en deçà la norme établissement fixée en 2011 s'agissant de la durée des thèses en SHS (5 ans - 60 mois) (Au sein de l'ED SHS, en 2011, 70% des thèses soutenues avaient une durée supérieures à 60 mois ; en 2016, 20% des thèses soutenues supérieures à 60 mois).

Sur les 16+1 thèses soutenues,

- 5 ont bénéficié d'une allocation (contrat doctoral ou bourse régionale)
- 1+1 ont bénéficié d'une convention CIFRE
- 10 n'ont pas eu de financement particulier

3) Taux d'abandon des thèses

Le nombre d'abandons de thèse d'élève à 30 sur la période d'observation de 5 ans et demi (soit une moyenne de 5 à 6 abandons par an) (ANNEXE 15 b).

Ce chiffre peut apparaître élevé mais il s'explique sans aucun doute en partie par l'absence de financement spécifique dédié à la thèse (ainsi, parmi les doctorants qui ont abandonné leur projet, on identifie 5 doctorants allocataires, 2 doctorants sous convention CIFRE et 23 sans financement particulier) mais aussi par une volonté de faire un point régulier avec les intéressés à la faveur de la période concernée. Les abandons constatés ces dernières années sont donc également un effet du renforcement – durant la période d'observation – des exigences en vue d'une réinscription en doctorat (dérogations pour des années supplémentaires plus exceptionnelles) pour lutter contre les thèses qui s'éternisent dans l'intérêt des doctorants eux-mêmes, des collègues encadrant les thèses et de l'établissement.

On observe que si certains doctorants étaient sans doute moyennement motivés à l'origine (sans doute faudrait-il tester davantage la motivation des candidats à l'inscription en thèse), la plupart sont au contraire très motivés mais ne parviennent pas à mener à bien leur projet de thèse.

Deux physionomies d'abandons semblent se dégager : des abandons rapides en raison du caractère peu réaliste du projet au plan du financement et/ou d'une opportunité professionnelle d'une part (13 doctorants / les 30 qui ont abandonné l'ont fait dans les 2 premières années de thèse) ; des abandons intervenant plus tardivement en raison de difficultés de santé, de problèmes financiers et /ou de modification de la situation professionnelle d'autre part.

<u>Les paramètres identifiés pour tenter d'expliquer ces abandons nombreux :</u>

- Manque de financement pour les thèses en SHS. Beaucoup de doctorants du CRJ (56% sur la période de référence) n'ont pas de financement spécifique pour faire leur thèse. Au-delà des contrats doctoraux et des bourses régionales, les CIFRE sont loin d'être évidentes à La Réunion compte tenu du tissu socio-économique qui comporte beaucoup de petites ou très petites entreprises. Les doctorants doivent donc avoir une activité professionnelle pour financer leur doctorat, activité qui leur laisse peu le loisir de mener à terme une recherche dans la durée.

  Ce manque de moyens est accru s'agissant des jeunes chercheurs de la zone océan Indien qui sont intéressés par la poursuite d'un doctorat et qui doivent faire face – en plus de freins éventuels liés à la langue et à la différence des législations –, à un coût de la vie élevé à La Réunion.
- Propositions d'embauche difficiles à refuser eu égard au contexte social particulier à La Réunion (*taux de chômage de 22,4% ; taux qui s'élève à 44% chez les 15-24 ans selon les statistiques INSEE ; 40% de la population réunionnaise en situation de pauvreté soit 332 000 personnes*).
- Mobilité vers la métropole.
- Difficultés de santé.

- Politique plus vigilante au titre des demandes de réinscription en doctorat.

Pistes explorées en partenariat avec l'ED SHS pour limiter le nombre d'abandons à l'avenir :

- depuis 2017, mise en place d'un formulaire de projet de thèse ;
- limitation du nombre de doctorants par encadrant ;
- politique de contrôle des dérogations en vue de réinscription ;
- montée en puissance du dispositif des comités de suivi de thèse ;
- piste d'une audition des candidats au doctorat (même si ceux-ci ne prétendent pas à une allocation régionale de recherche ou à un contrat doctoral) : audition déjà initiée dans le cadre d'un financement CIFRE ; audition à envisager pour tout candidat à la thèse ;
- piste d'une augmentation des financements spécifiques de thèse en SHS (notamment l'établissement pourrait accompagner sur ses propres ressources 1 ou 2 contrats doctoraux supplémentaires comme cela a pu être le cas de 2015 et 2016).

4- Suivi des doctorants en liaison avec les écoles doctorales et attention portée à l'insertion professionnelle des docteurs

Le suivi des doctorants – fruit d'une collaboration entre le CRJ et l'Ecole Doctorale SHS – s'opère à différents niveaux et par divers moyens.

1) Les référents aux affaires doctorales :

L'école doctorale SHS a souhaité en 2017 que soit nommé dans les unités de recherche un référent aux affaires doctorales (O. DUPERE pour le CRJ). Trois raisons ont amené la direction de l'Ecole doctorale à souhaiter la nomination de ces référents :

- Répondre aux attentes des doctorants qui souhaitent pouvoir bénéficier de formations disciplinaires c'est-à-dire spécifiques à leur section CNU. Une ED interdisciplinaire telle que l'ED 541 a en effet beaucoup de difficultés à identifier et à organiser les formations disciplinaires idoines, elle se doit donc de s'appuyer le plus possible sur les unités de recherche.
- Les directeurs des unités de recherche sont extrêmement sollicités et ne peuvent donc pas toujours consacrer beaucoup de temps à l'élaboration et la structuration de la vie des doctorants. Il paraissait important de formaliser ce rôle au sein des unités de recherche.
- Il s'agissait également d'améliorer la communication au sein du conseil de l'ED en systématisant les discussions relatives à la vie doctorale au sein des unités de recherche. Ces temps d'échanges permettent à tous d'avoir une vision globale des pratiques dans les unités de recherche et de partager des actions intéressantes et novatrices.

Les référents sont ainsi régulièrement invités à s'exprimer sur divers points lors des conseils de l'ED, notamment les actions doctorales actuellement à l'œuvre au sein de leur unité de recherche ; les pistes de réflexion relatives à des formations que leur unité souhaiterait proposer, les difficultés auxquelles ils sont confrontés et les moyens qu'ils ont éventuellement trouvés pour les surmonter ; les financements spécifiques à la thèse dont bénéficient les doctorants de

leur unité de recherche, en dehors des financements habituels (contrats doctoraux et allocations régionales de recherche).

2) Les formations transversales (non disciplinaires) organisées par l'école doctorale SHS :

Le principe adopté lors de la réforme de 2014 pour attribuer des ECTS a été le suivant : les doctorants non salariés (incluant les bénéficiaires d'un contrat doctoral) valident 60 crédits pour la thèse et la soutenance et devront valider 60 crédits pour des formations suivies et 60 crédits pour des activités de recherche (participation à des séminaires, conférences ou colloques, publications scientifiques, etc.). Une grande souplesse est laissée aux doctorants dans l'acquisition des crédits relatifs aux formations et activités de recherche : aucun module de la carte de formation proposée par l'ED n'est obligatoire et les doctorants peuvent choisir celles qui leur semblent les plus adaptées à leurs besoins (l'ED conseille néanmoins les doctorants sur les formations à suivre en fonction de leur année d'inscription). Conformément à l'arrêté de 2016, il est prévu que les doctorants se voient remettre à la fin de leur thèse un livret de compétences consignant toutes leurs activités. Les ECTS sont obtenus en fonction de l'assiduité, le contrôle du suivi des formations et des actions par les doctorants étant effectué par la circulation de listes d'émargement ou d'attestations des directeurs d'unité de recherche ou de thèse. Les crédits sont accordés en fonction de l'importance des activités, par exemple 1 heure de formation suivie permet de valider 1 ECTS. Au total, 137 heures d'enseignements transversaux sont proposées par l'ED auxquelles il convient d'ajouter les formations spécifiques au concours "Ma thèse en 180 secondes", les *Doctoriales* ainsi que les formations dispensées par le service commun de la documentation, le service de l'insertion professionnelle de l'université (PROFIL) et la maison des langues.

Les différents objectifs qui ont guidé la construction de la carte des formations dispensées par l'ED sont de développer les compétences des doctorants nécessaires à leur insertion professionnelle, de rapprocher les doctorants des différentes unités de recherche, de contribuer à forger une identité à l'ED, de sensibiliser les doctorants aux problématiques de la zone océan Indien et d'améliorer leur culture générale.

Plus spécifiquement, l'ED recommande aux doctorants en première année de suivre au moins une des « formations » suivantes : réunion de rentrée (durée : 4 heures), expression orale en public (durée : 20 heures), supports de communication (durée : 14 heures), anglais (durée : 20 heures), histoire des sciences sociales (durée : 3 heures), éthique de la recherche (durée : 3 heures). En deuxième année, les doctorants peuvent suivre les formations suivantes : bilan de compétences et le recrutement (durée : 30 heures), anglais (durée : 20 heures), projets professionnels non académiques (durée : 3 heures), évaluation des publications scientifiques (durée : 2 heures). En troisième année, les doctorants peuvent choisir parmi les formations suivantes : carrière universitaire (durée : 3 heures), remise et soutenance de thèse (durée : 3 heures), montage de projet (durée : 12 heures), organisation d'une journée scientifique (durée : 4 heures).

Les formations spécifiques au concours MT180s s'adressent prioritairement aux candidats au concours. Depuis 2017, quatre demi-journées dédiées aux formations PITCH sont ainsi proposées sur une période s'étalant de décembre à mars et des accompagnements personnalisés sont organisés pour les doctorants qualifiés aux demi-finales nationales du concours.

Enfin, les doctorants de deuxième et troisième années peuvent participer aux Doctoriales, une manifestation organisée tous les deux ans (2014, 2016 et 2018). Il s'agit d'un séminaire résidentiel en immersion totale qui dure plusieurs jours et dont les objectifs sont de :

- préparer l'insertion professionnelle des doctorants et faciliter celle des Docteurs de l'université ;
- faire prendre conscience aux doctorants et docteurs des atouts de leur formation par la recherche ;
- faire connaître aux doctorants la richesse et la diversité de la vie des acteurs du territoire ;
- permettre aux acteurs du monde économique de La Réunion concernés par et impliqués dans la recherche appliquée, d'avoir une meilleure vision des travaux de thèse menés à l'université et des moyens de recruter des chercheurs ;
- renforcer les liens avec des acteurs importants de la zone Océan Indien impliqués dans la recherche (en particulier les universités).

Participation des doctorants du CRJ aux Doctoriales 2014 (mai) :
49 participants tous laboratoires confondus (étudiants de 2ème et 3ème années de thèse) ; 17 doctorants issus de l'ED Sciences Humaines et Sociales ; 4 doctorants du CRJ (A. BEHAJA, J. BEHAJA, L. GASPARD, G. DESVAUX DE MARIGNY) (participation notamment à l'atelier : Les métiers du droit).
Participation des doctorants du CRJ aux Doctoriales 2016 (mai) : 2 doctorants du CRJ sur 45 participants (E. PRUVOST et N. CASSAM-CHENAI).
Edition 2018 en cours.

En 2018 – Organisation ED SHS.
Format de l'édition 2018 des Doctoriales organisées par l'ED SHS :
** Conférences des doctoriales : Venue d'un formateur de l'Association Bernard GREGORY (ABG) – à la faveur des doctoriales – association oeuvrant pour l'insertion professionnelle des doctorants (30 avril 2018 – 4 mai 2018) : Conseils individualisés aux doctorants, Conférence sur l'emploi des docteurs, Conférence sur la recherche en France et à l'international, Formation d'une personne ressource de l'UR – référent Insertion professionelle des doctorants.*
** Ateliers des doctoriales (en partenariat avec le Pôle entrepreneriat de l'établissement) (20-23 juin 2018)*
Valorisation et professionnalisation des projets (20 juin - Workshop sur la conduite de projet et créativité ; 21 juin - Workshop Etude de marché et Business Model ; 22 juin - Workshop Plan de financement et secrets d'un pitch réussi avec Gest entrepreneur ; 23 juin - Présentation des projets et délibération du jury).

Le but des formations proposées par l'Ecole doctorale est donc double : il s'agit tout à la fois de renforcer la formation des doctorants mais aussi de préparer leur insertion professionnelle.

3) Le suivi du travail de thèse du doctorant : le rôle du comité de suivi individuel en appui à la mission du directeur de thèse

Les comités de suivi individuel de thèse ont été rendus obligatoires pour les primo-doctorants par une décision du conseil de l'ED SHS en 2015. Ils sont obligatoires pour l'ensemble des doctorants depuis l'arrêté de mai 2016.
Le comité a pour but d'aider le doctorant à réguler la durée de sa thèse et à progresser dans ses recherches. Le comité évalue l'état d'avancement de la thèse (en formulant le cas échéant des recommandations) et vérifie l'adéquation entre les travaux du doctorant et son projet professionnel. Le comité se réunit une fois l'an dès la première année de thèse à partir du 1er juin, et ce jusqu'à l'année de soutenance de thèse. Le comité est composé d'au moins 2 personnes (dont au moins une extérieure au laboratoire dans lequel le doctorant effectue sa thèse) et, conformément à l'arrêté 2016, la

direction de la thèse ne peut participer à la réunion. Une fiche compte-rendu, fournie par l'ED, est visée par le directeur de l'unité de recherche puis envoyée à l'ED. Cette fiche est ensuite utilisée pour étudier toute demande d'inscription pour une nouvelle année de thèse. Les réinscriptions en deuxième et troisième années de doctorat sont accordées de manière quasi-automatique par l'ED si le comité juge que tout se déroule bien. A partir de la quatrième inscription (c'est-à-dire à partir du moment où le doctorant, pour poursuivre son travail, est tenu de demander une dérogation), et afin de réguler la durée de la thèse, l'ED devient très attentive à l'évaluation par le comité du temps encore nécessaire au doctorant pour finaliser et soutenir sa thèse. Le retour d'expérience sur la première année de fonctionnement des comités de suivi de thèse est très positif du côté des doctorants du CRJ qui indiquent avoir apprécié ce moment d'échange privilégié sur leurs travaux. Les comités seront naturellement poursuivis en 2018 et au-delà.

4) L'insertion professionnelle des docteurs du CRJ :

Il existe de réelles difficultés d'accès à l'information du fait de la mobilité des jeunes et du changement de coordonnées téléphoniques. Les enquêtes de suivi sont plus complexes à réaliser.

INSERTION PROFESSIONNELLE DES DOCTEURS DU CRJ

PAYET Dorothée	SIMON Denys et PONGERARD-PAYET Hélène	THESE - L'entité territoriale infra-étatique dans la jurisprudence de l'Union européenne. La Cour de justice de l'Union européenne face à la dimension régionale et locale des États membres 24/10/2016 – 13/03/2013 SOIT 77 MOIS actuellement BIATSS ANT (A) à l'Université de La Réunion
BADOURALY SAMDJEE KANDJEE Fahranaz	POMART Cathy et LECUYER Hervé	THESE - Pour une incrimination internationale du blanchiment d'argent 21/01/2010 – 6/12/2013 SOIT 47 MOIS actuellement juge de proximité
ALLAMELOU (JEAN LOUIS) Angélique	ZATTARA-GROS Anne-Françoise	THESE - La publicité et les pratiques déloyales (enjeux et perspectives) 27/03/2008 – 18/12/2014 SOIT 81 MOIS actuellement en cabinet d'avocat
RICHARD Gwennaelle	SEUBE Jean-Baptiste	THESE - La motivation, une obligation au coeur de la procédure judiciaire 15/11/2012 – 27/04/2015 SOIT 29 MOIS depuis 2017 avocate collaboratrice Cabinet Vaccaro avocats et associés
KAMKAR RAD Paradis	MARTEAU LAMARCHE Mireille et KUHN Céline	THESE - Exploitation photovoltaïque, aspects juridiques 9/11/2011 – 6/11/2015 SOIT 48 MOIS Actuellement avocat
EGIZIANO (DAMERON) Audrey	KALFLECHE Grégory	THESE - L'aménagement : théorie et pratique d'un droit nouveau, aux frontières du droit de la commande publique et du droit de l'urbanisme 24/01/2011 – 17/11/2015 SOIT 58 MOIS Qualifiée CNU section 02 (fév. 2017) / postdoc sept. 2016 - janv. 2017 Attente de recrutement
BEHAJA Jerry	MARTEAU LAMARCHE Mireille	THESE - La *corporate governance* : droit du pouvoir économique Approche française. Perspectives malgaches 7/03/2013 – 12/07/2016 SOIT 40 MOIS pas d'information
PRUVOST Edouard	MARTEAU LAMARCHE Mireille	THESE - La transparence fiscale, modèle d'imposition du bénéfice des sociétés 31/10/2013 – 13/07/2016 SOIT 32 MOIS Ecole des avocats
MARGERIN Victor	BERNARD-MENORET Ronan	THESE - La reprise des contrats de travail sous le prisme des marchés publics 2/10/2013 – 8/11/2016 SOIT 37 MOIS actuellement ATER à l'Université de La Réunion
RADIGUET Rémi	KALFLECHE Grégory et NAIM-GESBERT Eric	THESE – Le service public environnemental 2009 –2016 Thèse commencée à La Réunion et achevée à Toulouse I Qualifié CNU section 02 (fév. 2017) / Postdoc Perpignan 2017-2018 Recruté MCF à l'Université de Perpignan en 2018

CASSAM CHENAI Natacha	MARTEAU LAMARCHE Mireille	THESE - La rationalisation des dépenses fiscales en faveur des investissements immobiliers ultramarins des personnes physiques 31/10/2013 – 5/12/2016 SOIT 37 MOIS Ecole des avocats
PEYEN Loic	NAIM-GESBERT Eric	THESE - Droit et biopiraterie. Contribution du partage des ressources naturelles 24/09/2012 – 30/05/2017 SOIT 56 MOIS Postdoc fin 2017 / qualifié CNU section 02 (fév. 2018) Recruté MCF à l'Université de Toulouse I Capitole en 2018
BEHAJA Alan Basile	SEUBE Jean-Baptiste	THESE - La notion de risque en droit des assurances : étude comparative en droits malgache, français et de l'OHADA 7/03/2013 – 12/09/2017 SOIT 54 MOIS Maître de conférences Université de Mahajanga (Madagascar)/Avocat Madagascar
VARAINE Laura	SEUBE Jean-Baptiste	THESE - La religion du contractant 27/09/2012 – 30/10/2017 SOIT 61 MOIS Pas d'information
MENNESSON Stéphane	PUIG Pascal	THESE – Etude sur la notion de propriété et de droits réels sur choses de genre 30/03/2015 – 30/10/2017 SOIT 31 MOIS Pas d'information
KARJANIA Yououss	COLOM Jacques	THESE – Approche juridique entre santé et religion 16/12/2014 – 8/12/2017 SOIT 36 MOIS Pas d'information
DONNAT Isabelle	KUHN Céline	THESE – La transmission du patrimoine dans les familles recomposées 2010 – 28/06/2018 Obtention d'un concours de l'Education Nationale (CAPET) Affectation région Toulousaine

Diversité de l'insertion professionnelle des docteurs du CRJ sur la période d'observation :

- Recrutement au sein d'universités françaises en qualité de MCF : 2
- Recrutement au sein d'une université étrangère en qualité de MCF : 1
- Avocature : 3
- Ecole des avocats : 2
- Emplois divers (juristes, professeur secondaire, juge de proximité) : 4
- En attente de recrutement / pas d'information : 5

5- Labellisation nationale ou internationale des formations (Erasmus mundus p. ex.)

1) Les co-tutelles de thèse :

La cotutelle de thèse est un dispositif qui favorise la mobilité des doctorants et qui permet de développer la coopération scientifique entre des équipes de recherche française et étrangère. L'étudiant en cotutelle effectue son travail sous le contrôle d'un directeur de thèse dans chacun des deux pays concernés. Les deux directeurs de thèse s'engagent à exercer pleinement la fonction de tuteur auprès du doctorant ; leurs compétences sont donc exercées conjointement. Le doctorant doit effectuer ses recherches dans les deux pays de la cotutelle selon des modalités établies par une convention. Le décret de 2005 introduit plus de souplesse dans la définition de ces modalités et permet d'adapter le cadre général à chaque étudiant par un accord de gré à gré entre les établissements sur les conditions du bon déroulement de la thèse.

Chaque cotutelle de thèse se déroule dans le cadre d'une convention liant deux établissements dont un est nécessairement français. Les procédures et les règles sont celles du Doctorat français et celles du doctorat dans le pays partenaire.

Les deux universités reconnaissent la validité de la cotutelle mise en place et celle du diplôme soutenu (grade de Docteur pour l'université française et diplôme équivalent pour l'université étrangère).

1 co-tutelle sur la période d'observation mais des perspectives de développement de nouvelles cotutelles s'affirment notamment dans le cadre des conventions signées avec l'Université Eduardo Mondlane (Mozambique) et l'Université d'Anatananarivo.

2) Le concours des mémoires interrégional océan Indien organisé par la LexOI en partenariat avec CRJ :

La LexOI organise, depuis 2010, un concours de mémoires. Ce concours est destiné à récompenser, tous les ans, les meilleurs travaux de recherche des étudiants de Master 2 de la filière « Droit » de l'Université de La Réunion. En partenariat avec la Direction des relations internationales de l'Université de La Réunion, et inaugurée en 2015, cette action est étendue à d'autres universités de la zone océan Indien, partenaires de la LexOI.

Pour l'année 2017, trois universités ont fait participer leurs étudiants au concours :

- l'Université catholique de Madagascar
- l'Université de Antananarivo (Madagascar)
- l'Université de Maurice (*Faculty of Law & Management*)

A l'avenir, une association du Mozambique à ce concours est possible (cf. convention-cadre avec l'Université Eduardo Mondlane).

6- Accompagnement des séminaires de doctorants par des chercheurs ; degré de participation des doctorants à la vie de l'entité de recherche

1) Rappel nouveaux statuts – 2 représentants des doctorants au conseil du CRJ (dernières élections le 8 mars 2018) : Participation active des doctorants aux décisions du Conseil de centre.

2) Partie du budget fléchée sur les demandes des doctorants depuis 2017

Bilan sur la consommation de cette enveloppe doctorants 2017 (ANNEXE 15 c).

3) Rapport d'activité de la charge de mission « doctorants »

devenue charge de mission « jeunes chercheurs » depuis 2017 (Bilan 2012-2017) (ANNEXE 14 a) ***:***

Créée en 2012-2013 au sein du CRJ, la mission « Doctorants » s'est spontanément étoffée au fil du temps, du fait de l'interaction continue, avec les jeunes chercheurs, de ses responsables successifs (très rapidement, un « partenariat public-privé » : Jonas KNETSCH et Mathieu MAISONNEUVE jusqu'à septembre 2014 ; Jonas KNETSCH et Olivier DUPÉRÉ jusqu'en sept. 2017 ; Olivier DUPERE et Clotilde AUBRY DE MAROMONT à compter de sept. 2017.

Centrée à l'origine sur l'animation d'un « séminaire doctoral d'actualités juridiques », la mission a diversifié ses actions à l'adresse des doctorants, mais aussi son public.

• À l'égard des doctorants, plusieurs autres actions ont été menées, les suivantes plus particulièrement :

- pour préfigurer la réforme relative aux comités de thèse, organisation de plusieurs séances ouvertes de « comités de thèse » ;

- des séances d'échange autour des méthodologies applicables au travail de construction de la thèse ;
- des séminaires doctoraux organisés à l'initiative des doctorants (*pour illustration, sur les deux dernières années, la fréquence des séminaires organisés à l'initiative de M RIO et de Mme MACARUELLA (doctorants) a été la suivante : 29 août 2016, 3 novembre 2016, 12 décembre 2016, 24 février 2017, 19 mai 2017, 22 septembre 2017, 23 novembre 2017, 8 février 2018, 3 mai 2018*) (V. pour un récapitulatif de l'ensemble des séminaires tenus depuis 2014 - ANNEXE 15 a) ;
- des journées d'études doctorales, réunissant doctorants et universitaires autour d'une thématique transversale (ex : *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?, journée d'études co-organisée par un doctorant (Loïc Peyen) et l'un des chargés de mission (Olivier Dupéré) au mois de janvier 2016*) ;
- des soutenances blanches pour les doctorants en fin de thèse (Rémi RADIGUET, Loïc PEYEN, Laura VARAINE).

• Par ailleurs, la mission a pris sur elle de répondre à certains besoins spécifiques :

- des nouveaux docteurs, en organisant des auditions blanches à l'attention de ceux et celles qui, qualifiés à la maîtrise de conférences par le CNU, étaient sur le point de faire leur « Tour de France » (Tristan AOUSTIN, Rémi RADIGUET, Audrey DAMERON, Loïc PEYEN) ;
- des étudiants situés à la charnière du Master 2 et du Doctorat, en organisant une réunion d'information générale à l'attention des étudiants alors en Master 2 et en organisant le concours de mémoires de la LexOI.

PERSPECTIVES DEVELOPPEES DEPUIS 2017 :

Aujourd'hui, la mission s'adresse, *de facto*, aux « jeunes chercheurs » plus qu'aux seuls doctorants. C'est afin de rendre davantage perceptible cette réalité, que sa dénomination a été modifiée en ce sens.

Sans vouloir enfermer la mission dans une liste limitative de fonctions – elle doit pouvoir encore se développer, si besoin et si cela apparaît opportun, sous l'effet de l'interaction de ses responsables avec les jeunes chercheurs – l'expérience désormais accumulée permet toutefois d'identifier un noyau dur de la mission et de le compléter.

• ***Charnière Master-Doctorat*** **:** poursuivre l'organisation du concours de mémoires Master 2 de la LexOI ; offrir désormais, aux étudiants pressentis pour un financement spécial de leur thèse, de les préparer aux éventuelles épreuves exigées à ce titre, ou de les aider à accomplir toute formalité particulière (en rapport avec le directeur de thèse potentiel) ; systématiser l'organisation, au cours de l'année universitaire, d'une conférence d'information sur la thèse en droit destinée aux M2, et pourquoi pas aux M1 en Droit (pourquoi faire une thèse) – en partenariat avec l'ED (30 mars 2018 – 15H), etc.

• ***Doctorat :*** poursuivre l'animation des séminaires doctoraux d'actualité juridique et des séminaires méthodologiques ; poursuivre l'organisation, à la demande, de soutenances blanches pour les doctorants en toute fin de thèse (*prévoir environ six semaines pour cette organisation, deux semaines pour la constitution d'un jury et quatre au minimum pour que celui-ci puisse découvrir et apprécier la thèse ; prendre en compte aussi, un indispensable temps de battement entre la soutenance blanche et la soutenance réelle*) ; poursuivre le travail, commencé par Jonas Knetsch, de rédaction d'un mémo de la thèse au C.R.J., incluant notamment une présentation des divers modes de financement possibles ; mettre à jour, au cours de chaque année universitaire, les données relatives aux doctorants sur le site Internet du CRJ (prénom, nom, titre-directeur-financement de la thèse, CV) ; valoriser les travaux des doctorants (Revue CRJ +

questionnaires / portraits) ; organiser les comités de suivi de thèse ; inciter les doctorants à participer aux *Doctoriales* organisées par les Ecoles Doctorales ; inciter les doctorants à organiser des journées doctorales ou des cylces de conférences (*ex : cycle de conférences sur la thématique « Surveillance et droit » porté par Josselin RIO et Justine MACARUELLA avec l'appui d'O. DESAULNAY – prévisionnel des 3 premières conférences : Conférence 1 : « Surveillance et Information », 2ème quinzaine de septembre 2018 ; Conférence 2 : « Surveillance et environnement », 2ème quinzaine de novembre 2018 ; Conférence 3 : « Surveillance et criminalité », 2ème quinzaine de février 2019).*

• ***Post-doctorat*** **:** poursuivre l'organisation, à la demande, d'auditions blanches pour les docteurs qualifiés par le C.N.U. ; mettre à jour, au cours de chaque année universitaire, les données relatives aux jeunes docteurs qui continuent à être rattachés au C.R.J. ; recenser l'ensemble des informations relatives aux possibilités de valorisation des thèses et autres travaux scientifiques, d'abord en dressant la liste la plus exhaustive possible des prix disponibles dans les domaines juridiques ; inciter les docteurs à organiser des journées d'études ou colloques (*prochain à venir en oct. 2018, l'habitude, Fleur DARGENT, docteure en droit public, épaulée par Clotilde AUBRY DE MAROMONT - MCF en droit privé - sur la thématique de l'habitude*).

4) Association des doctorants/docteurs aux manifestations et ouvrages des chercheurs confirmés :

Il existe une volonté réelle d'associer les doctorants aux initiatives du laboratoire qu'il s'agisse de colloque / journée d'études (*ex : Colloque Droit privé de l'environnement, fév. 2018, J.B. SEUBE (dir) – association d'une doctorante et d'un docteur à la manifestation*) ou de publications (*ex : invitation à participer au projet éditorial L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mers. Sous l'initiative et la direction d'H. PONGERARD-PAYET / Résultat : contribution d'un doctorant à la publication collective : S. MINIMINY, « Le Fonds européen de développement et la coopération régionale des Pays et territoires d'outre-mer », in H. Pongérard-Payet (dir.), L'Union européenne et la coopération régionale des Outre-mers. Vers un renforcement du soutien européen ?, préface de L. Grard, Paris, L'Harmattan, Collection GRALE, à paraître en 2018, 17 p.).*

L'association des doctorants va même parfois jusqu'à les faire prendre une part active dans le portage même des manifestations et des publications qui s'en suivent (*O. DUPERE et L. PEYEN, L'intégration du droit de l'environnement dans les branches du droit : quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?, PUAM, collection « Droit(s) de l'environnement », 2017, 218 p. ; J. DUPONT-LASSALLE, M. MAISONNEUVE et M. CARNIAMA, La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer : entre ambition et réalisation(s), Master 2 droit public de La Réunion, 29 août 2017, AJDA janv.-fév. 2018, pp. 85 et s. ; p. 208 ; p. 564).*

5) Les perspectives d'amélioration engagée en 2018 :

A la faveur d'un échange sur l'évaluation Hceres (organisation d'une consultation formelle le 22 mars 2018), des pistes d'amélioration ont pu être envisagées pour répondre aux attentes des doctorants. Elles seront concrétisées dès 2018 grâce au soutien de l'ED SHS.

1- Séminaire de professionnalisation (juin de chaque année – démarrage prévu juin 2018 – plus précisément 26 juin)

Durée – journée

Public concerné – tous les doctorants

*** Préparation à la qualification par le CNU et à la campagne de recrutement auprès des universités (2 heures - natinée)**

- Conseils s'agissant de la rédaction du dossier.

Témoignages de collègues siégeant au CNU (sections 1 et 2) – 1ère édition : Pr P PUIG et Pr D BLANC.

- Préparation d'un entretien, d'un comité de sélection.

2 ateliers fonctionnant en parallèle : un pour les privatises, un pour les publicistes.

*** Préparation à une insertion professionnelle à l'extérieur de l'université (2 heures – après-midi)**

- Rédiger de CV de manière adéquate.
- Savoir valoriser ses expériences.
- Savoir présenter les résultats de sa thèse en 3 *slides*.
- Savoir présenter sa candidature à un jury.

Ateliers en petits groupes. 4 ateliers tournant en parallèle puis jury de 4 personnes.

2- Séminaire de rentrée (fin novembre de chaque année – démarrage prévu novembre 2018)

Durée – 1 journée

Public concerné – tous les doctorants

*** Séminaire méthodologique : Formation à l'art de la thèse en droit (3 heures)**

notamment conseils sur la bibliographie, les notes de bas de pages, mise en garde contre le plagiat / exigence de rigueur scientifique – compléter les formations de la BU peu adaptées pour les juristes.

*** Séminaire de formation de chargés de TD (2 heures)**

3°) Relancer les journées doctorales (en plus des séminaires doctoraux)

Au rythme d'une tous les 12 /18 mois.

- 21 mai 2015 – Journée portée par A. DAMERON et R. RADIGUET.
- 28 janvier 2016 – Journée portée par L. PEYEN (en collaboration avec O. DUPERE) (Droit en l'environnement).
- 30 mars 2017 – Journée portée par J. RIO (Actualité des élections).
- Sept. 2018 - mai 2019 – cycle de conférences sur la thématique « Surveillance et droit » porté par Josselin RIO et Justine MACARUELLA avec l'appui d'O. DESAULNAY *(prévisionnel des 3 premières conférences : Conférence 1 : « Surveillance et Information », 2ème quinzaine de septembre 2018 ; Conférence 2 : « Surveillance et environnement », 2ème quinzaine de novembre 2018 ; Conférence 3 : « Surveillance et criminalité », 2ème quinzaine de février 2019).*

4°) Se doter d'un réseau de référents dans différents Etats et le mettre à disposition des doctorants

Les objectifs de ce réseau, sur lequel le chargé de mission « Internationalisation de la Recherche » pourra travailler dans les 2 / 3 années qui viennent en collaboration notamment avec les référents pays identifiés, sont multiples :

- Garantir un accès à des ressources bibliographiques de droit comparé pour les doctorants ;
- Accompagner des besoins de traduction des doctorants ;
- Permettre une appréhension non erronée des sources de droit étranger ;
- Répertorier un ensemble de contacts pour les doctorants intéressés par les approches de droit comparé (dans la ZOI, au-delà).

Ce travail d'identification doit être mené en partenariat avec la DRI.

Avant même de compléter la liste des contacts, il semble important d'opérer un travail de diffusion des informations déjà disponibles en termes de « carnet d'adresses » (sur l'intranet par exemple).

7- Mobilisation des chercheurs dans le montage de formation de niveau master

Il semble important d'insister sur l'articulation entre les masters et le Laboratoire. Les 3 masters actuels de l'UFR de Droit et d'Economie (Droit des affaires, Droit du patrimoine et Droit public) trouvent un adossement naturel sur les travaux de recherche du CRJ et notamment sur les axes 1 et 2 du laboratoire (Axe 1 – Droit de l'entreprise et des contrats d'affaires ; Axe 2 – Droit du patrimoine et des personnes). Plus précisément, le CRJ et les masters de l'UFR de Droit et d'Economie fonctionnent depuis des années dans une relation d'encemensement réciproque et participent d'une dynamique commune nécessaire pour concrétiser la formation à la recherche par la recherche appelée de ses vœux par le cadre national des formations de master et de doctorat.

Ainsi, par exemple, les conférences et colloques du CRJ sont fréquemment adossées aux missions d'enseignement, parfois même portés par les formations (*ex : rentrée solennelle du master 2 de droit public ; journée sur l'actualité des contrats d'affaires organisée par les étudiants de master 2 de droit des affaires au sein de la cour d'appel ; organisation du séminaire international de droit minier par le master 2 de droit du patrimoine*). Les étudiants des masters de la faculté sont sensibilisés le plus tôt possible aux défis du portage de manifestations, de la rédaction de notes de jurisprudence, de la rédaction de mémoires de recherche, etc. Leur formation de master leur permet de tester leurs aptitudes à la recherche autant qu'elle leur permet de peaufiner leur découverte du monde extra-universitaire *via* des stages ou des interventions de professionnels pour assurer leurs enseignements.

Les étudiants de Master 2 peuvent notamment participer au concours des mémoires de Master 2 organisé par la LexOI en partenariat avec le CRJ. Depuis 2007, un partenariat a été officiellement instauré entre le CRJ et l'association LexOI, matérialisé par une convention signée entre l'association et l'Université de La Réunion. La convention a été renouvelée en 2017. Elle a pour objet de faire participer les chercheurs du laboratoire aux activités de recherche de l'association parmi lesquelles la participation à un concours annuel de mémoires, destiné à récompenser les meilleurs travaux de recherche des étudiants de la filière Droit (ces travaux sont publiés dans la Revue Juridique de l'océan Indien sous forme d'un article scientifique d'une cinquantaine de pages).

Est également prévue depuis 2018, la préparation des candidats à la thèse aux auditions en vue de l'obtention d'un contrat doctoral ou d'une bourse régionale par les chargés de mission Jeunes chercheurs. Cette préparation vise à accompagner le passage des étudiants intéressés vers le doctorat tout en optimisant leur chance de décrocher un financement spécifique à cet effet.

Le montage intial et le portage au quotidien des formations de master est le fruit du travail des chercheurs du CRJ :

- concernant le Master de droit des affaires : Pr Jean-Baptiste SEUBE et Dr Romain LOIR (HDR) ;
- concernant le Master de droit du patrimoine (parcours notarial et parcours ingénierie juridique du patrimoine) : Dr Anne-Françoise ZATTARRA-GROS (HDR) et Dr Céline KUHN (HDR) ;

- concernant le Master de droit public (dont un parcours Classe préparatoire aux concours des fonctions publiques A et A+) :
  - Dr Safia CAZET, Dr Faneva RAKOTONDRAHASO et Dr Olivier PROVINI : Master 1 ;
  - Pr Mathieu MAISONNEUVE, Dr Julie LASSALLE (HDR), Dr François CAFARELLI : Master 2.

L'ancrage recherche est donc important mais un équilibre est recherché et garanti dès lors que l'équipe pédagogique de ces formations fait intervenir autant d'universitaires que de professionnels de la sphère concernée.